

UNIVERSITÉ DE DIJON
FACULTÉ DE DROIT

LA
BALANCE DU COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

Henri PONSOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

DIJON
IMPRIMERIE JOBARD

9, Place Darcy, 9

—
1901

UNIVERSITÉ DE DIJON
FACULTÉ DE DROIT

LA
BALANCE DU COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le Vendredi 19 Juillet 1901, à deux heures du soir

PAR

Henri PONSOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { M. VIGNES, agrégé.
 { M. TRINQUAT, chargé de cours.



DIJON
IMPRIMERIE JOBARD
9, Place Darcy, 9

1901

LA

BALANCE DU COMMERCE



INTRODUCTION

La question de la Balance du commerce est depuis longtemps l'objet de vives controverses : son caractère énigmatique, sa portée générale l'ont signalée à notre attention.

En 1898, le commerce extérieur de la France a porté sur une valeur totale de 7,983 millions, les importations ont atteint 4,472 millions, et les exportations 3,511 millions.

Les achats auraient donc dépassé de 961 millions la valeur des ventes. On exprime couramment cette situation en disant que la balance du commerce nous a été défavorable. Pour beaucoup de personnes cela signifie : si nous avons acheté à l'étranger plus de marchandises que nous ne lui en avons vendu, nous sommes débiteurs envers lui de la différence, soit de 961 millions. Ce serait le signe d'un appauvrissement.

Voici, à l'inverse, l'interprétation à laquelle donnerait lieu une balance favorable :

En 1859, « quand la France avait payé à l'étranger tout ce qu'elle lui avait acheté, c'est-à-dire le montant des produits qu'elle importait, il lui restait, grâce à ses ventes, à ses exportations..., sur l'étranger une créance de 626 millions..., c'est-à-dire que sous une forme ou sous une autre, argent, papier de banque, retours de tous ordres, elle recevait de l'étranger 626 millions. »

M. Méline ajoute : « Supposons pour un instant que la France ait continué à être créancière de l'étranger pour cette somme de 626 millions pendant les trente années qui ont suivi 1860 ; il n'est pas douteux qu'elle aurait reçu de l'étranger plus de dix-huit milliards ⁽¹⁾. »

Dans la période de 1827 à 1896, la balance du commerce nous aurait été favorable, d'une façon presque continue, jusqu'en 1866, et l'excédent des exportations aurait atteint son maximum en 1859, année considérée par M. Méline. Depuis 1867, sauf les quatre années qui suivirent la guerre franco-allemande, la balance nous a été défavorable, au point d'accuser, en 1880, un excédent des importations dépassant un milliard et demi (1,565 millions).

La balance nous a été favorable sous un régime protecteur, mais à la suite de la réforme libérale de 1860, le commerce extérieur se solde à notre désavantage : c'est un argument cher aux protectionnistes.

Mais voici d'autres données. A considérer le commerce des principaux pays du monde, dans ces der-

(1) Méline, Ch. des dép., 12 mai 1891, *J. off., Débats*, p. 864.

nières années, on observe que l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, la Suisse, l'Italie, comme la France, importent plus qu'elles n'exportent de marchandises; la Russie, les Indes anglaises, les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, l'Australie, l'Egypte, ont, au contraire, un excédent habituel d'exportations : classement fait pour surprendre, si les excédents d'importation étaient toujours le signe d'un commerce défavorable. L'Angleterre se serait endettée de 96 milliards, de 1854 à 1898; et la France, en trente ans, de 1867 à 1896, aurait assumé au même titre une dette de 19 milliards.

Voilà les seules données officielles touchant la question : comparaison faite entre la valeur des produits à l'entrée et à la sortie, l'équilibre ne se réalise jamais. Suivant les pays, la balance accuse un excédent des importations ou des exportations; et pour de longues périodes, la même indication se présente avec un caractère marqué de continuité. Certains pays passent, il est vrai, des excédents d'importation aux excédents d'exportation, et *vice versa*, mais par une progression lente et continue que peut seule expliquer l'action de causes durables.

Toutefois, ce phénomène sert de base aux conclusions les plus diverses. Les uns soutiennent que l'avantage du commerce consiste à développer les exportations au delà des importations pour acquérir une créance sur l'étranger; les autres affirment que les excédents d'importation sont le bénéfice des pays riches, et représentent le paiement, en produits, de créances acquises d'autre manière que par la vente de produits, comme seraient, par exemple, les créances de transport maritime. Les premiers voient dans ces excédents

d'importation une mauvaise situation qui menace la circulation monétaire, l'épargne, le crédit même d'un pays. Pareil régime, observe M. Méline, atteint tous les jours le marché intérieur dans son revenu et dans son capital, garantie du crédit de la France.

L'Allemagne, en 1878, était en perte, dit M. Turrel, de 1,283 millions ; en 1888, elle n'est plus débitrice que de 106 millions. — Qu'est-ce donc que cette perte ? interrompt M. C. Pelletan, des marchandises données pour rien ⁽¹⁾.

D'autres, enfin, relèvent la situation respective de nos exportations et de nos importations, sans oser conclure. Mais, pour la plupart, c'est un argument que les libre-échangistes et leurs adversaires tournent réciproquement les uns contre les autres : « chacun s'en sert à sa manière et lui fait dire ce qu'il lui plaît ⁽²⁾. »

Tous demandent au commerce extérieur, et spécialement à sa balance, le signe de la prospérité nationale. M. Jules Roche résumait ainsi le débat : « Lorsqu'on discute sur la balance du commerce, n'est-il pas évident que, quelle que soit la thèse soutenue, on sent toute l'importance de ce commerce d'exportation, puisqu'on en fait, en quelque sorte, la règle des jugements portés sur la prospérité du pays ⁽³⁾ ? » On reconnaît à la marche du commerce extérieur le pouvoir de permettre d'asseoir un jugement général sur la situation commerciale et industrielle de la France.

Telle est la portée des enseignements qu'on demande à la balance ; le commerce extérieur peut servir de

(1) Ch. des dép., 5 mai 1891, *J. off.*, *Débats*, p. 788.

(2) Turrel, *ibid.*

(3) J. Roche, Ch. des dép., 21 mai 1891, *J. off.*, *Débats*, p. 924.

base à un jugement sur la prospérité nationale. En effet, le marché intérieur et le marché extérieur sont solidaires, les forces économiques d'une nation trouvent leur démonstration dans le commerce extérieur, et celui-ci, mettant en présence des nations concurrentes ou rivales, donne la mesure comparée de la force et de la puissance d'expansion de chacune d'elles.

D'autre part, on se réfère volontiers au commerce international parce qu'il possède des statistiques détaillées et paraissant très précises ; on leur demande le mot de la situation, on veut juger par là de la prospérité d'un pays.

Après avoir fixé les données ordinaires de la question, puis indiqué l'actualité du débat et l'intérêt qui s'y attache, nous voulons signaler son fondement théorique.

Les exemples présentés au début pour marquer la question font aussitôt naître des doutes sur la nature des différences énoncées : où est la perte ? où est le gain ?

Toute conclusion dépend de la nature de ces excédents d'importation ou d'exportation. Il s'agit donc d'en chercher la cause et les conséquences, et pour cela, il faut remonter à l'étude de l'échange international, rechercher tous les éléments du commerce extérieur, définir leur action sur le mouvement des marchandises. C'est l'objet de la théorie de la balance du commerce, appliquant la théorie générale du commerce extérieur à l'explication des faits que nous avons signalés.

Ce nom de *Balance du commerce*, et tout le discredit dont il est aujourd'hui frappé, vient d'un système fameux, apparu au cours du xvi^e siècle, alors que

l'acquisition de l'or et de l'argent paraissait le but le plus désirable du commerce extérieur. L'excédent des exportations a longtemps été l'objectif de la politique mercantile : il devait procurer sur l'étranger une créance payable en métaux précieux.

L'attention des premiers économistes fut naturellement attirée sur cette politique ; l'étude du commerce extérieur occupe alors une place prépondérante. Sur le cadre de la balance, les auteurs font la critique de la politique suivie. Puis ils s'attachent à rechercher la valeur des procédés d'observation destinés à faire connaître l'état de la balance. L'évolution de la théorie est fort intéressante aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. La conception primitive se transforme sous l'effort de nombreux auteurs, en une théorie nouvelle désignée aujourd'hui sous le nom de *Balance des comptes*.

L'équilibre entre les créances et les dettes d'un pays est le principe qui domine l'échange international. Le mouvement des produits concourt à cet équilibre, mais il y a encore d'autres éléments nombreux, qui ont une influence réflexe sur l'échange de marchandises. Et les métaux précieux, qui servent à parfaire les règlements internationaux, influent à leur tour sur le prix des marchandises. Dès lors l'écart entre les importations et les exportations, loin de signifier invariablement un gain ou une perte, n'est que la combinaison, la résultante des divers éléments du commerce extérieur, et n'implique pas nécessairement que le pays soit débiteur ou créancier, ni qu'il soit obligé de solder cette différence en métaux précieux.

Ainsi entendue, la théorie de la balance est, sous un aspect particulier, l'étude même de la fonction du commerce extérieur.

L'objet de cette étude se trouve ainsi limité, et voici quel en sera le plan :

Première partie. — Etude historique. Evolution de la théorie de la balance du commerce.

Deuxième partie. — Etude critique de la statistique du commerce extérieur.

Troisième partie. — La balance des comptes : éléments divers du commerce extérieur, règlement de la balance, rôles des métaux précieux.

Conclusions.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE

Evolution de la théorie de la balance du commerce

L'économie politique s'attache à l'observation de phénomènes en voie de transformation incessante. Le mode de production et de répartition des richesses, variable suivant les États, subit autant d'évolutions que leur constitution sociale. La politique économique s'adapte aux besoins et aux conditions particulières d'un pays, à chaque phase de son existence. Il n'est donc pas étonnant que la science qui s'occupe des faits économiques ait subi l'influence des systèmes politiques, et varié dans le cours de l'histoire.

La matière du commerce extérieur n'a pas échappé à cette évolution. La politique commerciale a poursuivi des buts très divers, par la restriction ou la liberté des échanges ; la théorie a subi l'influence de ces variations.

N'est-ce pas là une objection à l'utilité des recherches historiques en économie politique ? Si la théorie de la balance n'a été qu'un des premiers aspects d'une

théorie générale du commerce extérieur, quel intérêt peut s'attacher, aujourd'hui, à son étude? — L'intérêt qui s'attache à un objet permanent.

En face de la variété des phénomènes économiques, il faut mettre en évidence la continuité qui régit leur développement. Dans la politique pure, les changements, qui paraissent les plus brusques, n'en sont pas moins amenés par des causes agissant de longue date. Il existe une pareille continuité dans les théories économiques. La doctrine ne varie pas docilement au gré des faits contingents. Au début, ce sont bien les faits qui éveillent la pensée, et les premières systématisations empiriques portent la trace de leur origine. Mais ensuite la théorie se développe indépendante, dans sa sphère propre, et, sans ignorer l'évolution des faits, tend à la diriger.

Pour saisir cette continuité, il faut distinguer, comme dans tout système scientifique, la théorie pure et la théorie d'application : l'une étudie les fonctions économiques; l'autre propose des solutions en harmonie avec un milieu déterminé, ici est la partie contingente et variable des théories économiques, la partie caduque, et celle où l'on pourra surtout distinguer des écoles et des systèmes. Au premier point de vue, les théories successives, loin de se répudier l'une l'autre, sont les étapes successives dans la poursuite de la vérité; l'ancienne théorie fournit une contribution durable qui sert de base à de nouvelles recherches; la science se constitue peu à peu et n'est pas l'œuvre d'un seul auteur.

L'histoire des doctrines économiques permet donc de suivre la formation d'une science des richesses et la constitution des théories spéciales.

La théorie de la balance offre ce double intérêt : d'avoir été le point de départ d'une conception synthétique du commerce extérieur, et d'avoir constitué une étape dans la formation de l'économie politique. C'est principalement sur le thème de la balance et dans l'étude du commerce extérieur, que les auteurs de la période mercantile ont dégagé les causes de la richesse des nations. C'est le premier essai de systématisation des phénomènes économiques⁽¹⁾.

Les raisons déjà exposées nous amènent à distinguer de la façon la plus nette, d'une part, la politique en vigueur aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, et, d'autre part, la théorie parallèle.

La confusion n'est que trop fréquente. Adam Smith a consacré à l'exposé et à la réfutation du système mercantile une place considérable ; mais on ne saurait chercher dans cet exposé la théorie des auteurs qui ont écrit avant lui sur le commerce. Or il s'en faut que la théorie, dite mercantile, ait suivi les mêmes errements que la législation économique. Nul doute que la première ait subi, dans une certaine mesure, l'influence de la seconde ; nul doute aussi qu'elle ne s'en soit graduellement éparée, au point de venir en opposition avec elle.

Pour trouver l'origine de la théorie de la balance du commerce, il faut se reporter au ^{xvi}^e siècle, dans un milieu profondément affecté par trois nouveautés : l'afflux des métaux précieux d'Amérique, le développement du commerce d'outre-mer, et la constitution des états de l'Europe occidentale. La politique d'attraction de l'or et de l'argent se trouve alors expliquée.

(1) Cf. L. Cossa, *Histoire des doctrines économiques*, p. 225.

La théorie de la balance, en tant que conception systématisée, n'apparaît guère qu'au début du siècle suivant. Nous aurons à suivre, dans les auteurs, le développement de cette théorie qui aboutit à la conception moderne de la balance des comptes.

CHAPITRE PREMIER

La politique mercantile.

« Il est nécessaire d'employer avec rigueur tous les moyens qui peuvent nous conduire à vendre aux étrangers plus de nos productions qu'ils ne nous vendront des leurs : c'est là tout le secret et la seule utilité du commerce. » Ainsi définissait le système un homme qui avait eu à l'appliquer, surtout sous la forme coloniale, comme ministre espagnol⁽¹⁾.

L'abondance des métaux précieux est assurément un élément de puissance politique et de prospérité économique. L'exemple de l'Espagne, au xvi^e siècle, celui de la Hollande, au xvii^e, étaient faits pour accréditer davantage cette idée ancienne. L'attraction de l'or et de l'argent par la balance du commerce fut alors une politique générale, conduisant tout naturellement à la protection douanière.

(1) G. Ustariz, *Teorica y practica de comercio y de marina*, Madrid, 1724. Traduction libre par Forbonnais, Paris, 1753, chap. iv, p. 13.

Il est difficile de fixer une date précise à l'avènement de ce système, et les auteurs qui ont proposé d'en rattacher l'origine à tel ou tel édit semblent avoir négligé le caractère de généralité qu'il eut dans son application, surtout à partir du xvi^e siècle. Il répondait à des causes profondes, qu'il sera opportun de rappeler plus loin ; mais s'il avait déjà des attaches dans le passé, il eut une répercussion prolongée sur la politique des siècles suivants, et, de nos jours même, on en pourrait signaler de nombreuses survivances.

Quelle fut donc la politique antérieure au xvi^e siècle ? Comment caractériser la politique de la balance du commerce ? Que devint le système ?

I. — AVANT LE XVI^e SIÈCLE.

Au moyen âge le commerce était peu étendu et la monnaie rare. Il n'y avait point à proprement parler d'économies nationales, le cadre de la production ne dépassait guère le cercle étroit du village ou de la ville, ce qui s'alliait avec le régime féodal des prestations en nature. Cependant le paiement des rentes et des gages en argent tendait peu à peu à se substituer au régime des corvées et des paiements en nature, mais cette évolution était retardée par la rareté de la monnaie.

A cette époque la législation s'efforçait de retenir à l'intérieur les produits particulièrement utiles, et parmi eux l'or et l'argent.

La prohibition d'exporter les métaux précieux est générale au xiv^e siècle ; on la trouve édictée en France

par une ordonnance du 28 juillet 1303⁽¹⁾. Le roi de Castille défend la sortie des monnaies et lingots en 1390, et cette prohibition est renouvelée en 1442, à la demande des Cortès de Valladolid, qui se plaignaient de l'exportation de la monnaie d'or pour la cour de Rome.⁽²⁾ Le commerce de l'argent était étroitement réglementé en Angleterre, à l'entrée comme à la sortie : un statut de 1340 ordonnait aux exportateurs de laine d'apporter dans les trois mois, et de livrer au change royal, deux marcs d'argent par chaque sac de laine⁽³⁾. Une ordonnance ancienne, — que signale le Débat des héraults d'armes de France et d'Angleterre, daté de 1456, — défendait aux marchands d'emporter à l'étranger ni or ni argent, ou bien peu, mais largement des marchandises ; et les étrangers qui venaient vendre leurs produits en Angleterre ne pouvaient emporter de l'argent, mais il fallait par nécessité qu'ils achetassent des marchandises.

Au premier abord, de pareilles mesures semblent bien destinées à accroître le stock de métaux précieux d'un pays. Cependant on peut croire que les divers gouvernements avaient surtout en vue de conserver et entretenir la monnaie pour les besoins de la circulation intérieure. Ce n'est pas encore le système de la balance, d'après lequel il faut vendre beaucoup, acheter le moins possible de l'étranger. En effet, l'exportation de l'or et de l'argent n'est pas seule entravée ; la prohibition d'exporter les blés, les laines et en général les matières premières, a précédé les mesures

(1) Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, I, p. 223.

(2) Alcubilla, *Diccionario de la Administración española*, v^o *Libertad de comercio*.

(3) Ashley, *Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre*, I, p. 222.

dirigées contre l'importation. Celle-ci était encore considérée comme un fait bénin, sans conséquences fâcheuses pour l'économie intérieure.

Avant que la pragmatique du 2 septembre 1494 établît en Espagne un régime prohibitif à l'importation de marchandises, on défendait seulement l'exportation du pain, de l'avoine, des lapins, de la soie, des Mores des deux sexes, de l'argent et de l'or. L'édit français de 1572 est une manifestation de la nouvelle politique, car s'il conserve les anciennes prohibitions de sortie, il établit des prohibitions nouvelles à l'entrée de produits fabriqués.

Le système antérieur pouvait donc se résumer en ces quelques traits : la sortie du numéraire et d'autres produits spécialement utiles est prohibée ; le commerce avec l'étranger est toléré, sous la condition que l'échange se règle en nature. C'était le système de la *balance des contrats*, ensemble de mesures destinées à surveiller les contrats individuels entre marchands étrangers et nationaux, pour sauvegarder la circulation monétaire.

Telles sont les mesures qui ont précédé l'avènement du système de la balance du commerce. Bien qu'elles aient encore longtemps subsisté, au point de paraître au service de la nouvelle politique, elles s'en distinguent. La politique de rétention des métaux précieux, alors qu'ils étaient rares, va laisser la place à une politique d'attraction, quand ils deviennent abondants.

II. — LE SYSTÈME DE LA BALANCE.

L'afflux des métaux précieux, le développement du commerce, la constitution d'états homogènes sont les grands faits qui inspirent, au xvi^e siècle, et la politique et la théorie mercantiles.

L'abondante production d'or et d'argent qui suivit la découverte de l'Amérique fut la cause occasionnelle du système. Les métaux précieux furent, au début, aux mains des deux peuples, qui les tiraient de leurs colonies, et surtout du roi d'Espagne, devenu en 1580 roi de Portugal, un élément de force politique considérable. Les autres nations cherchèrent, dans le développement du commerce et l'essor des manufactures, le moyen d'attirer à elles une partie de cette abondante récolte.

A la fin du xvi^e siècle, la somme des espèces en circulation était dix fois plus considérable que celle existant au cours du xv^e siècle. Ce fait eut une grande influence pour la substitution définitive de l'économie monétaire à l'économie en nature, pour l'extension du marché intérieur et le développement du commerce extérieur ; il devait aussi favoriser l'œuvre d'unification nationale, alors en cours.

La raison profonde du système fut, en effet, la formation, au sortir du moyen âge, de grands royaumes dont la cohérence politique s'établissait aux dépens du régime féodal. La possession des métaux précieux était d'une utilité particulière à ces organismes en voie de formation ; la direction donnée au commerce extérieur répondait à ces besoins.

Des ressources liquides étaient utiles à la constitution

politique des Etats. Les rois avaient besoin d'argent pour entretenir leurs armées permanentes, et parer aux dépenses de guerre : ils voyaient d'un bon œil l'accroissement du stock monétaire qui devait faciliter le paiement des impôts. Les gouvernements demandèrent à la balance du commerce la prospérité financière nécessaire à l'exécution de leurs desseins politiques.

En vue de leur constitution économique, les Etats furent amenés à protéger le marché intérieur ; or il faut reconnaître que l'abondance des espèces pouvait être utile à ce développement. Les transactions étaient au xv^e siècle, par la rareté de la monnaie, d'une conclusion difficile. L'importation d'or et d'argent fut d'abord utile en facilitant les échanges ; puis, en amenant une élévation des prix, elle agit, dans une certaine mesure, comme un stimulant à la production.

Nous sommes en présence d'un nouvel état économique, qui doit avoir une répercussion naturelle sur la politique mercantile. Le commerce extérieur devient une affaire nationale ; c'est la nation qui établit ses comptes, sa balance. Les anciennes dispositions sont insuffisantes pour attirer les métaux précieux, elles vont même à l'encontre du but. La prohibition d'exporter les espèces est vaine ; le régime de la balance des contrats est une gêne.

Il faut permettre au commerce de s'étendre, tolérer la sortie des métaux précieux. Les exportations de marchandises dépassent-elles les importations, la nation est créancière de l'étranger et recevra forcément une soulte en argent. Dès lors, développez les ventes, réduisez les achats, réglementez l'importation, favorisez la production nationale.

C'était là une politique libérale, un progrès sur le passé.

Quelles en furent les principales manifestations ?

Les trésors du nouveau monde affluent en Espagne. Ce pays s'efforce de les conserver par des prohibitions rigoureuses ; la peine de mort, la confiscation des biens sont édictées contre les délinquants. Rigueurs inutiles, car les métaux précieux se répandent dans toute l'Europe, par le fait du Prince. En apportant des restrictions à l'importation de marchandises étrangères, on pense mieux limiter la sortie du numéraire. On croit alors que le plus sûr moyen de conserver les métaux précieux est de porter attention à la balance ; dans la suite, la défense d'exporter le numéraire, qui constituait une entrave sérieuse pour le commerce, vient à être mitigée, et l'exportation permise, sous la condition que l'échange eût lieu avec des marchandises étrangères qui paieraient un droit d'entrée de 10 p. cent.

Assurée de recevoir les métaux précieux de ses colonies, l'Espagne demandait à cet ensemble de prohibitions de lui en garder la disposition. Les autres nations, qui ne possédaient pas de mines d'or et d'argent, demandèrent au système de la balance de leur procurer ces métaux précieux. En restant au pair pour l'échange, comme le remarque Ustariz, l'Espagne eût été assurée de conserver la majeure partie des richesses qui venaient des Indes occidentales à Cadix. Pour acquérir des métaux précieux, il était nécessaire aux autres nations de développer leurs exportations de marchandises au delà de leurs importations : de là des prohibitions ou des droits à l'entrée de produits étrangers, comme à la sortie des matières premières, dont l'envoi tendait en définitive à rendre le pays tributaire de l'industrie étrangère, tout en le privant des bénéfices de main d'œuvre.

Le commerce le plus favorable paraissait être celui qu'on entretenait avec les pays producteurs de métaux précieux, eux seuls pouvant fournir constamment un solde en argent. L'habileté des gouvernements consistait donc à s'assurer, à titre exclusif, par traité de commerce, le trafic avec l'Espagne ou le Portugal. On peut également suivre la trace des préoccupations relatives à la balance, dans les actes de navigation, pactes coloniaux, fondation de compagnies commerciales ; il fallait, par tous les moyens, se rendre créancier de l'étranger, tout en évitant d'en être tributaire à quelque titre que ce fût.

Cette politique fut celle de tous les états commerçants de l'Europe, à partir du xvi^e siècle.

Colbert, qui fit en France, de 1661 à 1683, l'application la plus heureuse du système mercantile, partageait l'idée que l'abondance plus ou moins grande du numéraire détermine le degré de prospérité d'un Etat. Il serait fort inexact de réduire sa politique à la question d'attraction des métaux précieux, mais c'est assurément pour lui un souci constant, souvent marqué dans ses lettres, instructions et mémoires⁽¹⁾.

Dans un discours sur les manufactures du royaume (1663), Colbert constate la décadence du commerce, qui tient, notamment, aux facilités qu'ont eues les marchands pour faire sortir l'argent, car de ce chef le royaume s'appauvrit de deux millions par an. Les Hollandais enlèvent de France beaucoup de marchandises, mais ils nous apportent en retour des denrées coloniales. Ne faudrait-il pas tirer ces produits de nos colonies ? Les Hollandais seraient obligés de payer leurs achats en métaux précieux.

(1) V. *Lettres, Instructions et Mém. de Colbert*, publ. par P. Clément.

Colbert fonda de grandes compagnies commerciales et tenta de ruiner la puissance de la Hollande. Il croyait y avoir réussi lorsqu'il proposait au roi, dans un mémoire du 8 juillet 1672, les expédients destinés à faire passer aux mains des Français une partie du commerce des Hollandais. Il concluait en disant que l'abondance d'argent qui se trouverait dans le royaume donnerait facilité au peuple de payer de plus fortes impositions (t. II, pièce 249).

Le commerce d'Espagne était vivement encouragé ; nos ambassadeurs à Madrid recevaient de fréquentes instructions pour « l'augmentation du plus avantageux commerce que toutes les nations de l'Europe puissent avoir, qui est celui de Cadix » (pièce 102).

L'instruction au marquis de Villars, du 15 mai 1679, est un exposé complet de la politique commerciale suivie et à suivre en Espagne (pièce 295).

Colbert veut être avisé de tous les arrivages à la barre de Cadix (pièces 59, 78, 94). Apprenant que deux vaisseaux étaient arrivés au Havre, porteurs d'un million d'or et d'argent, il écrit au commissaire de marine : « J'ay esté un peu étonné de n'avoir pas reçu cet avis par vous, vu que vous sçavez qu'il n'y a rien qu'il puisse être plus agréable au Roy que de semblables nouvelles » (en note sous la pièce 94).

Enfin, s'il est un commerce qui ne donne point satisfaction à Colbert, c'est celui du Levant : Marseille « est l'endroit du royaume par où s'écoule dans les pays estrangers une bonne partie de l'argent que l'industrie des artisans et marchands de toutes les autres provinces y attire » (pièce 291). C'est l'objet d'une correspondance prolongée avec l'intendant d'Aix (pièces 291, 292, 293, 297, 313, 318).

Si les Marseillais n'usent pas avec modération de la liberté qui leur est laissée, il serait à propos de faire de temps en temps quelque saisie, pour qu'ils appréhendent toujours d'être troublés dans ce transport (pièce 293).

A ces quelques traits, on peut juger de l'importance que Colbert attachait à la possession des métaux précieux, et au système de la balance qui devait les attirer dans le royaume ⁽¹⁾.

Le commerce d'Espagne était la mine d'or et d'argent où nous puisions le numéraire. Au dire du citoyen Arnould ⁽²⁾, chef du ci-devant Bureau de la Balance du commerce, l'Espagne nous fournissait, à la fin du règne de Louis XIV, une balance de 12 millions de piastres ; à la révolution cette balance s'élevait à 62 millions.

L'Angleterre avait poursuivi une politique analogue en édictant d'abord son acte de navigation (1660), puis en concluant avec le Portugal ce fameux traité de 1703, considéré comme le chef-d'œuvre de la politique mercantile.

En 1684, le Portugal avait interdit l'entrée des lainages britanniques, pour garder chez lui l'industrie similaire. Par le traité de 1703, il s'engageait à les admettre, ainsi que par le passé, sous la condition que l'Angleterre recevrait les vins portugais au bénéfice d'un tarif réduit, plus faible du tiers que celui appliqué aux vins de France. Le traité de Methuen devait attirer en Angleterre l'or du Brésil.

(1) Voy. Pierre Clément, *Histoire de Colbert et de son administration*, ch. VII et XII à XIX.

(2) Voy. Arnould, *De la Balance du commerce*, Paris, an III, t. II, p. 141.

Telles sont les principales manifestations de la balance du commerce. Ce système constitue une pièce assez caractéristique de la politique mercantile pour qu'Adam Smith en ait fait la base d'un exposé complet du système mercantile.

Que devint le système ?

Encore en pleine vigueur au début du XVIII^e siècle, il subit, au cours du même siècle, diverses atteintes inspirées d'abord par la doctrine des physiocrates, puis par celle de l'école classique. On fit l'essai d'une certaine liberté de commerce, et cette tentative fut poussée jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce avec l'Angleterre (1786). Mais le système libéral ne paraît triompher qu'au XIX^e siècle, en Angleterre par l'adoption de la loi sur les blés, et en France par la conclusion du traité de 1860.

Depuis lors, on a pu constater des retours caractérisés aux anciens errements de la politique mercantile, sous le couvert, il est vrai, d'autres théories, et la question de la balance du commerce n'est point encore bannie de nos discussions douanières ⁽¹⁾.

(1) Voy. la question de la balance du commerce dans la discussion générale de la loi de douanes de 1892 à la Chambre des députés, 28 avril-22 mai 1891. Voy. surtout les discours de MM. Aynard, Léon Say, Jules Méline, rapporteur général, et Jules Roche, ministre du commerce.

CHAPITRE II.

La théorie.

Le développement économique dont on vient de marquer quelques traits, attira dès le xvi^e siècle l'attention des penseurs, qui commencèrent à former la science des richesses, débutant par la phase des systèmes empiriques. L'attention des premiers auteurs est spécialement dirigée sur les moyens par lesquels la prospérité nationale peut être augmentée. La politique suivie est l'objet de leur critique, et fournit un cadre à leurs observations ; sous le nom de balance du commerce se développe une théorie aux aspects divers, mais d'un caractère général, contribution importante à la formation même de l'économie politique.

Ce serait un tort que d'englober dans le même dédain le système politique et les auteurs qui, écrivant à l'époque de son application, en ont souvent combattu les erreurs.

Il ne faut donc pas céder à la tentation d'attribuer à tous ces auteurs les idées ou les préjugés populaires alors en cours. On ne trouvera point, dans leurs ouvrages, ces affirmations absolues qu'on prête volontiers à la théorie de la balance, telle l'idée que les métaux précieux constituent la richesse par excellence. Les premiers mercantilistes présentent les produits du sol ou des manufactures comme des biens plus désirables ; et les néo-mercantilistes, tels que Law, Melon

et Forbonnais, allant plutôt à l'exagération inverse, ne recherchent l'abondance de l'argent que pour en amener l'avilissement.

Que la différence entre les importations et les exportations constitue un pays débiteur de l'étranger, cela n'est admis, même au début, que sous réserve touchant les procédés de constatation du mouvement de marchandises.

L'erreur attribuée à ces auteurs n'est parfois que l'ignorance où nous les tenons ; et la lecture de leurs ouvrages nous étonne souvent par la justesse de certaines observations, que nous croyions récentes.

La théorie de la balance ne s'est produite, d'une façon systématique, qu'au ^{xvii}^e siècle, mais il faut en signaler la première expression dans les auteurs du ^{xvi}^e. On verra ensuite les évolutions de cette théorie, et l'accueil qu'elle reçut de l'école libérale.

I. — LE MERCANTILISME PRIMITIF.

Au ^{xvi}^e siècle, les questions économiques sont l'objet de nombreuses études, touchant notamment les monnaies, les paiements internationaux, l'enchérissement des prix, le commerce en général.

La prohibition d'exporter le numéraire, la balance des contrats, sont vivement discutées par des auteurs italiens, anglais, français.

Bodin cède moins que tout autre à l'opinion vulgaire. Il reconnaît que l'abondance de l'argent diminue sa valeur et amène la hausse des prix. Les effets de l'afflux des métaux précieux sont, dès lors, nettement définis. Contre l'opinion courante, il affirme encore

que « nous avons affaire des étrangers et ne saurions nous en passer », et il désire que ces relations soient libres, car le bon marché s'ensuit : « ce qui entre au lieu de ce qui sort cause le bon marché de ce qui défaillait. »

Après lui, Montchrétien ⁽¹⁾ expose des idées intéressantes sur le commerce, où perçoit souvent l'esprit mercantile : ici, il marque tout l'avantage que procure la possession de l'argent ; là, il semble l'estimer beaucoup moins. Il déplore que nous soyons tributaires de l'étranger : « Ne sort-il pas tous les ans plus d'un million d'écus pour payer les bas de soie qu'une curiosité superflue nous fait venir du dehors ? » (p. 79.) Mais, tout en vantant la traite d'Espagne, il dit : « Nous avons apaisé ceste faim de pain, à laquelle les Espagnols et Portugais sont sujets, pour avoir d'eux le remède à ceste faim d'or et d'argent qui ne nous tourmente que trop... Pour tirer d'eux les choses superflues, nous nous sommes bien souvent soustrait les nécessaires. » (p. 155.)

C'est l'observation des choses de son temps saisie au vif, et rendue dans un langage qui a conservé toute sa saveur prime-sautière. Point d'allure scientifique : c'est un tableau de l'état économique de la France au début du ^{xvii}^e siècle, et l'on y trouve, exprimée sous son vrai jour, la tendance mercantile de l'attraction des métaux précieux. Les contradictions apparentes sont la marque de l'esprit critique ramenant à sa juste valeur l'opinion vulgaire sur l'argent.

L'afflux des métaux précieux avait déjà provoqué une crise économique générale, qui devait troubler

(1) A. de Montchrétien, *Traicté de l'Economie politique*, 1615. Edition Funck-Brentano, Paris, 1889.

même l'opinion courante de la suprématie de l'argent dans l'ordre des richesses ; or c'est le moment où se produit sous une forme scientifique et vraiment consciente la théorie de la balance.

II. — LA THÉORIE DE LA BALANCE DU COMMERCE.

Serra en Italie (1613), Thomas Mun en Angleterre (1664), sont ordinairement regardés comme les premiers théoriciens de la balance. Montchrétien ne s'est point placé spécialement à ce point de vue, mais on peut signaler avant eux un autre Français, Laffémas, qui fut contrôleur général du commerce sous Henri IV ⁽¹⁾.

L'ouvrage de Mun est intitulé : *Trésor de l'Angleterre par le commerce extérieur*, avec ce sous-titre : « La balance de notre commerce extérieur est la règle de notre trésor ⁽²⁾. »

Ecrit entre 1641 et 1651, il fut publié à Londres, en 1664, après la mort de l'auteur, et traduit en français, dix ans après, sous ce titre assez différent du premier : *Traité du commerce dans lequel tous les marchands trouveront les moyens dont ils se peuvent légitimement servir pour s'enrichir* ⁽³⁾.

Sa méthode est vraiment systématique, et son analyse permettra de fixer exactement le point de départ de l'évolution qui aboutit à la balance des comptes. En nous attachant plutôt aux idées de l'auteur, qu'à l'ordre de ses développements, nous pouvons distinguer dans

(1) Cf. Cossa, p. 213. — Funck-Brentano dans son introduction au *Traité de l'Économie politique* de Montchrétien, p. LXXXVII, seq.

(2) *England's treasure by foreign trade, or the balance of our foreign trade is the rule of our treasure.* — Cf. Cossa, p. 219.

(3) Bibl. Sainte-Geneviève, G, 8°, 330¹.

cet ouvrage deux parties : l'une critique, l'autre constructive. Mun s'élève contre les anciens procédés destinés à attirer les métaux précieux, et il démontre que le commerce peut seul procurer l'enrichissement du pays. « Le trafic, dit-il en matière de conclusion, est comme la nourrice de nos mariniers, les murailles de nos royaumes, l'origine de nos richesses, le nerf de nos guerres, et enfin la terreur de nos ennemis ⁽¹⁾. »

A — La partie critique permet de dégager, d'une part, le système de la balance, et d'autre part, la politique antérieure, dont certaines mesures persistent longtemps encore.

Mun combat la prohibition d'exporter les métaux précieux, la réglementation arbitraire du change, le système de la balance des contrats.

La prohibition de sortie de l'or et de l'argent est le principal objet de ses attaques. Il démontre l'inefficacité de cette mesure, les entraves qu'elle apporte au commerce, et il s'attache à prouver que le plus sûr moyen d'attirer les métaux précieux, c'est de permettre leur libre sortie. Malgré des prohibitions rigoureuses, l'Espagne ne peut empêcher son or de se disperser à l'étranger, tant pour solder ses achats de marchandises que pour subvenir aux frais de ses guerres de conquête; et par l'effet de la solidarité qui existe entre les nations, toutes, bien que ne trafiquant pas directement avec l'Espagne, voient augmenter leur stock monétaire. La prohibition ne saurait empêcher l'argent de sortir quand il y a des raisons pour qu'il sorte. Au contraire, la liberté d'exportation ne peut que favoriser le commerce.

(1) *Trésor de l'Angleterre par le commerce extérieur*, ch. xxi, p. 269.

D'autres procédés sont aussi peu efficaces. Le moyen qui consiste à faire fondre la vaisselle atteint un résultat tout opposé, car beaucoup plus facilement que la vaisselle, la monnaie peut quitter le pays. Les mutations monétaires, loin d'attirer les métaux précieux, entraînent les effets les plus fâcheux : l'anarchie dans les prix et la disparition de la bonne monnaie.

Mun critique ensuite le système de la balance des contrats, en vigueur depuis fort longtemps en Angleterre. C'était un ensemble de mesures tendant à surveiller les contacts individuels entre commerçants étrangers et nationaux, en vue d'augmenter la quantité d'or dans le pays. Ce système, en premier lieu, forçait les nationaux à payer leurs créanciers étrangers en marchandises, et obligeait les étrangers à employer en achat de produits anglais le prix de vente de leurs marchandises; il fallait, en un mot, que chaque vente en Angleterre fût balancée par un achat, de là le nom de balance des contrats. Ce système, en second lieu, obligeait les marchands anglais qui avaient vendu à l'étranger, de rapporter le prix de vente, c'est-à-dire de se faire payer en argent.

Mun déclare que, dans le premier cas, c'est parfois s'interdire de faire le commerce avec les étrangers, et que, dans le second, ce n'est pas enrichir le pays, car ce qu'on fait venir par la force s'en retourne bien vite.

Enfin, Mun combat l'erreur de ceux qui proposaient de réglementer le cours du change, en le fixant au pair, pour empêcher les sorties de métaux précieux.

S'il sort de l'argent lorsque le change est élevé, ce n'est pas parce que le change est élevé, mais parce que le pays est plus débiteur que créancier. Il y a un excédent de dettes, et il faudra que cet excédent sorte. Si,

dans cette situation, la loi vient fixer le change arbitrairement au pair, il ne sortira pas une moindre quantité d'argent.

D'ailleurs, le jeu du change tend par lui-même à faciliter ce règlement. La hausse agit comme une prime à l'exportation des marchandises, parce qu'on ajoute au bénéfice commercial un bénéfice sur le change, et restreint à l'inverse les importations, car le moyen de se libérer devient plus onéreux.

Tous ces procédés sont insuffisants, si même ils ne vont pas à l'encontre du résultat désiré. La seule chose à faire est de régler la balance du commerce, c'est-à-dire de chercher les moyens propres à assurer l'excédent des ventes sur les achats.

B — On peut rattacher aux idées suivantes le système de la balance du commerce, telle qu'il est développé par Mun : 1° le principe ; 2° les moyens d'obtenir une balance favorable ; 3° l'emploi ou l'utilité de la balance ; 4° comment il faut dresser la balance.

1° Le principe de la balance se trouve ainsi formulé au chapitre II :

« Il n'y a, à proprement parler, que le commerce étranger qui nous puisse enrichir ; voici ce qu'il y faut observer. Il faut toujours vendre aux étrangers plus de nos marchandises que nous n'en consommons des leurs ; car si nous envoyons tous les ans dans les pays étrangers pour 2,200,000 livres sterling, et que nous ne rapportions que pour 2 millions de marchandises, il faut, de nécessité, qu'il nous revienne encore tous les ans 200 mille livres sterling en argent, puisque nous ne les rapportons point en marchandises ; et par ce moyen nous gagnons toute cette somme. »

C'est donc de la possession d'une balance favorable que dépend l'enrichissement du pays. « Il faut savoir, qu'il n'y a que l'argent qui puisse nous enrichir, et que c'est ce qui gouverne et règle le trafic que nous faisons avec les étrangers ⁽¹⁾. »

Voilà le principe nettement posé, et Mun semble, au premier abord, tenir à l'idée que l'argent constitue la richesse par excellence, mais il sait tempérer la rigueur de ces affirmations, à l'allure absolue, par des réserves aussi nettes : « Il ne faut pas aussi s'imaginer, dit-il, que l'argent soit comme l'âme et la vie du commerce : on pourrait fort bien s'en passer. » Les Italiens recourent au crédit et « c'est à cause de cela qu'on ne garde dans ces pays qu'autant d'argent comptant qu'il en faut pour subvenir aux nécessités de la maison » ; plus loin : « Tout le monde avoue que la grande quantité d'argent rend les marchandises du pays plus chères, et ce n'est pas là un profit. » La rubrique de ce chapitre n'est pas moins suggestive : « C'est un moyen assuré pour s'enrichir, que de porter de l'argent dans les pays étrangers pour son commerce ⁽²⁾. »

2° Mais quels sont les moyens d'obtenir une balance favorable?

Pour arriver à vendre à l'étranger plus de marchandises qu'on ne lui en achète, il faut d'abord s'appliquer à développer la production intérieure.

Dans quelles voies? — Il s'agit de développer à la fois le revenu naturel et le revenu artificiel, c'est-à-dire la production des matières premières et la production des manufactures. Le revenu naturel n'est

(1) *Trésor de l'Angleterre par le commerce extérieur*, ch. VIII, p. 88.

(2) *Ibid.*, ch. IV, p. 42, 53 et 54.

point destiné à l'exportation (c'était le cas de l'Angleterre au ^{xvii}^e siècle), mais son développement doit réduire les importations. Le développement du revenu artificiel est destiné à l'exportation. C'est notre industrie qui nous fait gagner, car le travail ajoute beaucoup à la valeur des matières premières. La supériorité des Hollandais tient à la prédominance du revenu artificiel, car la rareté des richesses naturelles est la cause de leur énergie et de leur esprit d'entreprise, tandis que l'abondance de ces richesses en Angleterre rend les Anglais indolents et négligents.

Mun paraît bien partisan du mercantilisme manufacturier, mais il sent le danger d'une spécialisation industrielle excessive, qui pourrait compromettre l'indépendance économique du pays et, par suite, son indépendance politique. Il est sage qu'on ne dépende point de l'étranger.

Le prêt à intérêt est la condition de la mise en œuvre de toutes les forces nationales et la prospérité du commerce pousse à la hausse de l'intérêt : il n'est donc pas exact de dire qu'à mesure que l'usure augmente, le commerce diminue.

Voilà le premier moyen propre à assurer une balance favorable.

Les mesures à l'importation et à l'exportation peuvent y contribuer, non point par la rigueur des prohibitions, mais par une certaine liberté. Mun propose que l'exportation soit libre, toutefois il est d'avis qu'on retienne les matières premières dont la sortie pourrait élever les frais de production intérieure et diminuer la vente des manufactures, car il faut vendre à bas prix pour accaparer le marché, et lorsqu'un produit est soumis à la loi de concurrence, il faut l'offrir au meilleur compte possible.

Le développement de l'industrie voitiurière, c'est-à-dire de la marine marchande, a la plus grande importance, car il assurerait à l'Angleterre l'acquisition du fret, qui élève souvent beaucoup la valeur des produits. En nous permettant, dit Mun, d'entreprendre le commerce direct avec les pays lointains, il nous dispenserait de payer à l'étranger le bénéfice des intermédiaires; et nous pourrions faire à notre tour le commerce d'entrepôt. Les produits de la pêche ne sont point négligeables : c'est une des sources de la prospérité des Hollandais.

Il serait bon enfin de porter dans les pays étrangers de l'argent aussi bien que des marchandises; la liberté d'exporter les métaux précieux doit enrichir le royaume en amenant des rentrées plus fortes. Loin de diminuer la sortie de nos marchandises, elle peut en préparer la vente sur des marchés qui ne les reçoivent pas encore. Grâce à cette liberté, l'argent peut servir à l'augmentation du commerce.

En suivant cette politique, un pays est assuré d'avoir une balance favorable.

3° L'afflux des métaux précieux se produit. Quelle en est l'utilité directe, quel sera l'emploi de cette balance?

Le commerce étranger assure l'enrichissement de l'Etat, des marchands et du Roi. L'intérêt des marchands doit être de se servir de cet argent pour augmenter le commerce. La nation a intérêt à ce que la circulation monétaire ne soit pas diminuée.

Quel élément de force apporte à l'Etat la possession des métaux précieux? — Elle lui permet de constituer un trésor de guerre. C'est dans l'exposé de ses idées financières que l'auteur envisage ce point.

Après avoir démontré la nécessité de l'impôt, il cherche quel emploi doit en faire le prince, et, à ce propos, montre l'utilité, variable suivant les pays, d'un trésor de guerre. Le prince doit proportionner la thésaurisation au solde actif de la balance du commerce, pour éviter la restriction de la circulation monétaire; et s'il arrivait, à un moment donné, que ce trésor dépassât le gain de la nation, le roi devrait remettre ses revenus dans la circulation. D'ailleurs, dans un pays comme l'Angleterre, le prince peut se dispenser d'imposer des taxes à son peuple en vue de constituer un trésor de guerre.

4° Enfin, dans le chapitre xx, Mun indique l'ordre qu'il faut observer pour dresser la balance du commerce.

Les registres des douanes fournissent des indications sujettes à réserve. La valeur des marchandises que l'on exporte doit être établie en ajoutant à leur coût de production ou d'achat 25 p. cent pour les frais à faire, assurance, fret, profit du marchand, destinés à être couverts par le prix de vente, et qui seront à notre actif, dit-il, si le transport ainsi que ces opérations accessoires sont faites par des Anglais. Dans le même cas, la valeur des marchandises qu'on importe doit être établie en diminuant de 25 p. cent le prix auquel on les vend chez nous, car cela représente les frais de transport et de douane acquis par des Anglais. Si le transport est effectué par des navires étrangers, le calcul est tout différent.

Faute de tenir compte de ces éléments, la balance pourra présenter des inexactitudes énormes. On sait déjà comment Mun interprétait le change.

Tel est l'aspect que revêt la théorie de la balance

du commerce dans l'ouvrage de Mun. Elle a encore des attaches empiriques très marquées, mais elle contient déjà les germes théoriques dont le développement aboutira à la conception de la balance des comptes.

Quel rapport la nouvelle théorie garde-t-elle avec les faits ?

Elle se détache nettement de la politique mercantile alors en vigueur, dont elle combat les errements et marque une tendance libérale et novatrice. Mais en même temps que Mun fait la critique des procédés anciens employés pour conserver et attirer les métaux précieux, il semble garder le principe et l'esprit de cette politique. Il en accepte l'idée fondamentale, puisque l'attraction de l'argent reste à la base du système. Puis il demeure sur le terrain de la politique économique, sans s'élever à une conception purement théorique du commerce extérieur.

Cependant la théorie de la balance se dégage par d'autres côtés du point de vue empirique. On peut douter que l'attraction de l'argent soit le but essentiel de la politique proposée : la thèse principale de Mun est la liberté d'exportation du numéraire. — S'agit-il de moyens propres à assurer une balance favorable, il semble que Mun se soucie beaucoup moins d'attirer les métaux précieux que de procurer l'essor économique de l'Angleterre. En développant les éléments de la richesse nationale, on devait, en effet, arriver à faire un commerce avantageux avec l'étranger, et accroître le stock monétaire, mais il est certain que Mun ne sacrifie rien à ce dernier but. — Faut-il, enfin, expliquer l'utilité immédiate que procure une série de balances favorables, Mun reconnaît que si cet argent

peut servir à constituer un trésor de guerre, il n'est pas nécessaire à tous les princes de s'en former un.

En résumé, Mun conçoit une politique monétaire qui diffère beaucoup de celle qui était alors suivie en Angleterre. Si la liberté même d'exporter les métaux précieux doit les attirer, c'est le jeu d'une loi naturelle, et non le résultat d'une politique d'attraction ; l'or et l'argent ne manqueront pas d'affluer dans un pays prospère, riche de son industrie, de son agriculture, de son commerce, de sa navigation. La balance du commerce n'est pas la cause, mais l'indice de la prospérité nationale. Il se produit une inversion très curieuse sous le couvert du même pavillon.

Ces idées ne sont toutefois pas aussi nettes chez Mun. A la lecture de certains passages on se demande si l'auteur ne fait pas consister la richesse dans l'or et dans l'argent. Il est possible que, dans une certaine mesure, Mun cède à l'opinion courante. Mais celle-ci, à tout prendre, peut servir de point de départ à une théorie scientifique. L'auteur l'admet dans les termes, quitte à l'atténuer dans le cours de l'ouvrage, et à l'adapter aux besoins de sa cause : de là, le caractère paradoxal de certaines idées.

La concession faite aux idées courantes protège les idées nouvelles, rend viables les réformes proposées. La théorie du commerce extérieur se développe sous ce couvert, tout en se détachant graduellement de l'esprit du système, et, lorsque la politique mercantile fut décriée, le cadre de la balance fut jeté de côté, puis repris dans une acception plus juste et dégagé de toute attache empirique.

Ainsi donc l'ouvrage de Mun contient des germes théoriques précieux, tant au point de vue d'une géné-

ralisation des phénomènes économiques, qu'au point de vue de l'établissement de la théorie de la balance des comptes.

Il existe dans cette œuvre un effort de synthèse, de coordination. Le développement de la richesse nationale y est considéré dans toutes ses branches ; la théorie des impôts elle-même y est envisagée au point de vue de la balance, puisque, par l'impôt, le souverain peut attirer à lui une partie de l'argent introduit par une série de balances favorables : lien empirique, si l'on veut, mais qui sert à mettre en lumière l'interdépendance des phénomènes économiques.

Par contre la théorie de la balance du commerce est présentée sur le terrain de la politique économique et dans un cadre empirique ; et c'est ce qui la distingue de la théorie purement scientifique de la balance des comptes. Sans doute la notion d'équilibre, qui est à la base de ces deux conceptions, a dû s'élargir pour s'adapter au développement des relations internationales ; mais, dans la théorie primitive, on trouve déjà cette idée que l'équilibre s'établit entre l'ensemble des créances et des dettes d'un pays, et non pas seulement entre les importations et les exportations de marchandises.

Mun a conscience de la diversité des créances et des dettes internationales : à celles que procure l'échange de produits, il ajoute celles auxquelles donnent lieu le fret, l'entrepôt, le commerce de revendeur. Si, pour apprécier les échanges de produits, il recourt aux registres des douanes, il le fait sous les plus expresses réserves, disant qu'il faut y ajouter ou retrancher suivant que certaines créances accessoires à l'échange de produits (celles de transport par exemple), sont

acquises par des Anglais ou des étrangers. Les oscillations du change indiquent, selon lui, l'état des engagements réciproques ; et la liberté de ses fluctuations, jointe à la liberté d'exporter le numéraire, peut seule assurer un prompt ajustement entre les créances et les dettes.

Or, ce sont là les traits essentiels de la théorie moderne de la balance des comptes ; on les trouve en germe dans la théorie primitive de la balance du commerce, que nous venons d'exposer, et dont il nous reste à marquer le développement.

III. — EVOLUTION ULTÉRIEURE.

La doctrine évolue sous la double action des faits et des idées. L'afflux persistant des métaux précieux, l'extension croissante des relations commerciales, sollicitent plus vivement l'observation économique, et grâce aux progrès de l'esprit scientifique, la théorie se dégage des faits.

Cette évolution porte sur les points suivants : A — Rôle des métaux précieux ; B — Diversité des éléments du commerce extérieur, et critique des manières d'interpréter la balance ; C — Principe d'équilibre.

A — Avant d'arriver à une conception exacte du rôle des métaux précieux dans le commerce extérieur, la doctrine a eu à se défendre de deux confusions : celle de l'argent avec la richesse, puis celle de la monnaie avec le capital.

Le système primitif était fondé sur l'idée que l'argent constituait, sinon la seule richesse, du moins une

richesse plus spécialement désirable. On pensait que ce n'est pas un bien périssable, comme la plupart des autres marchandises, et qu'en raison de son caractère durable, il produit des effets sans limites. Cette idée fut graduellement atténuée, et la suprématie de l'argent, fort discutée. « Cette richesse, dit Quesnay, ne se donne pas pour rien, elle coûte autant qu'elle vaut, à celui qui l'achète ⁽¹⁾. » Son intervention ne rompt pas l'égalité dans l'échange. Sa quantité dans un état y est bornée à l'usage nécessaire et une plus grande quantité serait onéreuse, inutile. L'argent n'est qu'une richesse secondaire, qui ne satisfait directement aucun de nos besoins essentiels ; les véritables biens sont les produits consommables.

Cependant la politique d'attraction des métaux précieux trouvait encore des partisans décidés, auxquels on répétait : l'argent n'est qu'une richesse conventionnelle, secondaire, artificielle même. Aussi, dit Forbonnais, « ce n'est pas autant les métaux précieux qu'on envie, que les effets résultant de l'accroissement continu des richesses conventionnelles dans une société, c'est-à-dire l'augmentation qui en résulte nécessairement pour la production et la population ⁽²⁾. » Ici il y a confusion entre le capital et la monnaie : on suppose qu'il suffit de multiplier la monnaie pour faire diminuer le taux de l'intérêt, commander le travail et procurer la prospérité nationale. C'est la thèse des néo-mercantilistes français Law, Melon, Forbonnais.

Déjà la question avait été discutée en Angleterre. Culpeper (1641) et Child (1669) avaient soutenu qu'un

(1) *Analyse du tableau économique*, 7^e observation, édition Onken, p. 324.

(2) *Principes économiques*, p. 220.

faible taux d'intérêt était la cause de l'abondance de la monnaie, et proposé la réduction légale de l'intérêt comme un moyen de rendre la balance favorable. Petty et Locke soutinrent, avec plus de vraisemblance, que le taux de l'intérêt était gradué selon l'abondance des métaux précieux ; et ce serait le mérite de Barbon (1690) d'avoir démontré que c'étaient là deux choses indépendantes ⁽¹⁾.

Cette confusion se trouve à la base du système de Law, et l'erreur survit à sa chute.

Dans son *Essai politique sur le commerce* (1734), Melon examine comment le législateur peut connaître la balance du commerce, et, supposé cette connaissance, comment il doit agir pour soutenir la balance, si elle est avantageuse, ou sinon la faire changer. L'objet de la balance est, dit-il, d'augmenter la masse d'or et d'argent comme gage des échanges. De cette augmentation du gage suit la facilité de toutes les entreprises de commerce, si souvent entravées ou ruinées par l'usure. Le bas prix de l'intérêt est à la base de tous les moyens propres à rendre la balance favorable ; sur ce point, Melon suit complètement l'inspiration de Child.

Dutot, dans ses *Réflexions politiques sur le commerce et les finances* (1738), examine encore la même question. Suivant lui, poursuivre l'avilissement de l'argent, c'est augmenter la valeur de tous les biens, et une balance favorable assure cet avantage.

Forbonnais étudie, sur le thème de la balance, les effets qu'entraîne l'accroissement des métaux précieux. Il examine dans quelle mesure cette recherche est possi-

(1) Cf. Cossa, *ibid.*, p. 257.

ble, et en quoi elle est profitable. Sur la question de possibilité, il reconnaît l'existence d'un ordre naturel qui régit la distribution des métaux précieux, et retient à l'intérieur de tout pays les avances nécessaires à la production. Seul, cet argent que le travail des mines apporte annuellement dans le commerce de l'Europe, peut être l'objet de l'ambition des peuples et de la balance du commerce. — Quel est donc l'avantage de cet accroissement ? La grandeur ou l'exiguité du stock monétaire importe peu en soi, mais ce qui importe beaucoup, c'est qu'il ne diminue pas. La raréfaction de l'argent restreindrait inévitablement la production et diminuerait les salaires. Au contraire, l'accroissement de l'argent étend la production en provoquant la hausse générale des prix.

Forbonnais étudie d'une façon pénétrante la marche de l'argent introduit par la balance. Parmi les effets avantageux qui en résultent, il signale celui de fournir à de meilleures conditions des avances à ceux qui peuvent augmenter la production, et celui d'assurer à la société des moyens de puissance relative vis-à-vis des autres sociétés. Cette introduction de l'argent est d'autant plus utile dans un pays, qu'il est plus éloigné d'être porté à la valeur dont il est susceptible.

On trouve donc dans les ouvrages des néo-mercantilistes une appréciation nouvelle du rôle des métaux précieux dans le commerce extérieur ; et cette conception supérieure s'allie à une analyse très juste de la variété des créances internationales qui concourent à l'équilibre de la balance des comptes.

Les physiocrates rompirent avec la politique d'attraction de l'argent, et revinrent à la notion du troc pour expliquer l'échange international.

Ricardo, enfin, fixa pour nous le rôle des métaux précieux dans le commerce extérieur.

B — Puis la question des métaux précieux passe au second plan. Les auteurs se préoccupent moins de définir l'avantage de la balance que de chercher les moyens de la bien connaître, pour être renseignés par elle sur la marche du commerce et le développement de la prospérité nationale, ce qui les conduit à analyser tous les facteurs du commerce extérieur.

Les premiers partisans de la balance avaient tenu surtout compte de l'entrée et de la sortie de marchandises, pour en déduire l'importance du solde dont un pays était créancier ou débiteur. Alors, l'échange de produits était bien l'opération principale, mais les constatations fournies par les registres des douanes pouvaient, encore moins qu'aujourd'hui, prétendre à l'exactitude ; c'étaient des données rudimentaires, d'où l'on tirait des évaluations approximatives. Les auteurs savaient pourtant s'en servir avec réserve.

Lorsque l'établissement de colonies amena des opérations de plus longue haleine, des transferts de capitaux et des déplacements durables, l'état des créances et des dettes ne trouva plus une expression aussi nette dans la balance des produits échangés. Comme, d'autre part, une grande incertitude s'attachait aux données statistiques recueillies, cette seule constatation incomplète du mouvement des marchandises devenait une base bien défectueuse pour juger de l'avantage de la balance.

Dès 1669, Josias Child faisait une très juste critique des diverses manières d'interpréter la balance du commerce : soit par l'examen exact et scrupuleux de

la proportion qu'il y a entre les marchandises exportées et importées, soit par l'inspection du cours du change, soit par l'augmentation ou la diminution des métaux précieux.

Il préfère se référer aux résultats de la navigation, car « partout où il y a un grand commerce, qui se soutient tel, qui augmente journellement en navigation et en vaisseaux marchands, pendant une longue suite d'années, le commerce y est certainement avantageux à la nation. » Un semblable critérium se rapporte évidemment à une conception très large de la balance du commerce. Child signale ainsi l'importance de ce facteur, la navigation dans l'équilibre des comptes internationaux. Il indique nettement, par ailleurs, l'action des transferts de capitaux à l'étranger sur le mouvement des marchandises, expliquant comment un pays qui possède des excédents d'exportation peut avoir contre lui la balance du commerce.

Traduit par Vincent de Gournay, en 1754, le *Discours sur le commerce* de Child ne fut pas sans influence sur l'esprit des néo-mercantilistes français ⁽¹⁾.

Dans l'énoncé de la théorie des changes extérieurs, Melon et Dutot donnent un aperçu aussi exact que possible, pour l'époque, de la complexité des relations et de la variété des créances internationales.

Suivant Melon, on ne saurait juger de l'avantage du commerce simplement à la balance des marchandises, car il faut encore tenir compte des pertes de nos emprunts à l'étranger, des assurances maritimes, de la voiture ⁽²⁾.

(1) *Traité sur le commerce et sur les avantages qui résultent de la réduction de l'intérêt de l'argent*. Amsterdam et Berlin, 1754. Voy. *De la Balance du commerce*, p. 312 à 363. Bibl. nationale, V. 34.727.

(2) Melon, op. cit., ch. x, xx et xxii.

Pour Dutot, le change montre journellement laquelle des deux nations redoit à l'autre, il est par conséquent le véritable baromètre du commerce. Moyen plus prompt et plus sûr de connaître la balance que d'examiner l'entrée et la sortie des marchandises. Quand même celles-ci pourraient être évaluées avec toute la précision possible, « ce moyen ne pourrait jamais balancer que les biens que nous recevons du dehors et qui forment notre première dette envers l'étranger, et laisserait en arrière une seconde dette, formée par nos dépenses semées en pays ami ou ennemi, par les droits attribués au Saint-Siège, et par les rentes dues aux étrangers sur l'Hôtel de ville. » Le change comprend les deux dettes ⁽¹⁾.

La loi de l'échange international, dirons-nous aujourd'hui, est l'équilibre des créances et des dettes, auquel concourent toutes les forces économiques nationales. Le change indique à chaque instant les moindres écarts de la balance. Le mouvement des produits en rend compte d'une autre manière, car la constatation des entrées et sorties de marchandises traduit l'action des différents éléments du commerce extérieur.

Pour arriver à la théorie de la balance des comptes, il ne restait donc plus qu'à rompre doucement avec la politique de la balance du commerce ; mais une violente rupture retarda ce progrès.

C — Dans le système des physiocrates, la terre est la source de toute richesse ; une richesse en argent ne s'entretient que par une richesse en productions. Le com-

(1) Dutot, *op. cit.*, ch. III, p. 977.

merce est stérile, ce n'est qu'un pis aller et un mal nécessaire ⁽¹⁾.

Adam Smith consacre neuf chapitres à la réfutation du système mercantile, fondé tout entier, suivant lui, sur la notion de la balance.

J.-B. Say discute à maintes reprises cette politique qui nous a retenu si longtemps, dit-il, dans la barbarie. Sur la foi de ce système on a cherché l'avantage du commerce dans l'excédent des exportations; et tous les états officiels constatent à l'envi des exportations supérieures aux importations. Mensonge ! S'il en était ainsi, les pays d'Europe seraient tous en perte. En effet, les profits du commerce extérieur ne proviennent que de la supériorité des retours sur les envois. Le critérium de l'enrichissement d'un pays est renversé : plus un pays importe au delà de ce qu'il exporte, plus il fait un commerce avantageux ⁽²⁾.

L'école anglaise, enfin, a maintenu cette condamnation; pour elle, l'avantage du commerce extérieur se mesure aux importations.

(1) Les idées du docteur Quesnay sur le commerce sont jetées, à la façon de sentences, dans divers ouvrages :

1. *Questions intéressantes sur la population, l'agriculture et le commerce.*

Commerce des denrées du crû, art. xiv, xxi, etc., Richesses, art. iv.

2. *Analyse du tableau économique*, observations importantes, 5^e, 7^e.

3. *Maximes générales du gouvernement d'un royaume agricole*, max. viii, x, xi, xvi, xvii, xviii, xxiv, xxv, et les notes sur les maximes.

4. Dans le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, voy. la question sur les profits de la fabrication des bas de soie en France. Voy. aussi le Dialogue sur le commerce, et le Dialogue sur les travaux des artisans.

On trouve, dans l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Mercier de la Rivière, ch. x à xv, un exposé assez complet des idées des physiocrates sur le commerce extérieur et la question, alors très discutée, de la balance du commerce.

(2) *Cours complet d'économie politique pratique*, I, p. 21, 582; II, p. 490 et 534.

La science nouvelle ne pouvait pas ménager un accueil plus fâcheux à l'ancienne théorie.

Mais, remarquons-le, ces critiques s'adressaient surtout à la politique de la balance, et ne pouvaient atteindre au même degré la théorie. Bien que les adversaires de la balance du commerce n'aient pas établi d'ordinaire cette distinction, et qu'ils aient parfois condamné des auteurs, dits mercantiles, à la simple lecture du titre de leurs ouvrages⁽¹⁾, ils ont conservé les notions théoriques fondamentales, acquises et développées avant eux sous le nom de balance du commerce. Ils n'ont repoussé que le cadre et le nom.

Les physiocrates conçoivent très bien l'équilibre des ventes et des achats, et selon une de leurs maximes favorites, « une nation ne peut vendre à l'étranger qu'autant qu'elle lui achète ». Pour expliquer comment s'effectue le commerce extérieur, ils le ramènent à l'échange entre produits ou services, fournis de part et d'autre.

Après avoir ainsi détruit l'ancienne notion de balance, Adam Smith la remplace par celle d'un équilibre général entre la production et la consommation⁽²⁾.

J.-B. Say énonce la théorie des débouchés, qui démontre l'existence et la nature de cet équilibre dans la sphère du commerce extérieur.

Ricardo construit une théorie plus complète du commerce extérieur, et sur la notion de l'échange en nature, rend compte de la distribution des métaux précieux.

(1) Cf. Frédéric List, *Système national d'économie politique* (1811), traduction Richelot, p. 463.

(2) *Richesse des nations*, liv. IV, ch. III.

Après lui, l'école anglaise s'est attachée d'une façon spéciale à la théorie de l'échange international (Stuart Mill, Cairnes, Bastable ⁽¹⁾, etc.) et a remis en honneur la notion de la balance des comptes.

Au temps même où elle était le plus discutée, List ⁽²⁾ la défendait, Goschen et Léon Say en ont plus récemment signalé l'intérêt spécial dans la théorie des changes ⁽³⁾.

Mais encore aujourd'hui, cette notion n'est pas toujours bien comprise ; invoquée en des sens très divers, elle a un renom discuté : nous voulons la mettre en lumière, montrer l'usage qu'on en peut tirer, et fournir en cela une version nouvelle d'une vieille question. Mais avant de passer à la balance des comptes, il nous faut étudier la statistique du commerce extérieur.

(1) *La Théorie du commerce international*, traduction par Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900.

(2) Op. cit., liv. II, ch. XIII.

(3) Goschen, *Théorie des changes étrangers*, traduction et introduction par M. Léon Say, 3^e éd., suivie du Rapport de 1875 sur le paiement de l'indemnité de guerre, Paris, 1892.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE

de la Statistique du Commerce extérieur.

Le moment serait venu de croire aux statistiques.

Alors que ces états officiels montraient l'excédent habituel des exportations, J.-B. Say écrivait : « On ne pourra commencer à ajouter foi aux tableaux de la balance du commerce, que lorsqu'ils annonceront presque toujours, sinon toujours, en chaque pays, des importations supérieures aux exportations⁽¹⁾. »

C'est aujourd'hui le cas le plus fréquent, et l'on discute encore sur la valeur des statistiques.

C'est sur ce terrain même que se pose d'ordinaire la question de la balance du commerce ; lorsqu'on examine le rapport des importations et des exportations, on se réfère naturellement aux constatations douanières, on avance des chiffres. La statistique est cet arsenal où chacun puise à sa façon.

Chacun fait le procès de la statistique, chacun s'en sert. Qu'elle marque l'excédent des entrées ou des sorties, on l'accuse de mensonge ; par une série d'ap-

(1) J.-B. Say, op. cit., II, p. 584

proximations, on s'efforce de ramener à l'équilibre ce fameux rapport.

Ce rapport est assurément affecté par les procédés d'établissement de la statistique. L'excédent des entrées ou des sorties n'est qu'apparent s'il tient, par exemple, à l'application de méthodes d'évaluation différentes à l'importation et à l'exportation. Dans la mesure où la constatation pêche, il n'y a pas lieu de chercher d'autre explication.

Mais un écart réel peut exister ; il n'est pas nécessaire que la valeur des importations soit égale ou même dépasse la valeur des exportations, parce que l'échange de produits n'est pas le seul élément du commerce extérieur.

Il est essentiel de distinguer l'écart fictif qui tient aux statistiques, de l'écart réel qui tient au jeu des divers éléments du commerce extérieur. Et, avant que de tenter l'explication de ce rapport, il est nécessaire de faire la critique du procédé de constatation.

C'est une question préjudicielle de la plus haute importance. Une partie des erreurs encore courantes sur la notion de la balance du commerce tient à ce qu'on prend les chiffres de la statistique pour ce qu'ils ne peuvent être. Ces constatations sont faites, le plus souvent, pour l'application de droits de douane, et publiées pour servir d'indication aux commerçants et producteurs. Si ces tableaux n'exprimaient que des quantités, on ne les détournerait pas de leur sens véritable. Or c'est la donnée essentielle. L'indication de valeur est faite pour permettre de totaliser l'ensemble des résultats, mais on ne saurait considérer les évaluations fournies comme l'état des créances et des dettes d'une nation.

Avant d'indiquer l'usage qu'on peut faire de la statistique, il convient de tracer brièvement le développement historique de ce procédé d'observation, et d'étudier son établissement actuel.

CHAPITRE PREMIER

Historique.

Le développement de la statistique commerciale a un lien certain avec le système de la balance. On demanda tout d'abord aux registres des douanes, par la comparaison du montant des entrées au montant des sorties, l'indication du solde créancier ou débiteur que la nation devait payer ou recevoir en métaux précieux. De là, le nom des premières institutions destinées à centraliser ces données : bureau de la balance du commerce, en France, secrétairerie de la balance, en Espagne, ou jusqu'en 1876, les états annuels du commerce extérieur portaient le seul nom de Balance.

Dès longtemps, d'ailleurs, on possédait des données statistiques sur le commerce de certains pays. Dans un discours prononcé, en 1421, au grand conseil par le doge Thomas Moncenigo, on trouve un relevé assez détaillé des produits du commerce de Venise ⁽¹⁾.

En 1658, l'ambassadeur Boreel présente à la cour

(1) Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, I, p. 270.

de Versailles la liste nominale des produits du sol et de l'industrie de la France, enlevés annuellement par les Hollandais ⁽¹⁾.

Thomas Mun, Josias Child (1669) discutent longuement la foi qu'on doit attacher aux indications des registres de douane. Une charge d'« inspecteur général des entrées et sorties du royaume » existait déjà en Angleterre. Dès 1693, au dire d'Arnould, les comptes des douanes étaient communiqués annuellement au parlement anglais. Les tableaux du commerce, entre la France et la Grande-Bretagne, furent souvent invoqués par les commissaires anglais dans la préparation du traité de commerce et de navigation signé entre ces deux puissances, le 31 avril 1713, après la paix d'Utrecht.

« C'est à cette époque, que le gouvernement français, dépourvu de moyens personnels pour combattre les objections des commissaires anglais..., confia par un ordre du conseil du 18 avril 1713, confirmé par arrêt du 16 juin 1716, au sieur de Grandval, ancien secrétaire d'ambassade, la confection des tableaux des importations et exportations, d'après les renseignements rassemblés de toutes les douanes françaises ⁽²⁾. »

Telle fut, en France, la première origine d'un bureau de la balance du commerce, qui fut réorganisé plus tard, sous l'administration de Necker.

En Espagne, un bureau spécial fut créé en 1786, sous le nom de Secrétairerie de la balance, et modifié en 1802, sous celui de Département du développement

(1) P. Clément, *Histoire du système protecteur en France*, pièce justificative n° 1, p. 257.

(2) Arnould, op. cit., II, p. 122.

général du royaume et de la balance du commerce ⁽¹⁾.

La statistique commerciale doit donc en partie son développement aux préoccupations relatives à la balance.

CHAPITRE II

Etablissement de la statistique.

Les tableaux des douanes donnent, pour une période annuelle, le mouvement des marchandises et du numéraire, à l'entrée et à la sortie, exprimé en quantité et valeur, avec l'indication des pays de provenance et de destination.

Pour juger la valeur de ces différentes données, il est nécessaire d'examiner comment elles sont obtenues.

Or, suivre l'établissement des statistiques, c'est envisager :

1° Le cadre, établi par la loi, des constatations à recueillir ;

2° La déclaration qui accompagne l'entrée ou la sortie de tout produit ;

3° Le contrôle de cette déclaration effectué par l'administration des douanes, principalement en vue de l'application des droits.

Ces trois opérations suffisent lorsque la déclaration porte à la fois sur l'identification de la marchandise et

(1) Alcubilla, op. cit , verbo *Balanza de comercio*, I, p. 984.

son évaluation. Mais, comme l'évaluation du produit n'est pas nécessaire pour l'application de droits spécifiques, et présente des difficultés spéciales, elle constitue souvent une opération distincte.

4° L'évaluation des marchandises, constatées par le service des douanes, est confiée, en France, aux soins d'une commission spéciale instituée près le Ministère du commerce, la commission permanente des valeurs de douane.

Dans le détail de ces opérations, les modes d'établissement des statistiques varient suivant les pays, et cela rend toute comparaison malaisée.

I. — CADRE DES CONSTATATIONS A RECUEILLIR.

Le cadre des constatations est l'œuvre de la loi.

La période de temps ordinairement envisagée est l'année ; mais l'administration des douanes publie chaque mois les résultats du commerce extérieur, et les groupe aussi par périodes décennales.

Certains pays suivent l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre ; d'autres, comme le Canada et les Etats-Unis, ont adopté une année économique, finissant, par exemple, au 30 juin.

La classification des marchandises tient à la rédaction des divers tarifs douaniers. Le même produit peut se trouver différemment dénommé suivant les tarifs, au pays d'exportation et au pays d'importation.

Sans abandonner cette diversité de détail, il serait possible d'adopter une classification commune au moyen de groupements ; et c'est ainsi qu'on retrouve, plus ou moins, dans la plupart des statistiques, ces

trois grandes catégories : objets d'alimentation, matières nécessaires à l'industrie, objets fabriqués.

Tous les produits qui se présentent à l'entrée ou à la sortie ne donnent pas lieu à la naissance des mêmes créances ou des mêmes dettes.

A l'importation, par exemple, à côté de produits destinés à la consommation nationale, il y en a d'autres qui empruntent seulement nos voies de transport, d'autres ne viennent chercher qu'un marché, d'où ils seront bientôt exportés, d'autres encore seront réexportés après avoir subi une transformation industrielle, et c'est le cas d'une grande partie de nos produits fabriqués, soieries, tissus de laine et de coton, dont la matière première a été préalablement importée.

Cette diversité a sa traduction dans la statistique où l'on classe les produits au commerce spécial, ou au commerce général, au commerce de transit ou de transbordement, d'entrepôt, au régime de l'admission temporaire, etc...

En France, on entend ainsi la distinction entre le commerce spécial et le commerce général :

Le commerce spécial se compose, à l'importation, des marchandises qui sont laissées à la disposition des importateurs, c'est-à-dire, la totalité des marchandises exemptes de droits, et quand il s'agit des marchandises tarifées, les quantités qui ont été soumises aux droits ; à l'exportation, il comprend la totalité des marchandises nationales exportées, et les marchandises étrangères qui sont renvoyées à l'étranger après avoir été admises en franchise ou nationalisées par le paiement des droits d'entrée. Le mouvement des métaux précieux est exclu du commerce spécial.

Le commerce général comprend tous les éléments du commerce spécial, et, en plus, le transit, le mouvement des entrepôts et des admissions temporaires; il résume mieux l'ensemble de notre situation commerciale, mais il groupe des éléments qu'il est utile d'envisager isolément.

En fait, la distinction entre ces diverses catégories n'est pas très nette, et répond seulement à des régimes douaniers différents. Lorsqu'une marchandise n'a pas d'intérêt à réclamer le bénéfice d'une classification particulière, et généralement c'est le cas de tous les produits exempts de droits, elle échappe à ces distinctions.

Sur ce point encore, on constate des différences qui rendent toute comparaison délicate entre les statistiques des divers pays. Pour certains, on ne possède que l'indication du commerce général (Royaume-Uni, Danemark, Norvège). D'autres publient les tableaux du commerce spécial, mais ce terme répond à des totalisations très différentes, suivant la rigueur du tarif douanier. La définition du commerce spécial n'est assurément pas la même en Allemagne, aux Etats-Unis, en Russie et au Chili. En Espagne, cette désignation s'applique aux importations de marchandises jouissant de tarifs spéciaux. Enfin le mouvement des métaux précieux n'est pas toujours séparé du mouvement des marchandises, et rentre soit au commerce général (Indes anglaises, Australie, Espagne et Suède), soit au commerce spécial (Pays-Bas, Canada, République Argentine).

Les tableaux statistiques du Royaume-Uni donnent les importations au commerce général, et distinguent aux exportations, celles de la Grande-Bretagne et de

l'Irlande (commerce spécial) et celles des produits étrangers et coloniaux. Tel est le cadre des constatations à réunir ; c'est aux déclarations des importateurs et des exportateurs à le remplir.

II. — DÉCLARATION DE L'EXPÉDITEUR.

La déclaration de l'expéditeur porte principalement sur la désignation du produit, son poids, sa provenance et sa destination, parfois aussi sur sa valeur.

Suivant qu'on envisage ces déclarations à l'importation ou à l'exportation, on relève des causes d'erreurs plus ou moins graves, qui affectent la valeur des statistiques.

1^o La désignation de la marchandise n'est pas indifférente à l'entrée ; aussi est-il à craindre que l'importateur ne fasse son possible pour la rattacher à une catégorie moins taxée.

Le contrôle de la douane atténue beaucoup les chances d'erreurs, mais à la sortie, il en va différemment. Les exportateurs sont parfois tentés de fournir des indications inexactes, soit pour diminuer les frais de transport, soit pour ne pas divulguer leurs opérations. Comme aucun intérêt fiscal n'est engagé, le service des douanes se borne, le plus souvent, à admettre pour conformes les déclarations présentées.

De plus, le régime des colis postaux apporte un trouble considérable à la connaissance exacte des marchandises exportées ; et le mode de leur évaluation constitue un élément d'incertitude qui altère sensiblement nos statistiques. Au taux auquel ils sont estimés (15 francs par kilogramme), les colis postaux

représentent, en 1898, près de 6 p. cent du montant total de nos exportations, 8 p. cent de l'ensemble de nos exportations d'objets fabriqués et d'objets d'alimentation.

Or il est bien évident qu'il y a des catégories nombreuses et importantes que les colis postaux n'intéressent pas, d'autres au contraire qui fournissent un ample contingent à ces mêmes colis. Il est donc certain que la statistique relative à certains produits, les tissus de soie par exemple, est faussée d'une façon complète, et que les inexactitudes peuvent atteindre 15 p. cent, 20 p. cent et même 25 p. cent ⁽¹⁾.

2° On retrouve les mêmes causes d'erreur dans l'indication du poids des marchandises. A l'importation tout est pesé, mais encore il y a lieu de relever que tantôt il s'agit du poids brut, tantôt du poids net réel, tantôt enfin d'un poids net légal, calculé au moyen de tares fixées par le tarif.

La différence dans les tares de pesage est une des causes nombreuses qui expliquent le défaut de concordance des statistiques de divers pays, d'autant plus qu'à l'exportation l'indication du poids n'est pas toujours très exacte. Le plus souvent les déclarations sont indiquées au poids brut et souvent ce poids brut est arrondi, surtout lorsqu'il s'agit d'envois faits en petite vitesse.

Il arrive ainsi qu'on évalue au poids de la soie, la caisse en bois qui la contient. Et c'est ce qui se passait en France même, avant 1860 : les soies étaient comptées à l'exportation avec leurs tares ⁽²⁾.

(1) Voy *Annales du commerce extérieur*, année 1899, 9^e fascicule, p. 18 et p. 199 et 200

(2) Lockroy, discours à la Chambre des députés, 28 avril 1891, *J. off., Débats*, p. 720.

3° La déclaration de l'expéditeur porte encore sur la provenance et la destination du produit.

C'est principalement sur ce point que les divers états officiels entrent en comparaison, et que le défaut de concordance est le plus flagrant.

Cherchons à en indiquer les causes :

A l'importation, la marchandise devrait être portée au compte du pays de production. Or bien souvent elle l'est à l'actif du pays à travers lequel elle est arrivée en France. Et c'est ainsi que le commerce de deux pays limitrophes se trouve grossi d'une masse de produits qui ne devraient figurer qu'à leur transit. Cela se présente toutes les fois qu'il n'y a pas un intérêt fiscal, pour le commerçant, à indiquer l'origine véritable du produit, et, pour le service des douanes, à la contrôler.

M. Louis Bodio, directeur général de la statistique du royaume d'Italie, donne un exemple intéressant de ce fait, en comparant les statistiques françaises et italiennes, à deux périodes différentes ⁽¹⁾.

Sous le régime du tarif conventionnel, dont le bénéfice s'étendait à tous les pays commerçant avec l'Italie, il était indifférent, tant au commerçant qu'au fisc, d'indiquer le pays de provenance ou celui à travers lequel la marchandise était parvenue en Italie. Il en résultait le plus grave désaccord entre les statistiques françaises et italiennes.

La France, en 1887, déclarait avoir exporté, à destination de l'Italie, 192 millions de francs de marchandises, au commerce spécial. Les statistiques italiennes

(1) L. Bodio, *Sulle discordanze che si osservano fra le statistiche commerciali dei vari stati*, au *Bulletin de l'Institut international de statistique* (1893), t. VII, 1^{re} liv.

indiquaient une importation de 326 millions ; la différence de 134 millions s'explique par ce fait qu'une grande partie des produits anglais, belges, etc., que l'Italie retirait des ports français, ou recevait en transit de France, était inscrit dans la statistique italienne, comme d'origine française.

Mais par contre, lorsque le tarif général fut appliqué aux seuls produits français, pendant que les autres provenances bénéficiaient de droits moins élevés, les commerçants s'inquiétèrent alors d'aider la douane à reconnaître l'origine des produits ; il fallut cette circonstance pour isoler le commerce franco-italien, et les chiffres indiqués dans les deux statistiques s'approchèrent beaucoup plus entre eux. En 1891, la statistique française constatait, à destination de l'Italie, une expédition de 126 millions, évaluée 144 millions par la statistique italienne. La différence se trouvait réduite à 18 millions, et on peut croire que ces chiffres se rapprochaient beaucoup plus de la réalité.

La question est toujours d'actualité, elle a été discutée à la Chambre italienne des députés, à propos du commerce de la soie ⁽¹⁾. M. Luzzati constatait que le désaccord entre les deux statistiques provenait de ce que la France porte à son profit, au commerce spécial, la soie que l'Italie achète en Asie, et qui, touchant seulement à Marseille, poursuit ensuite sa route pour l'Italie, sans autre opération sur le territoire français ; alors que l'Italie l'inscrit au compte de l'Asie. En partie aussi, la France porte à son profit la soie grège italienne qui va se faire teindre en France au moyen

(1) Séance du 1^{er} décembre 1899. Voy. *Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française de Milan*, novembre 1899, p. 543

d'une opération régulière d'exportation temporaire, effectuée à la sortie d'Italie.

Telle est la difficulté pour établir exactement le pays d'origine, mais une autre question se pose au moment de l'importation d'un produit : celle de sa destination.

Il y a, en effet, intérêt à savoir s'il est destiné à la consommation nationale, ou s'il ne vient qu'en transit, en entrepôt, s'il entre sous le régime de l'admission temporaire. On sait que l'importance apparente du commerce spécial, du transit, etc., dépend beaucoup des sévérités douanières.

Nous avons déjà vu comment le transit des soies de Marseille en Italie était porté, en France, au compte des exportations, au commerce spécial.

On explique de même la décroissance apparente du transit anglais ⁽¹⁾. Lorsque la plupart des produits importés étaient sujets à des droits d'entrée, toutes les marchandises destinées au transit étaient soigneusement déclarées comme telles. Aujourd'hui que les produits taxés sont, en Angleterre surtout, l'exception, on déclare souvent comme importations proprement dites des marchandises qui en réalité ne feront qu'entrer d'un côté et sortir de l'autre.

Notons en passant que le commerce de transbordement et transit figure sous le même chiffre à l'entrée comme à la sortie. Cependant ce commerce donne naissance à des créances spéciales dont on peut créditer l'exportation.

Et si maintenant on se réfère à la statistique des exportations, on peut, en les accentuant, répéter les mê-

(1) *Bulletin de statistique*, 1882, p. 165, note.

mes observations, sur la difficulté de connaître la véritable destination des produits, ainsi que leur origine, nationale ou étrangère. L'expéditeur lui-même peut ne pas connaître la destination finale du produit, s'il se contente de le porter sur un marché voisin, la Belgique ou l'Angleterre, qui l'achète et l'envoie, pour son compte, au pays où il sera consommé. L'existence de ces marchés et entrepôts empêche souvent de connaître, au moment de leur exportation, la destination vraie des produits.

Si la valeur des statistiques en est plus faussée à l'exportation qu'à l'importation, cela tient à ce que les déclarations ne sont pas établies avec le même soin, et qu'elles sont l'objet d'un contrôle très différent de la part du service douanier.

III. — CONTRÔLE DU SERVICE DOUANIER.

Le contrôle de l'administration ne s'exerce, en effet, que dans la mesure où est engagé un intérêt fiscal.

En ce qui concerne les importations, les relevés statistiques peuvent être établis avec une exactitude suffisante, le service des douanes étant dans l'obligation de vérifier rigoureusement les marchandises introduites, pour la perception des droits.

Pour les exportations, ce service a un droit de visite et de répression, que lui confère en France l'article 19 de la loi du 16 mai 1863, mais, comme aucun intérêt fiscal n'est en jeu, il ne procède que dans une mesure des plus restreintes à des vérifications effectives. C'est à ce défaut de contrôle qu'il faut attribuer l'invraisem-

blance de certains chiffres, de l'aveu même du service compétent ⁽¹⁾.

Lors de la discussion générale, à la Chambre, de la loi de douanes de 1892, la valeur des statistiques, à l'exportation, fut souvent discutée.

Léon Say constatait que les déclarations à l'exportation n'ont pas beaucoup d'autorité, et n'ont même souvent que peu de rapport avec la réalité.

M. Méline, il est vrai, contestait cette appréciation défavorable :

On dit « que les chiffres inscrits par la douane, pour l'exportation ne sont pas exacts. Pour moi, j'ai toujours entendu dire par les directeurs généraux des douanes, que les déclarations à l'importation étaient les plus défavorables pour nous, et la raison en est simple. C'est qu'à l'importation on paye un droit, et qu'on a, par conséquent, intérêt à déclarer pour la marchandise une valeur inférieure à sa valeur réelle, tandis que l'exportation ne payant pas de droit, on en augmente volontiers la valeur déclarée ⁽²⁾. »

Cette raison paraîtra faible, dans le système français, où l'évaluation des marchandises appartient à une commission spéciale : la déclaration de l'expéditeur n'a, à cet égard, aucune influence. Nous pensons, au reste, que le système des valeurs officielles donne des résultats plus exacts que celui des valeurs déclarées.

Au point où nous en sommes, la statistique recueille des constatations sur la quantité des marchandises

(1) Circulaire du Ministre du commerce aux Chambres de commerce, au *Moniteur officiel du commerce* du 17 mai 1900.

(2) Chambre des députés, 12 mai 1891, *J. off.*, *Débats*, p. 866.

entrées ou sorties. Cette indication est très précieuse, et lorsqu'il s'agit de suivre la production et le commerce d'un produit, on se rattache à cette donnée de préférence à celle de valeur. La valeur peut varier d'une année à l'autre ; la quantité reste une commune mesure invariable, très utile pour établir des comparaisons entre des exercices différents.

D'autre part, cette donnée offre plus d'exactitude que celle de valeur, quel que soit le procédé d'évaluation employé. La première est une donnée matérielle, facile à contrôler, la seconde est un élément d'une mobilité extrême qui résiste au contrôle.

Cependant, il y a un intérêt à établir la statistique en valeurs ; c'est le seul terme de comparaison entre produits différents, le seul procédé par lequel on puisse aboutir à une totalisation, à un résumé général du commerce extérieur.

Mais cette donnée est d'une appréciation beaucoup plus délicate.

IV. — PROCÉDÉS D'ÉVALUATION.

Il existe deux méthodes bien distinctes dans l'évaluation des marchandises : celle des valeurs déclarées, et celle des prix moyens ou valeurs officielles.

Dans le premier système, les valeurs portées aux statistiques résultent des déclarations des négociants, elles expriment ainsi les oscillations quotidiennes des prix du commerce. C'est le système anglais.

Il se rattache parfois, comme au Mexique, à l'application de droits *ad valorem* et, dans ce cas, la déclaration de valeur, qui sert de base au paiement de droits, est l'objet d'un double contrôle, au lieu de départ des

marchandises par l'autorité consulaire, et au lieu d'arriver par le service des douanes.

Le second système est celui des valeurs officielles, arbitrées après coup par une commission d'experts : c'est la méthode employée en France, en Italie, en Allemagne, en Belgique.

Une commission composée d'industriels, de commerçants, de fonctionnaires, évalue annuellement les prix moyens des marchandises à l'importation et à l'exportation, pendant l'année écoulée, et c'est à l'aide de ces évaluations que l'administration des douanes achève ses tableaux.

Les résultats définitifs du commerce extérieur ne peuvent être connus qu'assez longtemps après la clôture de l'exercice. Ainsi, en France, les valeurs arbitrées pour 1898, n'ont été soumises à l'approbation du Ministre que le 6 mai 1899. Mais des résultats provisoires sont publiés mensuellement, sur les évaluations de l'exercice précédent, de sorte que l'inconvénient signalé est très atténué en fait.

On pouvait, autrefois, adresser un plus grave reproche aux statistiques françaises, lorsque les valeurs officielles, au lieu d'être revisées annuellement, étaient permanentes, invariables. C'était le régime antérieur à 1847, qui ne laissait pas que d'avoir cet avantage de fournir une base de comparaison solide pour les divers exercices : aujourd'hui, dans l'établissement de ces comparaisons, il faut tenir compte des changements de valeurs. Mais ce dernier système a pour lui l'avantage incontestable de se rapprocher beaucoup plus de la réalité.

La Commission permanente des valeurs de douane, qui fonctionne depuis 1847, a été constituée à l'état

permanent par une décision ministérielle du 13 décembre 1848. Environ cent cinq membres se répartissent l'évaluation des produits.

Les rapports spéciaux des sections et le rapport général du président, publiés annuellement, constituent un document du plus haut intérêt sur la situation économique du pays, car la tâche des membres de cette commission « ne se borne pas à justifier les valeurs assignées aux marchandises qui figurent soit à l'entrée, soit à la sortie, dans les statistiques de la douane. Ils suivent le mouvement de nos échanges internationaux et celui de notre production intérieure ⁽¹⁾. »

Ces rapports fournissent une interprétation des plus complètes et des plus intéressantes du mouvement commercial. Là se trouve en quelque sorte l'explication et la traduction des statistiques.

De plus, la série des valeurs arbitrées annuellement depuis 1847 forme un document de grande valeur pour l'histoire des prix, tant à cause du soin spécial avec lequel elles sont établies, qu'à raison de l'étendue des constatations : plus de six cents produits sont actuellement évalués, tant à l'importation qu'à l'exportation.

La question la plus importante qui se pose sur ces deux systèmes est celle de savoir quelle est la base de l'évaluation. Que la valeur d'un produit soit fixée par la déclaration de l'importateur ou par une commission d'experts, que cette évaluation soit spéciale à chaque opération de commerce, ou ne soit que le résultat d'une moyenne annuelle, il y a un égal intérêt

(1) Rapport de M. Picard, 19 septembre 1899. Voy. *Annales du commerce extérieur*, année 1899, 9^e fascicule, p. 17.

à savoir à quel moment la valeur de cette importation est considérée, valeur bien différente suivant qu'on estime le produit au lieu d'origine ou au pays de destination.

Dans le système des valeurs arbitrées, les importations sont évaluées au point d'arrivée, les exportations au point de départ ; l'évaluation dans les deux cas a pour base les prix du marché intérieur.

A l'importation, la valeur d'un produit est affectée par des éléments divers : le prix d'achat au lieu de production, les frais de transport et de commission, la plus-value que subit le produit dans un lieu où il est plus rare, et qui est le bénéfice de l'importateur. La valeur de ce produit, exprimée en monnaie du lieu de destination, est encore affectée par la situation monétaire des deux pays, par le change ; elle subit enfin, dans une mesure difficile à déterminer, l'action des droits de douane.

On voit la complexité des éléments qui affectent la valeur d'un produit à l'importation, et, par conséquent, la variété des créances internationales qui trouvent leur expression dans la valeur totale des entrées. Loin de représenter la créance exacte de l'étranger, ce chiffre est l'indication d'un ensemble de créances, dont les unes sont acquises par le pays importateur lui-même.

A l'exportation, au contraire, la valeur d'un produit n'est déterminée que par un seul élément : le prix au lieu de production, avec exclusion du bénéfice de l'exportateur, du fret, etc... On conçoit, dès lors, que le chiffre des exportations ne puisse indiquer le montant exact et surtout complet des créances auxquelles elles peuvent donner lieu.

Une conclusion se dégage impérieusement : c'est que les entrées et les sorties, ainsi évaluées, ne sont pas exactement comparables, et ne peuvent être mises en balance que sous les plus grandes réserves. En un mot, ce mode d'évaluation est beaucoup plus compréhensif pour les importations que pour les exportations.

Dans le système des valeurs déclarées, l'exportation est évaluée au moment de l'embarquement, comme dans le premier système, mais avec la différence que l'évaluation est ici laissée à l'arbitraire de l'exportateur presque sans contrôle de la part du service douanier. C'est dire que les chiffres, à la sortie, présentent peu de garantie.

L'importation est évaluée, suivant les pays, tantôt au point de destination et tantôt au point de départ.

Ainsi le système anglais se rapproche du nôtre en ce que les importations sont évaluées au port d'arrivée. Il en est de même au Japon et dans la République Argentine.

Aux Etats-Unis ⁽¹⁾ et dans la moitié des colonies anglaises, l'indication de valeur est établie d'après les factures rédigées par les inspecteurs des ports d'embarquement. De la sorte les importations et les exportations sont également appréciées au point de départ, c'est-à-dire avec exclusion, dans les deux cas, de la valeur du fret.

(1) En ce sens, Bateman, au *Bull. de l'Inst. intern. de statistique* (1896), t. IX, 2^e liv., p. 258, et Giffen, au *Journal of the Royal statistical society*, mars 1899, p. 15.

Suivant M. de Foville, *Economiste français*, 6 avril 1901, p. 452 et 453, les Etats-Unis exigent la production des factures consulaires, mais sans vouloir leur accorder force probante, ni pour la perception des droits, ni pour l'établissement des statistiques. Les taux d'évaluation sont fixés par la loi et restent invariables pendant toute la période de validité du tarif qui les détermine.

Il est toujours possible d'apprécier l'action spéciale de cet élément en consultant par exemple l'importance du commerce maritime, les mouvements de la navigation, le taux des frets. Ce peut être parfois un avantage, au point de vue de la comparabilité des entrées et des sorties. Mais il peut arriver aussi, comme au Mexique, que, par suite de la différence de circulation monétaire entre les divers pays, les importations se trouvent exprimées en or, et les exportations en argent, les unes en une monnaie de compte irrégulière, fixée par un change légal, les autres en une monnaie effective et dépréciée.

V. — STATISTIQUE DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les statistiques ne distinguent pas toujours le mouvement des marchandises de celui des métaux précieux. Il est cependant préférable de les envisager isolément.

Les constatations douanières sont particulièrement difficiles en ce qui concerne les métaux précieux. Les personnes qui en font le commerce, réalisant un bénéfice extrêmement réduit sur chacune de leurs opérations, sont amenées à faire aux transporteurs des déclarations inexactes, pour ne pas payer le plein des tarifs. Et comme dans la plupart des pays l'entrée et la sortie de l'or et de l'argent sont libres, les déclarations inexactes sont admises sans contrôle par la douane ; d'ailleurs, les dissimulations sont très faciles.

Pour corriger précisément l'insuffisance des statistiques douanières des métaux précieux, le Ministère du commerce en Italie, avait inauguré en 1883, une statistique spéciale dont l'idée fondamentale est ainsi résumée

par M. Ch. Ferraris ⁽¹⁾ : « Surprendre, pour ainsi dire, le mouvement des métaux précieux à son point de départ, l'accompagner pendant qu'il s'accomplit et le rejoindre à son point d'arrivée..., en s'adressant aux établissements qui sont précisément les points de départ et d'arrivée des métaux précieux, c'est-à-dire le Trésor de l'Etat et les grandes banques d'émission, et aux établissements qui effectuent le déplacement des métaux, comme les Postes, les Chemins de fer et les Sociétés de navigation. »

Or voici les résultats comparés des deux statistiques, pour 1886 : la statistique douanière indique une importation de 56 millions de liras et une exportation de 55 millions ; la statistique du Ministère du commerce augmente ces chiffres de 4 millions à l'entrée, de 45 millions à la sortie ⁽²⁾.

C'est donc un élément perturbateur qu'il convient d'examiner à part.

D'ailleurs le mouvement des métaux précieux a un sens propre, et, dans leur sphère, ces constatations, bien qu'imparfaites, ont leur utilité ; en comparant les états de douane avec d'autres données, spécialement sur la production de l'or et de l'argent, et sur le monnayage, on peut aboutir à des conclusions aussi approchées que possible ⁽³⁾.

(1) *Bull. de l'Inst. intern. de statistique*, 1887, 1^{re} liv., p. 238.

(2) *Ibid.*, p. 245.

(3) V. le *Rapport du Directeur des monnaies au Ministre des finances*, 5^e année, 1900.

CHAPITRE III

Critique touchant l'usage des statistiques.

La statistique offre-t-elle une expression fidèle du commerce extérieur? Ses constatations sont-elles conformes au mouvement réel des produits? Sous quelles réserves doit-on en invoquer les données?

L'interprétation des statistiques est un objet des plus délicats, et varie suivant qu'on les emploie à l'appréciation d'un exercice déterminé, à la comparaison de périodes, ou à celle entre le commerce des différents pays.

I. — TABLEAUX ANNUELS.

La connaissance du mouvement commercial annuel, au moyen de la statistique, n'est ni très exacte ni très complète. Les causes d'erreur tiennent, comme on l'a vu, aux procédés de constatation et d'évaluation.

1° Il est des produits qui ne donnent pas lieu à une constatation bien précise, par exemple ceux qui sont expédiés à l'étranger sous le régime des colis postaux. Mais il en est d'autres qui échappent à toute constatation, aussi bien à l'entrée qu'à la sortie, soit en fraude organisée contre le fisc, soit par tolérance de celui-ci : la contrebande et l'exportation occulte

sont d'autant moins négligeables qu'elles concernent des produits de grande valeur, sous un faible volume.

La contrebande est en raison directe des sévérités douanières : toute élévation de taxes augmente le profit du contrebandier. Elle s'exerce de préférence sur les articles les plus taxés et qui sont d'un transport facile, tels que tissus, produits coloniaux. Entre pays limitrophes, elle échappe à la constatation de chacune des douanes, et n'amène pas de contradiction entre leurs statistiques ; mais il est facile qu'une marchandise, déclarée à la sortie d'Amérique pour la France, soit introduite en contrebande.

On entend plus spécialement sous le nom d'exportation occulte, la sortie de produits qui accompagne le déplacement de personnes, et par là échappe le plus souvent aux constatations douanières.

On évalue à quelques centaines de millions les produits que les étrangers achètent en France, et emportent dans leurs malles : nouveautés, confections et soieries, bijouterie, objets de luxe et articles de Paris. Ce mouvement ne fait l'objet d'aucune constatation à la sortie, il n'est que partiellement constaté à l'entrée. Mais alors que l'importation occulte ne se produit que dans une faible mesure en France, le chiffre de nos exportations occultes n'est pas inférieur, estime-t-on, à six cents millions, soit un septième de nos exportations officielles.

Si les données statistiques ne sont pas complètes pour les pays qui exercent un contrôle étendu et rigoureux, elles ne peuvent avoir, assurément, qu'une valeur indicative là où le contrôle douanier n'est que rudimentaire.

2° Il s'en faut donc que tout le mouvement commercial soit constaté ; et lorsqu'il s'agit de l'évaluer, d'indiquer la valeur des produits importés ou exportés, la statistique est encore plus faible.

Dans la plupart des pays, les importations sont évaluées différemment des exportations : à l'entrée, les produits sont chargés des frais de transport, de commission et autres, alors qu'à la sortie, ils ne sont encore grevés d'aucun frais.

Ces causes d'erreur et d'incertitude agissent le plus souvent dans une mesure différente sur les importations et les exportations, et cela trouble le rapport apparent des unes aux autres.

II. — COMPARAISON DE PÉRIODES.

Pour suivre les directions du commerce, il faut se reporter à plusieurs exercices. L'imperfection des tableaux officiels est alors accentuée par différentes circonstances :

1° Il faut tenir compte au premier chef des changements dans l'établissement de la statistique, entraînés le plus souvent par la revision des tarifs douaniers. On ne saurait par exemple établir une comparaison adéquate entre les statistiques françaises antérieures à 1847 et celles postérieures à cette date ; le système d'évaluation avait changé, les valeurs annuelles, arbitrées par la Commission des valeurs de douane, remplaçaient les valeurs officielles, permanentes.

C'est depuis 1867 seulement, qu'on fait figurer aux statistiques les poids nets. Auparavant, on calculait en

poids brut : on comptait l'emballage d'une caisse de soieries, soit la valeur de planches de sapin, au prix de 146 francs le kilogramme. M. Aynard, à qui nous empruntons cet exemple ⁽¹⁾, constate que la balance en était modifiée, parce que ce mode de calcul n'affectait sensiblement que les produits chers, à l'exportation. Nos sorties étaient alors grossies de 245 millions représentant la différence de tare.

2° On doit examiner si le marché intérieur a été restreint ou augmenté.

L'acquisition de la Savoie, la perte de l'Alsace-Lorraine n'ont pu manquer d'influencer, en des mesures inégales, le mouvement commercial de la France. M. Aynard estimait que la perte de ces provinces peuplées et industrieuses nous a enlevé trois cents millions au minimum dans le mouvement de nos affaires extérieures.

Lorsqu'on juge le développement du commerce allemand, on ne doit pas oublier les extensions successives de l'union douanière : Brême et Hambourg n'ont été que récemment incorporés dans le Zollverein.

3° On doit encore faire cas des transformations monétaires. Les résultats de plusieurs exercices ne sont pas exactement comparables s'ils sont évalués en une monnaie qui a subi une certaine dépréciation. C'est une considération qu'on ne saurait perdre de vue, lorsqu'on suit les statistiques des pays à circulation d'argent, dans ce dernier quart de siècle.

Au Japon, par exemple, de 1872 à 1895, l'augmentation du commerce, évaluée en dollars d'argent, serait

(1) Discours à la Chambre des députés, 2 mai 1891, *J. off., Débats*, p. 750.

de 428 p. cent, mais exprimé en livres sterling, l'accroissement se réduit à 228 p. cent ⁽¹⁾.

4° Il faut tenir compte aussi des changements de valeur. Une hausse générale des prix, provoquée, comme vers 1850, par l'afflux de l'or, enfle le volume du commerce extérieur, sans que cela corresponde toujours à l'augmentation des quantités de produits effectivement échangés.

A l'inverse, une baisse générale des prix, comme celle qui se poursuit depuis vingt ans, se traduit, en apparence, par un arrêt dans le développement du commerce, si l'on s'en tient au seul examen des valeurs : de là, en partie, cet « état stationnaire » des exportations, si souvent déploré en France et en Angleterre. Le trafic n'a pas diminué comme les chiffres paraissent le dire, mais tous les prix ont baissé ⁽²⁾.

5° Pour comparer des périodes, il ne suffit pas de mettre en regard des chiffres. A côté de ce compte matériel du commerce extérieur, il est un compte moral, indispensable à l'intelligence du premier, formé de circonstances complexes, économiques, sociales et politiques qui modifient l'être envisagé à deux époques de son développement. Il faut que les termes de comparaison soient justifiés.

III. — COMPARAISON ENTRE LES STATISTIQUES DE DIVERS PAYS.

Ces comparaisons, qui nous permettent de connaître la place que nous occupons dans le commerce du

(1) Yves Guyot, Etude sur le commerce international comparé, *Journal des économistes*, janvier 1897, p. 27.

(2) Voy. *Tableau décennal du commerce de la France*, 1887 à 1896. Etudes des valeurs comparatives. — Texte et tableaux XLI à CI.

Pour l'Angleterre, Giffen, p. 24 et suiv.

monde, sont propres à mettre l'esprit en éveil sur le degré d'exactitude qui s'attache aux statistiques.

Si l'on suit nos exportations dans les pays de destination, on voit que les chiffres publiés par les administrations étrangères, n'ont souvent qu'un rapport éloigné avec ceux portés aux tableaux français. En 1897, par exemple, le montant de nos exportations se retrouve à peu près le même dans les statistiques italienne et suisse; il se trouve notablement diminué en Belgique et en Allemagne, augmenté en Espagne et en Angleterre. Cela tient pour beaucoup à la difficulté de connaître, au moment de la sortie d'un produit, sa dernière et véritable destination.

Même sous des totaux à peu près correspondants, on relève des écarts singuliers. Le bulletin mensuel de la Chambre de commerce française de Milan ⁽¹⁾, signale les suivants. — Le tableau de nos exportations en Italie indique, pour les quatre premiers mois de 1899, une exportation de 1,785 hectolitres de vin. Le tableau italien des importations françaises porte, au même produit, 625 hectolitres. Où sont allés les 1,160 hectolitres de plus annoncés par la douane française? — Le tableau français signale la sortie de 15,500 kilogrammes de soie en cocons, et le tableau italien les porte à 332,700 kilogrammes. D'où vient cet excédent énorme? — Et voici la contre-partie : la statistique italienne constate une exportation de 4,283 quintaux d'huile d'olive à destination de la France, et la statistique française indique une importation de 1,552 quintaux seulement.

La contradiction entre les statistiques française et

(1) Mai 1899, p. 256.

italienne est un exemple classique. M. Bateman, contrôleur général du commerce, du travail et de la statistique au *Board of trade*, l'appréciait ainsi : « Entre deux pays comme la France et l'Italie, qui font leurs rapports à peu près sur les mêmes bases, les contradictions qui se produisent sont simplement effrayantes... Il entre tant de choses dans la statistique des exportations et des importations que même quand on la donne pour deux pays sur les mêmes bases, il reste encore des sources d'erreur très considérables ⁽¹⁾. »

L'Institut international de statistique a mis cette question à l'ordre du jour de toutes ses sessions ; ces discussions qui réunissent les chefs de la statistique officielle des principaux pays, ont bien mis en lumière les contradictions des tableaux du commerce extérieur, mais sans pouvoir amener, jusqu'ici, l'unité de vue dans l'établissement des statistiques ⁽²⁾.

Le congrès de la réglementation douanière, qui s'est tenu à Paris pendant la dernière exposition, a discuté ces mêmes questions, apportant une contribution nouvelle à l'interprétation des tableaux des douanes ⁽³⁾.

Les discordances, les contradictions constatées, pour être grandes, ne sont pas inexplicables, et, lorsqu'on en connaît les causes, on peut se servir des statistiques comme d'un procédé d'observation très utile.

C'est moins l'erreur des statistiques qu'il faut mettre

(1) *Bull. de l'Inst. intern. de statistique* (1895), t. VIII, p. 52.

(2) Fondé à Londres le 24 juin 1885, l'Institut international de statistique tient sa session tous les deux ans. La dernière a eu lieu à Kristiania (1899). En ce qui touche notre question, voir notamment le rapport de M. Bodio (VII, 1^{re} liv., p. 24 à 32) et les mémoires de M. Bateman (IX, 2^e liv., et XII, 1^{re} liv.).

(3) *L'Economiste français*, 6 avril 1901, p. 451. De Foville : *Le Congrès de la réglementation douanière*.

en évidence, que l'erreur de ceux qui leur demandent une signification qu'elles ne peuvent fournir. C'est un calcul fort inexact que de mettre en balance le chiffre des importations d'un côté, celui des exportations de l'autre, et de conclure à l'avantage ou au désavantage du commerce.

Aussi nous paraît-il intéressant, pour terminer, de montrer comment les excédents d'importation tant redoutés ne sont souvent dus qu'à l'établissement même des statistiques.

Le monde entier importe plus qu'il n'exporte.

M. de Neuman-Spallart a calculé qu'en douze ans, de 1867 à 1879, les importations totales du monde auraient dépassé de 29 milliards de francs le montant des exportations ⁽¹⁾.

Nous avons essayé ce compte, en prenant pour base les chiffres du commerce extérieur des ving-cinq principaux pays ⁽²⁾, de 1888 à 1897. Voici nos résultats :

L'ensemble du mouvement commercial s'élèverait pour ces dix années, à 821 milliards, dont 433 aux importations et 388 aux exportations. Le commerce de dix-sept pays accuse des excédents d'importation dont le montant s'élève à 67 milliards. Huit pays seulement ont des excédents d'exportation, pour une valeur de 23 milliards. Restent donc 44 milliards portés aux importations sans qu'on puisse en justifier la provenance.

L'excédent annuel des importations serait, en moyenne, de 4 milliards 404 millions.

(1) Cité par Léon Say, discours à la Chambre, 9 mai 1891, *J. off. Débats*, p. 834.

(2) Voy. le tableau annexé.

Alors qu'aucun pays ne s'en déclare créancier, cet excédent constitue-t-il les pays qui l'ont reçu, débiteurs ?

Lorsqu'on parle du commerce du monde, sous les termes différents d'importation et d'exportation, il s'agit d'une seule et même masse de produits, suivant qu'elle est envisagée à la sortie des pays producteurs et à l'entrée des pays consommateurs.

Une masse de produits évaluée 388 milliards aux divers pays d'origine, est évaluée 433 milliards aux pays de destination. N'est-ce pas naturel ? Cette différence d'évaluation est-elle une perte, ou n'est-ce pas plutôt le signe de l'avantage que tous les pays du monde retirent de leurs relations commerciales ?

En ce sens, se trouve justifiée la maxime, à l'allure paradoxale, de J.-B. Say, rappelée au début de cet examen.

Nous en concluons que l'écart constaté, dans un pays déterminé, entre l'importation et l'exportation, peut tenir, en partie, à l'établissement des statistiques. Il importe de distinguer cet écart, qui n'affecte en rien l'état respectif des créances et des dettes, de la différence réelle qui peut exister entre la valeur comparée des produits, à l'entrée et à la sortie, et qui est due au jeu des divers éléments de la balance des comptes, à l'action des facteurs multiples du commerce extérieur.

On ne saurait donc employer sans une critique exercée les données statistiques, mais, sous les réserves qui précèdent, la statistique du commerce extérieur est le plus sûr moyen de juger de la balance des comptes. La connaissance du mouvement de produits permet d'apprécier à un moment donné

les forces économiques d'un pays, leur jeu et leurs tendances, d'en suivre le développement sur le marché intérieur et l'expansion au delà des frontières, de fixer la place et le rôle des diverses économies nationales dans l'économie mondiale.

TROISIÈME PARTIE

LA BALANCE DES COMPTES ⁽¹⁾

On a vu, dans la première partie, la naissance et la formation de la théorie de la balance des comptes. Nous voulons maintenant en vérifier les principales données, au contact des faits, pour saisir d'ensemble le jeu des différentes forces qui agissent dans l'échange international. La théorie de la balance nous fournit les grands traits de cette synthèse : le principe d'équilibre, les éléments du commerce extérieur, le règlement des opérations commerciales.

Le principe d'équilibre s'est établi, au point de vue théorique, — à l'encontre de l'opinion vulgaire qui,

(1) Dans cette étude, je me suis servi des tableaux publiés par les *Annales du commerce extérieur*, année 1899, fascicules 5^e (France. Faits commerciaux), 9^e (valeurs de douane), 10^e (commerce et navigation des principaux pays étrangers). J'ai complété ces documents principalement par le *Tableau décennal* du commerce de la France, 1887 à 1896, le *Bull. de statistique et de législation comparée*, le *Bull. de l'Institut international de statistique*, le *Moniteur officiel du commerce*, l'*Almanach de Gotha*, et les tableaux annexés à un article de sir Robert Giffen, inséré dans le *Journal of the royal statistical Society*, mars 1899.

sur la base d'idées erronées touchant les métaux précieux et le rôle de la monnaie, affirmait qu'il vaut mieux vendre à l'étranger que de lui acheter ; — à l'encontre de la politique qui s'efforçait de procurer l'écart entre les importations et les exportations, écart considéré comme la source de l'enrichissement national ; — à l'encontre, enfin, d'une fausse interprétation, encore aujourd'hui courante, du mouvement des marchandises entrées et sorties, manifesté par les tableaux des douanes. Nous avons, dans la seconde partie, fait la critique des Statistiques.

Ce n'est pas l'équilibre entre les importations et les exportations qui est la loi du commerce extérieur ; c'est l'équilibre général entre les créances et les dettes d'un pays. La statistique ne nous montre que l'échange de produits, or il y a bien d'autres relations, sources de créances et de dettes. L'entrée et la sortie de marchandises n'offrent pas une image complète de cette équation, elles n'en sont qu'un aspect. Entre les importations et les exportations, il existe un rapport variable, déterminé lui-même par le jeu des divers éléments du commerce extérieur, qui ont chacun une action reflexe sur le mouvement de produits.

Quels sont donc les termes exacts de ce rapport d'équilibre, les principales sources de créances et de dettes internationales ?

Les grandes forces économiques d'une nation sont : — sa population, qui travaille et consomme, force de production et de consommation ; — son territoire, la terre, tout ce qu'elle porte et contient, bois, mines, rivières, etc., agents naturels auxquels l'homme applique son travail ; — son capital, fruit du travail passé et mode d'action du travail présent, engagé dans la cul-

ture, l'exploitation des agents naturels, le commerce, et employé au maintien et à la défense de l'organisme social.

Ce sont ces mêmes forces qui agissent dans les relations internationales. En principe ces forces sont stables, cette fixité étant la condition de l'existence économique d'un état. Le premier objet du commerce extérieur est donc l'échange de produits, qui est la résultante de la production nationale. Mais il s'établit des relations plus intimes ; l'activité surabondante de certains pays cherche un emploi au dehors, il se produit entre les nations, des migrations du travail et du capital.

On peut réduire les principaux facteurs du commerce extérieur, sources de créances et de dettes, aux quatre chefs suivants : échange de produits et industrie commerciale, transferts de capitaux et mouvements de personnes.

Nous voulons étudier chacun d'eux, définir son rôle théorique, en faire connaître l'importance actuelle et comparée dans les divers pays, l'action spéciale sur l'établissement de la balance des comptes, et l'influence sur le mouvement des marchandises.

L'équilibre qui en est la résultante n'est pas immuable, mais sujet à fluctuations et à ruptures. Il subit le contre-coup des crises intérieures. C'est plutôt une tendance constante à l'ajustement entre le compte créancier et le compte débiteur d'une nation, et il n'est pas d'autre nature que l'équilibre général entre la production et la consommation.

CHAPITRE. PREMIER.

Echange de produits.

L'échange de produits est l'élément le plus ostensible, et, à certains égards, le plus important du commerce extérieur ; c'est aussi l'élément liquidateur par excellence, et il résume, en quelque sorte, l'action des autres facteurs de la balance des comptes.

Nous nous bornerons ici à des indications sommaires ; la connaissance déjà acquise par l'étude de la Statistique sera complétée par l'examen des autres éléments.

I. — GÉNÉRALITÉS.

On peut avoir une idée générale de l'importance de l'échange de produits, en se reportant aux tableaux publiés dans chaque pays par le service des douanes. Le mouvement annuel des échanges atteint, en moyenne, dix-huit milliards en Angleterre, neuf milliards en Allemagne, huit milliards aux Etats-Unis, sept milliards et demi en France. On évalue à plus de quatre-vingts milliards de francs le mouvement global des échanges internationaux, dans les vingt-cinq principaux pays du monde.

Les grands objets du commerce extérieur sont : les

produits agricoles, céréales, bestiaux, vins, cacao, café, épices et autres denrées coloniales ; les bois, matières minérales et produits métallurgiques ; les matières textiles et les tissus de soie, de laine, de coton ; les peaux brutes et préparées. Ces produits, par leur production et leur consommation, appartiennent au commerce du monde.

Le commerce extérieur doit en effet nous apparaître non pas seulement dans les rapports d'une nation donnée avec les autres nations. Il met en présence tous les Etats, établissant, au-dessus des économies nationales, un ordre nouveau de production. Aussi, lorsqu'il s'agit de juger de notre situation sur une place étrangère, considérons-nous, comme premier indice, le rang que nous y occupons entre les nations concurrentes. Il faut synthétiser les données fournies par les statistiques des divers pays, pour concevoir l'ordre véritable de la production internationale ; le classement en produits alimentaires, matières nécessaires à l'industrie et produits fabriqués, est, à cet égard, une indication générale fort intéressante.

L'échange de produits est souvent une étape de la production internationale, qui ne correspond pas à leur distribution définitive. Les importations de matières textiles, dans les grands pays manufacturiers, ne sont pas entièrement destinées à leur consommation. Une bonne part retourne à l'étranger, sous forme de tissus, souvent même dans les pays d'origine de la matière première. La France, en 1897, a importé des laines pour une valeur de 359 millions ; elle a exporté des tissus de laine pour 265 millions. Mêmes comptes en ce qui concerne le coton, la soie, les peaux.

On a souvent mis en parallèle, pour les mettre en

opposition, le marché intérieur et le marché extérieur, mais lorsqu'on veut établir cette comparaison sur des chiffres, le désaccord est extrême entre les auteurs. En réalité, ces deux branches de l'activité économique sont solidaires ; l'expansion extérieure est, dans l'état actuel, une condition essentielle de la prospérité nationale, et les conditions de la production ne sauraient dépendre uniquement de la consommation intérieure.

Ayant sommairement indiqué la nature et l'importance de cet élément, voyons son action sur la balance des comptes.

II. — ACTION SUR LA BALANCE.

Lorsqu'on parle de commerce extérieur, on paraît n'envisager d'ordinaire que l'échange de produits. Il semble naturel de distinguer les relations financières des relations commerciales. On voit moins encore le lien qui rattache les déplacements de personnes au commerce extérieur. De sorte qu'on est amené à considérer l'échange de produits comme un compte spécial, qu'il est légitime d'envisager à part, et sur lequel une nation peut perdre ou gagner⁽¹⁾.

C'est là s'en tenir à l'apparence.

L'échange de produits est un élément d'un compte plus vaste, où viennent se compenser toutes les créances et toutes les dettes, d'ordre international, quelle qu'en soit l'origine. Que ces créances proviennent de l'échange de produits ou se rattachent au transfert de capitaux, ne s'expriment-elles pas, en résumé, dans le même mouvement de marchandises ? Dès lors on peut sans

(1) Voy. Méline, Ch. des dép., 12 mai 1891, *J. off., Débats*, p. 866.

doute envisager à part les tableaux de douanes, mais on n'est pas en droit de conclure qu'un pays s'endette envers l'étranger, lorsque ses importations dépassent ses exportations ; on ne peut dire que, sur ce chapitre spécial, il éprouve une perte.

Le mouvement des marchandises a un caractère général. C'est le mode de liquidation normal et définitif des relations internationales ; il résume le jeu des divers facteurs du commerce extérieur. La position relative des importations et des exportations est la traduction même de l'équilibre de la balance des comptes. Le seul fait que cet écart est durable est la preuve que la balance des comptes se solde régulièrement.

Le rapport ordinaire des entrées et des sorties est durable, parce qu'il répond aux conditions permanentes de la production dans un pays donné. C'est ainsi que les excédents d'importation se maintiennent en France depuis 1867, dès avant en Angleterre, et que les excédents d'exportation persistent aux Etats-Unis depuis 1874.

Cependant, les facteurs de la production ne sont pas eux-mêmes à l'abri de tout changement. Aussi, le rapport des entrées et des sorties, dans une série importante d'années, est-il sujet à varier graduellement : c'est l'indice de transformations, toujours lentes et progressives dans le régime économique des nations considérées. Avant 1867, pour la France, les statistiques (dressées depuis 1827) accusent généralement des excédents d'exportation. En Angleterre, les excédents d'importation se sont, depuis 1854, graduellement accrus.

Cette évolution est spécialement intéressante à

relever dans le commerce des pays neufs, où l'on voit, suivant une lente progression, les excédents d'importation s'accroître et diminuer pour laisser place, à un moment donné, à des excédents d'exportation. Les Etats-Unis d'Amérique sont déjà avancés dans cette évolution, alors que l'Australie et le Canada entrent seulement, de nos jours, dans l'étape marquée par le passage des excédents d'importation décroissants aux excédents croissants d'exportation. Cela répond évidemment à des degrés différents de développement économique.

Ce rapport ordinaire peut souffrir, pour des exercices isolés, de légères modifications tenant à des accidents, à des crises passagères, aux conditions spéciales de la production, une année donnée. Une récolte déficitaire de céréales tend à élever au-dessus de leur niveau habituel les importations, mais l'ajustement se produira bientôt par un développement correspondant des exportations. Chaque exercice a une physionomie propre. La balance des comptes est sujette à des oscillations incessantes.

Enfin, ce rapport peut être modifié d'une façon plus profonde, quoique temporaire, par des causes qui affectent la production nationale dans son ensemble, ou, d'une manière directe, rompent l'équilibre des créances et des dettes. C'est le lieu de signaler l'action des crises économiques et de la guerre. Encore qu'il ne se produise pas sur le territoire même d'une nation, l'état de guerre a une répercussion considérable sur la production; le commerce extérieur en subit aussitôt le contre-coup. Le paiement d'une forte indemnité donne une activité particulière aux exportations; le rapport ordinaire des entrées et des sorties peut

varier brusquement. Ainsi les quatre années qui suivirent la guerre franco-allemande furent marquées, en France, par un retour aux excédents d'exportation, en Allemagne, par un accroissement considérable des importations.

On le voit, le mouvement de marchandises est en relation étroite avec les divers facteurs du commerce extérieur, le rapport entre les importations et les exportations est l'expression de l'équilibre des créances et des dettes. Ce rapport, variable suivant les pays, est déterminé, à titre normal, par des causes qui tiennent à l'organisation économique des pays échangistes.

CHAPITRE II.

Commerce direct. — Navigation.

I. — GÉNÉRALITÉS.

Nous recherchons les divers éléments qui contribuent à l'équilibre de la balance des comptes. Nous classons sous ce second chef un ensemble de créances étroitement rattachées à tout échange de produits : créances de commission, transport, assurance, liquidation, etc.

L'opération principale d'achat, ou de vente, est accompagnée d'opérations accessoires, nécessaires pour

mettre le produit à la disposition du consommateur. Par exemple, le coton, récolté aux Etats-Unis, est acheté au lieu de production par des négociants ou des courtiers, puis embarqué à destination de l'Europe, où parfois il touche à des entrepôts, tels que ceux de Londres ou de Hambourg, avant d'arriver au pays consommateur.

La différence entre la valeur d'un objet considéré au lieu de production, et sa valeur au lieu de consommation, représente les frais de ces opérations commerciales.

Il importe de distinguer cet élément de l'échange de produits, parce que ces diverses créances ne suivent pas nécessairement le sort de la créance principale. Le plus souvent elles se partagent d'une façon inégale entre les pays échangeistes. Elles peuvent appartenir, soit au pays vendeur, et, dans ce cas, la créance principale en est augmentée, soit au pays acheteur, et, alors, au point de vue des règlements internationaux, celui-ci n'en est point débiteur. Souvent même, elles appartiennent à un tiers pays, et c'est pour lui un élément qui ne se rattache en rien à ses importations ou exportations.

Au point de vue théorique, enfin, la distinction entre l'échange de produits et l'industrie commerciale, apporte une précision utile dans la notion du commerce extérieur.

Cet élément a une action particulière sur l'établissement de la balance des comptes, et sur le mouvement des marchandises. Le pays créancier de ces services, acquiert par là des droits qui lui permettent de payer des importations à faire de l'étranger. Cette créance agit avec la même force que celles acquises

par la valeur de marchandises produites et exportées. Par conséquent, la valeur des importations tendra à dépasser celle des exportations, dans un pays qui opère lui-même le transport de ses marchandises, et se constitue en outre transporteur au service des autres pays.

On sait déjà que les procédés de constatation suivis ordinairement dans l'établissement des statistiques tendent précisément à accentuer cet écart. Exportations et importations sont évaluées aux taux du marché national : ce qui pour les premières, considérées au point d'embarquement, constitue le prix de production, alors que la valeur des importations, appréciée au point d'arrivée, comprend tous les frais accessoires dont nous avons parlé.

Il s'en suit, si l'on prend le tableau des douanes comme une indication générale de la balance des comptes, que les importations, compte débiteur, sont augmentées d'un élément dont nous pouvons être créanciers ; alors que les exportations, compte créancier, ne contiennent pas un élément qui s'ajoute parfois à nos créances. Et cet écart est d'autant plus sensible, s'il s'agit de vieux pays, riches, opérant eux-mêmes leurs transports.

L'ensemble des opérations qui donnent lieu à la naissance de ces diverses créances, constitue le commerce direct.

Nous voulons d'abord envisager ce facteur du commerce extérieur dans sa généralité, au point de vue théorique et historique, puis sous son aspect principal, la navigation, pour montrer le jeu et l'importance actuelle de cet élément dans l'économie des principaux pays.

II. — COMMERCE DIRECT.

Le commerce, en tant qu'industrie commerciale, n'est fait que par un nombre limité de pays : ceux qui possèdent des capitaux abondants et une organisation commerciale étendue. Les autres nations fournissent bien les éléments des échanges, mais le bénéfice commercial des opérations d'importation et d'exportation ne leur appartient pas. Les divers pays produisent et consomment, en définitive, les produits échangés, mais une partie du profit va à la nation échangiste, ou simplement intermédiaire, qui cherche les produits, s'en assure le débouché, les transporte et les vend. Ces divers pays jouent donc un rôle plus ou moins actif dans le commerce, et en retirent, par conséquent, des profits différents.

Le commerce des pays neufs, outillés hâtivement pour la production, appartient aux pays qui les mettent en exploitation, y emploient leurs capitaux, et sont leurs fournisseurs ordinaires. Le commerce avec les colonies aurait, en dehors même de toute réglementation spéciale, une tendance à appartenir à la métropole.

Un pays soutient un commerce actif ou passif, suivant qu'il fait lui-même la série des opérations commerciales indiquées, ou qu'il s'adresse à des intermédiaires, à un tiers pays, tant pour le placement de ses produits, que pour ses approvisionnements.

Alors que dominaient les idées mercantiles, c'était un des moyens assurés de rendre la balance favorable, que de soutenir, avec l'étranger, un commerce actif. Le monopole du commerce semblait seul devoir enri-

chir un pays : notion étroite, point de vue individuel des marchands et armateurs, qui n'était ni celui des producteurs ni celui des consommateurs. Les profits de l'industrie commerciale et voiturrière semblaient emporter, à leurs yeux, les avantages réels qui résultent de l'échange de produits.

Ce souci se réalisait soit dans le commerce exclusif avec les colonies, soit dans le commerce privilégié avec les pays étrangers. Le pacte colonial interdisait à toute colonie de commercer avec d'autres contrées que la métropole. Toutes les productions des Indes occidentales devaient toucher en Espagne, avant de se répandre en Europe, et c'est aussi à Cadix que se distribuaient les métaux précieux. Par analogie, le suprême avantage du commerce avec les États étrangers, était d'être admis sur un pied de faveur, et à l'exclusion des pays concurrents. Ce serait aussi le lieu de signaler les efforts incessants, tentés par les principaux pays, pour s'affranchir de la dépendance commerciale, soit vis-à-vis de la Hollande, soit vis-à-vis de l'Angleterre.

Ces efforts pour parvenir à l'indépendance commerciale se sont accentués de nos jours. Cette indépendance paraît le complément nécessaire de la personnalité économique. Chaque pays veut avoir sa marine, ses voies de communication, ses câbles, ses lignes régulières de navigation.

De plus en plus, des rapports directs s'établissent entre les pays producteurs et les pays consommateurs ; parmi les exemples récents, celui de l'Allemagne est des plus typiques. Aussi, les traités de commerce n'ont-ils plus le même caractère exclusif, et, à certains égards, tous les pays sont admis à commercer sur les mêmes bases, à charge seulement de retour, par le jeu

de la clause de la nation la plus favorisée, insérée dans tout traité.

Les colonies elles-mêmes ne sont plus dans une dépendance commerciale aussi étroite de la métropole. Le régime du pacte colonial a reçu un échec définitif avec la révolte des colonies espagnoles, toutes arrivées aujourd'hui à l'indépendance, sauf quelques îles. L'Angleterre, qui avait perdu les Etats-Unis par l'application rigoureuse du régime exclusiviste, y a sagement renoncé, et cette évolution lui a conservé des marchés immenses pour ses produits.

Malgré cette tendance générale au commerce direct, l'industrie commerciale reste une source importante de créances internationales. Alors même qu'un pays arrive à lier des rapports directs avec les autres contrées, il peut être obligé d'avoir recours, pour le transport de ses produits, à la marine d'autres états.

Parmi la variété de ces créances, nous bornerons cet examen à celles de transport maritime. La possession d'une marine nombreuse est le facteur indispensable pour jouer ce rôle d'intermédiaire ; aussi, le commerce maritime fournit-il, à cet égard, une indication générale.

III. — NAVIGATION.

L'essor de la navigation est un puissant facteur du développement économique d'un pays. Une marine nombreuse, en établissant des relations directes, rapides, peu coûteuses avec les marchés d'approvisionnement et les débouchés lointains, favorise l'extension du commerce.

Dans l'ensemble du trafic extérieur, le commerce maritime occupe, par rapport au commerce terrestre,

une place prépondérante. Ce rapport est de 70 p. cent en France, de 65 p. cent en Allemagne; il est plus accentué encore aux Etats-Unis; enfin par sa situation spéciale, l'Angleterre ne connaît que le commerce maritime. Lorsque la voie de terre et la voie de mer pourraient être concurremment employées, cette dernière est préférée comme moins coûteuse. L'importance du commerce maritime tient aussi à la tendance actuelle qui porte au développement de relations commerciales avec les pays d'outre-mer, alors que le commerce d'Europe, étroitement réglementé, reste stationnaire. Le commerce que l'Angleterre entretient, tant avec ses colonies qu'avec les Etats-Unis, égale en valeur tout son commerce européen.

On comprend, dès lors, que les créances de transport maritime puissent constituer un élément considérable de la balance des comptes; et que celle-ci soit différemment affectée, suivant que le transport a lieu sous pavillon national du vendeur ou de l'acheteur, ou bien sous pavillon tiers.

Deux nations offrent, à cet égard, des exemples typiques : l'Angleterre et les Etats-Unis.

L'Angleterre transporte sous son pavillon la plupart des produits qu'elle vend ou achète, et, de plus sa marine fait l'intercourse pour le compte de beaucoup d'autres pays. Elle acquiert de ce chef des créances qu'on évalue de 70 à 80 millions de livres. Ces créances sont payées sous forme de produits, et ainsi s'explique, du moins en partie, l'excédent constant et progressif de ses importations.

A l'inverse, les Etats-Unis ont un commerce maritime très étendu, mais n'opèrent sous pavillon national que la moindre partie de leurs transports : la part

du pavillon étranger y oscille entre 75 et 80 p. cent. Débiteurs de frets considérables, ils doivent y faire face par des exportations correspondantes de produits ; de là, surtout, les excédents d'exportation considérables, que constatent les statistiques américaines.

Après avoir défini cet élément et signalé sa répercussion sur la balance des comptes, il y aurait lieu de l'envisager historiquement, à divers points de vue : dans l'histoire du commerce maritime, dans la politique économique, enfin dans la théorie du commerce extérieur.

L'histoire du commerce maritime nous montrerait — comment les diverses nations de l'Europe se sont disputées, et la suprématie des mers, et le commerce exclusif avec des colonies ou pays lointains ; — comment cette prépondérance a, tour à tour ou simultanément, appartenu, dans l'ère moderne, aux Républiques italiennes (Amalfi, Pise, Gênes et Venise), à Barcelone et à Marseille, à la Hanse, au Portugal et à l'Espagne, à la Hollande, à la France et à l'Angleterre ; — comment cette dernière venue s'est élevée au rang qu'elle occupe aujourd'hui.

La politique économique s'est toujours efforcée de réserver à la marine nationale le bénéfice des transports maritimes. Les actes de navigation constituent la partie la moins décriée du système mercantile. La marine nationale est encore jalousement protégée : la navigation de cabotage lui est généralement réservée, la navigation avec les colonies et la grande pêche sont privilégiées, divers pays ont institué un régime de primes à la construction et à la navigation nationales pour compenser l'abolition de la surtaxe de pavillon, sans obtenir un effet équivalent. Le pavillon national

n'a eu, à aucun moment, depuis un siècle, la part principale dans le mouvement de nos ports, mais la situation s'est aggravée depuis trente ans, malgré les lois de 1881 et 1893.

Dès longtemps, au point de vue théorique, on a reconnu l'influence de ce facteur sur la balance. Le commerce avec certains pays, celui des Indes orientales, par exemple, était réputé avantageux, malgré les sorties de métaux précieux qu'il provoquait, à raison de l'emploi donné aux vaisseaux marchands. Child, discutant les moyens propres à juger de la balance, proposait de recourir à la navigation, pour savoir si l'Angleterre gagnait ou perdait dans son commerce étranger. C'était la substitution d'un critérium rationnel au procédé empirique alors en cours dans l'appréciation des résultats du commerce extérieur. Ce critérium n'a pas perdu de sa valeur.

Aussi, nous paraît-il à propos, de jeter un coup d'œil sur le développement comparé de ce facteur, dans le commerce des principaux pays.

On ne saurait réduire à des évaluations précises la valeur des frets acquis par les diverses marines, mais on obtient des indications utiles en s'attachant à la constatation des éléments du trafic maritime, du taux des frets, du tonnage des flottes marchandes, du mouvement de la navigation dans les ports des différents États et de la place qu'y occupe le pavillon national.

Le commerce maritime représente en général la part la plus considérable du commerce extérieur, et l'augmentation constatée est surtout au bénéfice du commerce extra européen.

L'Angleterre fait un commerce qui s'élève annuellement à 18 milliards de francs. Le commerce avec

l'Europe (1897) représente à l'importation 46 p. cent et à l'exportation 42 p. cent du mouvement global. La part du commerce qu'elle entretient tant avec ses colonies qu'avec les Etats-Unis, est sensiblement égale, elle est de 45 p. cent à l'entrée et de 43 p. cent à la sortie. La part des autres pays hors d'Europe est respectivement de 9 et 15 p. cent. Le commerce de réexportation, constaté dans les statistiques anglaises sous le titre d'exportation des produits étrangers et coloniaux, s'est élevé, en 1897, à 1 milliard 513 millions de francs, soit 20 p. cent du chiffre total des exportations (7.419), et 13 p. cent de l'ensemble des importations (11.374). De pareils éléments de trafic, dont partie est au compte de nations étrangères, doivent donner lieu à des créances de fret considérables.

Le commerce maritime de la France représente les sept dixièmes du commerce total. Dans l'ensemble du commerce extérieur, la part concernant l'Europe était, en 1897, de 53 p. cent aux entrées, de 74 p. cent aux sorties; alors qu'en 1883, elle était respectivement de 68 et 71 p. cent. Ces données font ressortir l'accroissement relatif du commerce avec les pays d'outre-mer, quant à l'importation. Si la même conclusion ne peut être appliquée aux exportations, cela tient sans doute à ce qu'une partie des exportations portées au compte de l'Angleterre, c'est-à-dire du commerce d'Europe, est véritablement à destination d'autres pays, ou sert à payer les importations que nous faisons de pays lointains débiteurs de l'Angleterre (*triangular trade*).

Le commerce direct s'est développé à l'importation, alors que les exportations prennent toujours la voie de l'Angleterre; ceci explique que les excédents d'importation anglais viennent en grande partie des pays d'Europe.

Le développement du commerce maritime est un des traits les plus frappants de l'essor économique de l'Allemagne. Il tient, tout d'abord, au développement des industries qui s'alimentent des matières premières empruntées aux contrées lointaines, et aussi, à ce que les marchés lointains fournissent, à leur tour, des débouchés plus favorables. « L'Allemagne estime en effet que l'Europe ne saurait offrir un marché comparable à celui qui s'ouvre en Asie, en Afrique, dans les deux Amériques et même en Océanie. » Le trafic maritime représente, en Allemagne, 65 p. cent du commerce total. La part du commerce d'Europe y est de 66 p. cent à l'entrée, de 82 p. cent à la sortie. L'importation par voie de mer a, depuis quinze ans, augmenté de 103 p. cent pour les pays d'outre-mer, de 90 p. cent pour les pays européens. L'importation par voie de terre n'a crû que de 5 p. cent pendant la même période ⁽¹⁾.

Si l'on compare le tonnage des flottes marchandes des divers pays, on est frappé de la prééminence de l'Angleterre, des progrès rapides de l'Allemagne, de l'Espagne, du Japon, et, au contraire, de l'état stationnaire de la flotte française ⁽²⁾.

(1) G. Blondel, *l'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, 2^e éd., p. 135, 139, 166, 191.

(2) Voici quel a été, d'après les *Ann. du commerce extérieur*, le développement comparé des principales marines européennes, de 1888 à 1897, en milliers de tonnes de jauge nette :

P A Y S	1897	1889	AUGMENTATION
Royaume-Uni	8.924	7.724	1.200
Allemagne.....	1.555	1.320	235
Norvège.....	1.552	1.611	»
France	920	932	»
Italie.....	786	824	»
Espagne.....	756	606	150

Ces indications devraient être complétées par l'examen du mouvement de la navigation dans les ports des différents pays. L'une des plus intéressantes données à relever concerne la part du pavillon national. Elle est (1897) de 72 p. cent en Angleterre, de 57 p. cent en Allemagne, de 35 p. cent en France, de 22 p. cent aux Etats-Unis.

La part du pavillon étranger est surtout au bénéfice de la marine britannique. La part du pavillon anglais est prépondérante aux Etats-Unis (56 1, p. cent), en Russie (54, 4), en Hollande et Belgique (53, 4) ; elle est de 45, 6 p. cent en France et de 35, 5 p. cent en Allemagne, où, par exception, elle se trouverait en décroissance. Ce sont là, précisément, les pays de qui l'Angleterre reçoit ses excédents d'importation.

En France, alors que le pavillon national diminue, le pavillon britannique est arrivé à le dépasser. En 1888, la part du pavillon anglais était la suivante : dans le commerce avec l'Angleterre, de 75, 4 p. cent, dans le mouvement général de la navigation internationale des ports français, de 36 p. cent. En 1897, ces mêmes rapports s'élèvent à 79, 9 et 45, 5 p. cent.

Depuis fort longtemps d'ailleurs, la part du pavillon français est inférieure, dans nos ports même, à celle du pavillon étranger. De 1837 à 1897, elle a peu varié, représentant, pour chacune de ces six périodes décennales, respectivement : 40, 07 — 41, 72 — 42, 93 — 36, 99 — 37, 53 et 37, 28 p. cent du mouvement général de la navigation. De ce chef, la France doit donc être plus débitrice qu'elle n'est créancière.

Parmi les opérations accessoires à l'échange de produits, le transport maritime est sans doute la plus importante, mais on ne saurait oublier l'action que

d'autres opérations, sommairement indiquées plus haut, ont encore sur l'équilibre de la balance des comptes.

Cet élément dont nous arrêtons ici l'étude, se rattache étroitement à l'échange de produits. Mais ce n'est pas encore tout, car le commerce extérieur subit l'influence profonde du transfert des agents de la production, capitaux et personnes.

CHAPITRE III.

Transfert de capitaux.

I. — GÉNÉRALITÉS.

Le commerce extérieur modifie, à n'en point douter, les conditions de la production, influe sur l'emploi du capital et du travail à l'intérieur de chaque pays, mais il ne va pas d'ordinaire jusqu'à entraîner une nouvelle distribution des forces productives entre les nations.

Il se produit cependant, sous l'action de causes diverses, des transferts de capitaux d'un pays à un autre ; c'est la source de rapports économiques importants entre les pays prêteurs et emprunteurs. C'est pour les premiers comme un prolongement de la force productive nationale.

L'épargne réalisée dans les pays de grand développement économique est un élément vivifiant pour l'essor d'autres contrées. L'importance de ce facteur est signalée pour la mise en valeur des pays neufs, pour l'exécution de grands travaux et l'accomplissement de réformes financières dans des pays de vieille civilisation, mais dont l'essor économique a été retardé. Il n'est point enfin d'État qui n'ait recours à l'emprunt pour des nécessités momentanées, telles que les frais d'une guerre et le règlement d'indemnités. •

C'est un élément de solidarité internationale. Il affecte surtout les rapports entre les vieux pays, tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Hollande, et les pays neufs, tels que les États-Unis, les Indes, l'Australie, etc. Sa répercussion est très caractéristique sur le mouvement commercial et la balance des comptes ; il tend à produire, ici des excédents d'exportation, là des excédents d'importation.

Ce qui distingue cet élément de l'échange de produits, c'est le crédit accordé à la nation emprunteuse. Les engagements, nés de la vente de marchandises, se réalisent immédiatement, ou ne sont différés que pour fournir à l'acheteur des facilités de paiement. Le placement de capitaux est une opération complexe, qui donne lieu à une série prolongée de règlements internationaux, et se réalise en des opérations successives d'achats et de ventes : le placement comme le remboursement de capitaux et le paiement d'intérêts tend, en effet, par la nature même du capital, à s'effectuer sous forme de produits.

De ce que les capitaux, au moment du prêt, s'énoncent en monnaie, il ne s'en suit pas qu'ils doivent s'ex-

porter toujours sous forme de métaux précieux. Le numéraire n'est qu'un capital intermédiaire, et ne sert pas directement à la production ; le capital est une destination donnée aux choses, c'est une qualité que peuvent avoir tous les biens. Le transfert de capitaux peut donc s'opérer par un transport de produits, ou par la délégation de créances acquises par des exportations préalables. C'est alors une créance à réaliser sur des produits ou des biens, qui ne seront pas nécessairement fournis par la nation prêteuse à la nation emprunteuse, mais qui correspondront, ici à des importations, là à des exportations de produits. De sorte que dans la constatation globale du mouvement des marchandises, il est impossible de distinguer la part qui se rattache strictement à l'échange de produits, de celle qui est déterminée par le transfert de capitaux.

Pour suivre l'action de cet élément sur la balance des comptes, il est nécessaire de le décomposer en diverses phases. Goschen a fait cette analyse, d'une façon très claire en prenant pour exemple un emprunt public ⁽¹⁾.

L'émission d'un emprunt rend la nation qui le fait créancière, jusqu'au moment où le prêt est effectué. « En fait, le pays emprunteur exporte des titres qui sont importés par les capitalistes prêteurs dans leur propre pays. Au point de vue de la balance du commerce, un emprunt contracté à l'étranger est l'équivalent d'un accroissement d'exportation. »

A l'inverse, les placements de capitaux à l'étranger, pendant qu'ils s'effectuent, rendent le pays prêteur

(1) Goschen, *Théorie des changes étrangers*, ch. II, p. 71 à 76.

débiteur. Pour y faire face, celui-ci doit faire des remises correspondantes à l'étranger.

Lorsque le transport effectif du capital a eu lieu, la situation est la suivante : le pays prêteur est créancier du capital, le pays emprunteur en est débiteur. Mais ces obligations, « par consentement mutuel, sont laissées en suspens pour une longue période de temps » ; elles ne sont pas actuellement exigibles, et, jusqu'à l'époque du remboursement, elles « exercent à peine d'influence sur la balance des dettes flottantes qui détermine les variations du change entre les deux pays ».

Le cas des coupons attachés à ces titres est très différent. Les intérêts « constituent un engagement exigible, souscrit par le pays qui a emprunté ». Le pays qui a prêté est créancier, il peut, jusqu'à concurrence du revenu annuel d'intérêts, couvrir par ce moyen les frais d'un excédent équivalent de ses importations sur ses exportations, et le pays débiteur d'intérêts doit exporter d'autant plus.

Enfin, le remboursement du prêt agit de la même façon que l'intérêt à payer, et à l'inverse de l'opération de placement.

Il était nécessaire de formuler, dès l'entrée en matière, ces distinctions, pour se rendre compte de l'action double de cet élément sur l'équilibre de la balance des comptes : action du capital comme dette permanente, action des intérêts annuellement exigibles. C'est dans le produit de ces intérêts, que des pays, comme l'Angleterre ou la France, puisent pour faire de nouveaux placements, et c'est pour cela, en partie, que l'examen des statistiques ne rend pas toujours un compte exact de ces excédents d'importation et d'ex-

portation successifs; c'est un point sur lequel nous reviendrons dans la conclusion de cette étude.

II. — HISTORIQUE.

Après avoir acquis une idée générale du transfert de capitaux, fixons qu'elle a été son évolution historique, dans les faits et dans la théorie.

La conception primitive de la balance du commerce ne pouvait tenir un compte spécial de cet élément qui, dans la pratique, était rare et ne se distinguait pas encore des opérations commerciales ordinaires.

Mais, à un autre point de vue, l'idée de capital transféré n'était pas étrangère à la théorie mercantile. La politique d'attraction des métaux précieux était fondée sur l'idée qu'il n'existait d'autres capitaux que ceux qui se produisaient sous forme d'or et d'argent. L'avantage d'une balance favorable était d'accroître le numéraire disponible, et par contre son émigration devait paraître désavantageuse.

Cependant, les placements à l'étranger ne furent pas inconnus dans les siècles passés; c'était une nécessité même de la politique mercantile. Les villes commerçantes, à territoire restreint, qui se livraient à un grand commerce d'entrepôt, et non de consommation, durent chercher au dehors l'emploi de leurs capitaux, dès qu'elles ne purent plus les employer au développement de leur commerce; la pratique des emprunts publics leur assura un débouché continu.

Les républiques italiennes, les premières enrichies par le commerce, furent aussi les premières à pratiquer les placements à l'étranger.

Arnould donne la situation des pays débiteurs et créanciers à la fin du xviii^e siècle. La Hollande et l'Angleterre étaient alors les seules puissances de l'Europe qui employassent à l'étranger des capitaux importants ; les Anglais, dans le commerce de la Russie et du Portugal, les Hollandais, dans celui des Etats du Nord ; ils les plaçaient aussi dans les fonds publics des nations emprunteuses.

La France employait en Espagne une partie de ses capitaux, ce qui lui assurait une balance effective en métaux précieux, mais les bénéfices qu'elle retirait de cet emploi ne suffisaient pas à couvrir les sommes dont elle était redevable, soit à la Hollande, soit à l'Angleterre ⁽¹⁾.

L'action de cet élément devait modifier le cours normal du commerce, entendu comme une simple relation d'échange de produits. Le revenu annuel des capitaux provoqua des excédents d'exportation dans les pays endettés, et des excédents d'importation dans les pays créanciers. Cette constatation, qui battait en brèche la notion courante de la balance, ne pouvait échapper à des auteurs attentifs à décrire les mouvements du commerce.

Child (1669), le premier peut-être, eut une vue très nette de ce nouvel élément et de son action. Il attribue l'exportation des capitaux à leur abondance, manifestée par la baisse du taux de l'intérêt. Par contre, ne pourrait-on pas dire « de tous les royaumes et pays, où l'intérêt de l'argent est à un prix plus haut que chez leurs voisins, qu'une partie de leurs fonds et autres biens sont possédés par des absents ». Ces place-

(1) Arnould, op. cit., t. I, p. 124 et suiv., t. II, p. 41 et 42.

ments provoquent, dans le commerce des pays emprunteurs, des exportations supérieures aux importations ; cet excédent n'est donc pas toujours un signe de richesse. Child cite l'exemple de la Cornouaille, de l'Irlande, de la Virginie et des Barbades ⁽¹⁾.

Le mouvement des capitaux n'était qu'à sa naissance. Ce n'est que dans la seconde moitié du xix^e siècle qu'il a pris tout son essor. Quelle est l'importance et le rôle actuel de cet élément ?

III. — IMPORTANCE ET RÔLE ACTUEL.

Le développement du crédit public a été prodigieux au cours du xix^e siècle. Les dettes publiques de l'Europe, suivant M. Neymarck, ont passé, depuis le commencement du siècle de 20 à 130 milliards, beaucoup n'ont pu se constituer qu'avec l'épargne des pays riches. Les rentes russe, italienne, autrichienne, espagnole, sont en grande partie placées à l'extérieur. La constitution de la grande industrie, dans certains pays, est l'œuvre de capitaux étrangers.

Les émissions publiques faites en Europe, sur les places de Londres, de Paris et de Berlin, atteignent chaque année plusieurs milliards ; ce chiffre est évalué à 10 milliards 542 millions, pour 1898. Le montant des capitaux souscrits en Angleterre, en 1899, s'élève à 3 milliards 329 millions de francs, dont un milliard représente des placements à l'étranger : emprunts d'État et emprunts coloniaux, chemins de fer étrangers et coloniaux, compagnies minières d'Australie, du Rand, de la Rhodesia, etc ⁽²⁾.

(1) Child, op. cit., p. 320 et 321.

(2) *Bull. de statistique*, t. XLV, p. 377 ; t. XLVI, p. 552.

Aussi, dans la fortune mobilière de pays comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne, les valeurs étrangères occupent-elles une large place. Une évaluation exacte est très difficile ; cette question a été proposée à l'étude de l'Institut international de Statistique et des données partielles ont été recueillies.

M. Neymarck estime que la fortune mobilière s'élève, en France, à 92 milliards, dont 20 en valeurs étrangères qui représenteraient un revenu annuel d'un milliard ⁽¹⁾. Ce rapport se trouve confirmé par l'indication des valeurs comprises dans les déclarations de mutation par décès : en 1898, les valeurs françaises déclarées s'élèvent à 1,640 millions, et les valeurs étrangères à 441 millions ⁽²⁾. Si ces derniers chiffres semblent petits à côté de l'évaluation globale, cela tient à ce que les valeurs mobilières échappent facilement au contrôle du fisc.

L'Angleterre reçoit des sommes fort importantes, comme revenu de ses placements à l'étranger. D'après la statistique de l' *Income tax*, le revenu des capitaux anglais employés en fonds publics étrangers et coloniaux (*Cédule C*) et en autres valeurs étrangères (*Cédule D*) aurait été, en 1896-1897, de 1,407 millions de francs. Tenant compte de ces données, Giffen évaluait, en 1899, à environ 2,250 millions de francs, l'intérêt et profit des capitaux anglais placés à l'étranger.

L'expansion de l'Allemagne est de date plus récente, et ses placements n'ont pas encore atteint ceux des deux nations précitées. La fortune mobilière de

(1) *Bull. de l'Inst. intern. de statistique*, t. VI, 1^{re} livr., p. 205, et t. IX, 2^e livr., p. 47.

(2) *Bull. de statistique*, t. XLV, p. 442.

l'Allemagne, évaluée à 73 milliards de marcs, comprendrait pour 10 milliards de valeurs étrangères ⁽¹⁾.

Nous venons de parler des valeurs mobilières, fonds d'Etats, actions et obligations qui font l'objet d'un marché spécial ; et nous avons noté que cela ne représente qu'une partie des placements faits au dehors. En effet, le transfert des capitaux se rattache souvent à des entreprises individuelles. Des Français s'établissent à l'étranger et font valoir leurs fonds dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture. Ces capitaux ne donnent lieu à la création d'aucun titre, puisque le propriétaire en garde l'administration et les fait lui-même valoir, mais on doit les considérer comme des capitaux français placés au dehors, parce qu'ils procurent, dans beaucoup de cas, des retours annuels. On constate précisément aujourd'hui un mouvement remarquable, qui porte les industriels français à créer à l'étranger des établissements et des manufactures, au lieu d'y envoyer leurs produits qu'arrêteraient trop souvent aux frontières les tarifs douaniers ⁽²⁾ : procédé inévitable, mais d'ailleurs fâcheux, car il tend à réduire l'activité nationale.

Les différentes indications qui précèdent suffiront pour donner une idée de l'importance actuelle des transferts de capitaux. Il y aurait lieu, dans une étude plus complète de cette question spéciale, d'indiquer les causes et les effets de ces transferts, dans les rapports des pays prêteurs et emprunteurs.

Dans l'examen des causes, il faudrait tenir compte, au premier chef, de l'état de développement comparé

(1) *Bulletin de statistique*, t. XLI, p. 552.

(2) *Annales du Commerce extérieur*, 1899, 9^e fasc., p. 65

des divers pays, des différences dans la rareté et l'emploi des capitaux, du jeu du taux de l'intérêt. Les effets de l'exode de capitaux seraient envisagés d'abord dans les pays prêteurs, puis dans les pays emprunteurs.

Les pays où se forme le capital, en retiennent la majeure partie, et, ainsi, l'épargne assure, à l'intérieur, un développement économique continu. Mais l'emploi interne est limité par la consommation nationale et l'accroissement de la population. Une partie des capitaux annuellement produits cherche un emploi à l'extérieur, et concourt de diverses manières à l'essor économique des pays étrangers. Il faudrait chercher les grandes catégories de placements, pour définir leur action particulière sur le commerce du pays prêteur.

Un emploi purement commercial se traduit par la création de banques, d'institutions destinées à développer le crédit et par là à faciliter l'écoulement des produits nationaux.

Les placements industriels ont d'autres objets : entreprises de chemins de fer, concessions de mines et charbonnages, construction de hauts fourneaux, d'usines, etc. C'est ainsi que l'industrie manufacturière s'est rapidement introduite dans tous les pays du monde, par le concours d'éléments étrangers. Aussi ces placements, encouragés par le pouvoir local, sont considérés comme fâcheux par les vieux pays, qui se créent à eux-mêmes une concurrence redoutable ; mais nous avons déjà vu que c'est un fait inévitable, et si le Creusot, par exemple, n'avait pas monté l'usine de Terni, le bénéfice précaire de cette opération aurait été recueilli par quelque rival, belge ou

allemand. Remarquons que ces deux catégories de placements ne constituent pas, à proprement parler, des prêts, et qu'ils entraînent d'ordinaire des mouvements de personnes ayant des capacités spéciales.

Le dessaisissement est beaucoup plus complet lorsqu'il s'agit de placements financiers, en fonds d'États étrangers. La faveur spéciale qui s'attache, en France, à ces titres, tient sans doute à l'existence de notre propre dette. Les avantages en paraissent limités, au point de vue commercial, et la garantie en est le plus souvent laissée à la bonne foi des pays emprunteurs.

Sur les dix milliards et demi, montant des émissions publiques, en Europe, pour 1898, la part de ces trois catégories de placements était la suivante (en millions de francs) :

1° Emprunts d'États, provinces et villes . .	2.043
2° Etablissements de crédit.	1.411
3° Chemins de fer et sociétés industrielles.	5.448
Conversions.	1.640
TOTAL	<u>10.542</u>

Suivons les placements de capitaux dans les pays emprunteurs. Où se porte le capital ? — Là, tout d'abord, où l'attire un intérêt plus élevé ou un profit plus grand. Les tarifs douaniers ont une influence à cet égard, et déterminent l'importation de certaines industries. Le capital se porte, en outre, là où il trouve une meilleure garantie. Entre pays étrangers, il s'établit des relations de clientèle ; les nouveaux placements sont garantis par les anciens, et réciproquement. C'est ainsi que les capitaux français se portent

volontiers en Espagne et en Russie ⁽¹⁾ ; pendant longtemps ils étaient seuls à favoriser le développement de l'Italie nouvelle.

La garantie des placements paraît mieux assurée dans les colonies. Le lien politique vient-il à se rompre ? les capitaux ont une tendance marquée à faire retour à la métropole. Une observation récente nous a permis de le constater. A la suite de la perte de Cuba, il s'est effectué une véritable rapatriation de capitaux espagnols ; et, la perte de ses dernières colonies semble avoir été, pour l'Espagne, le début d'une renaissance économique. Il semble que les transferts de capitaux, impliquant des relations durables, aient besoin d'être entourés de garanties politiques, et cette observation fortifie la notion de l'unité économique des états, qui est à la base de la théorie du commerce extérieur.

Deux obligations principales sont à la charge des pays emprunteurs : le paiement des intérêts et le remboursement du capital.

L'importation de capitaux doit entraîner plus ou moins directement le développement de la production. C'est dans cet essor que les pays emprunteurs trouvent le moyen de faire face à leurs engagements, en développant les exportations de produits nationaux. Dans les exportations de pays tels que les Etats-Unis, la Russie, les Indes, une large part est destinée au service d'une dette préexistante ; ce n'est pas sous une autre forme que peut avoir lieu le paiement d'intérêts.

(1) Maurice Verstraete. *Le rôle commercial des capitaux français en Russie* (Figaro, 14 sept. 1899).

L'enrichissement progressif du pays doit amener, à la longue, le remboursement du capital. Ce phénomène est particulièrement sensible pour les rentes d'Etats; les titres d'emprunts étrangers ont toujours une tendance à revenir dans le pays d'où ils ont été exportés ⁽¹⁾. Nous en trouvons un exemple dans l'examen de la statistique de l'*Income tax*. On est frappé de la diminution progressive qui s'est manifestée sur ces valeurs de 1872 à 1883, dans le portefeuille britannique ⁽²⁾. Si l'on groupe les fonds d'Etats français, russes, tures, égyptiens et nord-américains, on constate que le montant des arrérages imposés à l'*Income tax* s'est abaissé de 133 à 66 millions de francs, soit de moitié. Cette diminution sur les fonds publics étrangers est caractéristique en présence surtout de la fixité constatée dans le revenu des fonds indiens, et de l'augmentation importante des autres fonds publics coloniaux.

Les transferts de capitaux au dehors sont, en effet, plus ou moins durables. Ceux qui accompagnent le mouvement de personnes deviennent définitifs lorsque le pays de destination assimile les éléments étrangers; ils ne donnent plus lieu à aucun retour. Les placements industriels et commerciaux sont durables, par nature, parce qu'ils s'incorporent à des entreprises déterminées, mais l'assimilation peut se produire par le rachat des titres. Les placements en fonds d'Etats sont d'une mobilité particulière; plus que pour les autres encore, c'est une spéculation sur la baisse du taux de

(1) Voy. Introduction de L. Say à l'ouvrage de Goschen, op. cit., p. 15 et suivantes.

(2) *Bulletin de statistique*, t. XIX, p. 540.

l'intérêt, et les quantités possédées par un pays varient au gré des règlements internationaux.

Les valeurs mobilières constituent en effet un article d'importation et d'exportation, ainsi que des balles de coton ou des sacs de café. Des différences minimes dans les cours pratiqués sur deux places, la hausse ou la baisse de l'escompte ou des changes, déterminent des transports de titres. Ces arbitrages ont un rapport étroit avec l'échange de produits. A raison de sa mobilité extrême, le titre apparaît aujourd'hui comme un élément normal de liquidation dans le règlement du commerce, soit pour faire face à des engagements exceptionnels, soit même pour régler les écarts passagers de la balance des comptes.

Le titre remplit la fonction monétaire plus effectivement que les métaux précieux eux-mêmes. C'est vraiment l'élément compensateur de la balance des comptes. Par exemple, la rente extérieure 4 p. cent constituait entre la France et l'Espagne une monnaie d'échange dont l'action compensatrice était remarquable. La hausse ou la baisse du change, en Espagne, correspondait toujours à des achats ou des ventes de dette extérieure sur le marché de Paris, et ces opérations étaient en relation directe avec l'état de la production intérieure et la situation des exportations. L'établissement de l'*affidavit*, en 1898, a supprimé cette fonction utile de la rente extérieure et a presque réduit l'Espagne aux seules ressources de sa balance commerciale. Les variations de la cote du change, et les taux élevés auxquels il se maintient aujourd'hui, en sont la conséquence ⁽¹⁾.

(1) Voy. la *Semaine financière du Temps*, 25 février 1901.

C'est surtout par la réexportation des valeurs étrangères que la France a remis à l'Allemagne l'indemnité de guerre stipulée par le traité de Francfort. C'est par des emprunts contractés au dehors que la Russie a raffermi ses finances, établi une circulation monétaire or, et soldé sa balance des comptes.

C'est à l'action des transferts de capitaux qu'on doit principalement attribuer pour la France les excédents d'importation, et pour d'autres pays les excédents d'exportation, — en dehors des causes qui tiennent à l'établissement de la statistique et à l'évaluation des produits.

CHAPITRE IV.

Déplacement de personnes. — Emigration.

I. — GÉNÉRALITÉ.

La population est un facteur des plus importants pour le développement économique d'un pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Lorsque la population s'accroît, les forces se multiplient, les débouchés s'étendent, la nécessité du travail est plus impérieuse, c'est un excitant à la production, dont l'essor a une répercussion profonde sur le commerce extérieur. Un pays où la population est dense peut s'adonner avec avantage aux travaux industriels ;

mais à mesure qu'il se spécialise dans la production manufacturière, il renonce à produire toutes les denrées alimentaires dont il a besoin ; il les demande à l'étranger, ainsi que les matières premières nécessaires à ses industries. Son commerce s'accroît forcément.

Le fait que les diverses nations sont plus ou moins peuplées, doit agir sur la production en accentuant la division internationale du travail. La concentration des travailleurs sur un territoire déterminé n'est possible que par l'extension du commerce extérieur. C'est par cet accroissement de population que s'explique à la fois le développement rapide du commerce allemand et l'état stationnaire du nôtre ⁽¹⁾.

Néanmoins l'atelier national peut se trouver trop étroit en face d'un accroissement continu de population. Des masses compactes de travailleurs quittent tous les jours le vieux continent à destination de l'Amérique ⁽²⁾. L'émigration produit des effets importants dans les relations des pays d'origine et de destination : elle tend à développer le commerce extérieur des deux pays.

A côté de l'émigration des masses travailleuses, il faut signaler les déplacements de personnes qui dépendent à l'étranger le revenu de biens situés dans leur pays d'origine.

La balance des comptes se trouve affectée par les créances auxquelles donnent lieu ces divers mouvements de personnes.

(1) *Moniteur officiel du commerce*, 25 mai 1899, rapport de Chappelaine, consul de France à Manheim.

(2) *Voy. Economiste français*, 23 mars 1901, Pierre Leroy-Beaulieu. L'émigration européenne : les pays de provenance et les pays de destination.

II. — ACTION SUR LA BALANCE.

Pour définir le rôle de cet élément sur la balance des comptes, il est nécessaire de préciser la distinction énoncée.

Parmi les personnes qui vont à l'étranger, les unes tirent leur pouvoir d'achat de leur pays d'origine et leur déplacement fait naître une créance au profit du pays qui les reçoit; les autres vont y chercher une situation meilleure, avec ou sans esprit de retour : c'est le phénomène de l'émigration temporaire ou définitive, individuelle ou collective.

La première catégorie est composée de personnes qui voyagent ou séjournent à l'étranger, dans un but d'agrément, d'étude, de santé, etc. Les Américains du nord, les Russes, les Anglais sortent beaucoup de leur pays pour voyager. « Or qu'est-ce qu'un Américain qui voyage? disait Léon Say. C'est un Américain qui vit en France ou ailleurs des produits de son pays, sous la forme de traites qu'il se fait envoyer et qui représentent des produits américains ⁽¹⁾. » Giffen estime à 250 millions de francs par an, cette dette de l'Amérique envers les nations européennes. C'est un chef de créances qui n'est pas négligeable pour l'Italie, la Suisse, la France même, d'autant que le séjour passager d'étrangers dans un pays favorise un mouvement commercial spécial, l'exportation occulte, dont nous avons déjà apprécié l'importance pour la France.

Nous plaçons dans une seconde catégorie les per-

(1) Disc. à la Ch. des députés, 9 mai 1891, *J. off.*, *Débats*, p. 836.

sonnes qui vont à l'étranger pour y chercher du travail soit passagèrement, soit en s'y fixant.

L'action des voyageurs de commerce, inspecteurs de mines, ouvriers techniques pour le montage d'installations industrielles, etc., se rattache assez directement au mouvement commercial des marchandises.

C'est aussi le lieu de noter le bénéfice des acteurs, en tournées théâtrales, des toreros, etc. A l'occasion de la discussion parlementaire relative à la suppression, en France, des courses de taureaux avec mise à mort, on évaluait, en Espagne, à deux millions de francs la somme acquise aux éleveurs et toreros espagnols, en 1899.

Nous arrivons à considérer l'établissement durable de nationaux à l'étranger. Ce sont les colonies françaises, anglaises, allemandes, italiennes, espagnoles, etc., dispersées dans tous les pays du monde, fixées surtout dans les grands centres commerçants. Elles conservent, avec leurs pays respectifs d'origine, des rapports non seulement juridiques et politiques, mais encore économiques. Ce sont, dans bien des cas, les agents du développement commercial de la métropole à l'extérieur.

C'est cette catégorie de personnes qui met en jeu la question de la condition des étrangers, en droit international privé. Sous la pression des besoins du commerce, la condition juridique des étrangers s'est sans cesse améliorée, mais leur capacité est encore limitée, en certains pays, quant à la possession des immeubles, et à d'autres égards.

La composition, le rôle, l'action de ces colonies pourraient fournir matière à des monographies intéressantes.

C'est le commerce qui originairement amène des nationaux à s'établir à l'étranger, soit pour s'occuper d'affaires internationales, en qualité de représentants, commissionnaires, agents, soit même pour s'adonner au commerce intérieur. Le commerce de détail appartient souvent aux étrangers dans certaines spécialités. A Naples, par exemple, on trouve des tailleurs anglais. Il existe plusieurs et importantes maisons françaises de modes et d'atours féminins. Les Suisses ont la spécialité des boulangeries, pâtisseries, confiseries, etc. Il n'est point de commerces, petits ou grands, où les Allemands n'aient leur part et très large ⁽¹⁾.

L'importance de l'élément industriel (ingénieurs, contre maîtres, ouvriers techniques) tient souvent à l'emploi de capitaux nationaux. La condition des étrangers, à cet égard, a toujours été favorisée par le pouvoir local désireux d'attirer des capitaux et d'introduire des industries nouvelles ; à l'inverse, l'émigration de ces mêmes éléments a été autrefois interdite, et frappée de peines sévères.

L'élément agricole est largement représenté par les terrassiers et mineurs que fournissent les régions alpines aux pays voisins. Mais la main-d'œuvre sans aptitudes spéciales alimente surtout l'émigration à destination des pays neufs. D'ailleurs la possession du sol par les étrangers est encore soumise en différents pays à des restrictions variables.

Ces divers éléments ont une tendance plus ou moins marquée au retour, à défaut duquel l'assimilation au milieu étranger se produit à la longue. Mais le

(1) *Moniteur officiel du commerce*, 26 avril 1900, rapport de M. de Lalande, consul général de France.

plus souvent ce sont des déplacements individuels et temporaires.

Il nous reste à envisager l'émigration des masses.

C'est un phénomène spontané qui chasse vers des contrées plus riches, plus hospitalières ou moins encombrées, une population surabondante ou trop foulée ; c'est une relation des vieux pays et des pays neufs. La traite des nègres répondait autrefois au besoin de main-d'œuvre pour l'exploitation de certains pays ; à peine supprimée, elle a dû être remplacée par l'émigration réglementée, africaine, chinoise, indienne ⁽¹⁾. Dans les pays où peut s'acclimater le colon européen, l'immigration est officiellement organisée : au Brésil, par exemple.

Quels sont les effets économiques de l'émigration ?

Pour le pays d'origine, cela constitue la perte d'une partie de sa population. L'émigration n'est ordinairement le fait que des pays à natalité élevée. La misère en est la cause fréquente : aussi ce mouvement de personnes n'entraîne-t-il pas, d'ordinaire, un courant parallèle de capitaux. Quoique chassés par le besoin, ceux qui s'en vont ne sont pas, tant s'en faut, le rebut à la fois physique et moral des vieux pays ; ce sont des hommes dans la force de l'âge, entreprenants et robustes. Un ancien ministre du Portugal a cru pouvoir ainsi caractériser l'émigration de son pays : « C'est l'énergie qui s'en va, il ne reste plus que des bras inertes et des mendiants ⁽²⁾. » Le départ de ces travailleurs doit avoir une action sur les salaires :

(1) *Les Colonies françaises*, Dorvault. Régime de la main-d'œuvre. Paris 1900.

(2) Oliveira Martins. L'émigration portugaise, au *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. VI, 2^e livr. p. 281.

Suivons ces émigrants au pays de destination. L'immigration y est nécessaire pour mettre en valeur de vastes territoires. Les éléments naturels se trouvent en abondance : ce qui manque c'est le capital d'une part, le travail de l'autre. Le premier s'y porte par l'appât d'un profit plus grand ; le travail, par l'attrait d'un salaire plus rémunérateur ou d'une condition meilleure. Les gouvernements qui attirent les émigrants s'efforcent de les attacher à demeure au pays, et, dans le désir de les assimiler au plus tôt, leur imposent parfois dès leur arrivée le changement de nationalité. Dans bien des cas, en effet, l'émigration est définitive, mais là ne s'arrête point l'action de ce déplacement de personnes.

L'émigrant porte au loin les idées, les habitudes, le langage de la mère patrie ; il en fait apprécier les produits et cela détermine des échanges commerciaux. Le commerce de certains pays est affecté dans une large mesure par la présence de ces éléments d'origine étrangère. L'émigration ouvre de nouveaux emplois aux capitaux de la métropole, qui se porteront de préférence là où des intérêts nationaux sont déjà engagés.

Même s'il perd sa nationalité d'origine, l'émigrant conserve pour ses anciens compatriotes, spécialement pour sa famille, une grande sympathie, qui se traduit par des envois de secours et de cadeaux. Bas-table signale, sous un titre spécial de la balance des comptes, les sommes envoyées annuellement au Royaume-Uni par le grand nombre d'Irlandais qui sont naturalisés dans les Etats-Unis. Et c'est un phénomène qui se produit également en Italie, en Espagne et en Portugal. Il est bon de signaler, et le courant de sympathie qui s'est manifesté en faveur de l'Espagne,

durant la dernière guerre, dans ses anciennes colonies, le Mexique, la République Argentine, et les tendances qui se sont fait jour, depuis lors, en vue d'un rapprochement économique.

Enfin l'émigration procure dans certains cas des retours de personnes et de capitaux. L'assimilation est lente. L'esprit de retour persiste chez beaucoup, et ceux qui arrivent à une situation aisée ont une tendance à venir se fixer dans le pays natal. Combien ne sont partis que dans la pensée de « faire fortune », pour revenir ensuite, comme d'autres *indianos* dont le rêve s'est réalisé. D'après M. Oliveira Martins, sur quinze mille Portugais qui vont annuellement au Brésil, la moitié reviennent, et cette émigration procure une entrée de capitaux qui s'élèverait de 60 à 80 millions de francs par an.

L'assimilation est plus ou moins facile suivant les contrées. En tous cas, l'émigration tend à développer les rapports économiques entre les pays d'origine et de destination, et donne lieu à une série de créances dont nous avons voulu donner une idée.

C'est, on le voit, un élément nécessaire à l'explication du commerce extérieur.

Signalons enfin qu'il serait intéressant de demander à la statistique s'il existe une relation entre le développement du commerce extérieur de divers pays et l'état de leur population; et quels débouchés sont ouverts à l'exportation d'un pays par l'émigration.

CHAPITRE V.

Règlement de la balance des comptes.

Nous connaissons la variété des éléments qui concourent à l'équilibre de la balance des comptes : ils jouent chacun pour leur part un rôle liquidateur. On les retrouve, en des proportions diverses, dans le commerce de tous les pays.

La liquidation paraît simple et l'ajustement aisé, si l'on considère en bloc les créances et les dettes d'un pays. Mais l'échange international n'est, aujourd'hui, qu'un ensemble d'opérations individuelles. Comment la compensation s'établit-elle, puisque la qualité de créancier et celle de débiteur ne sont pas ordinairement réunies en une seule personne ? Comment l'équilibre est-il assuré, si chaque opération est indépendante ?

Pour répondre à ces questions, nous devons rendre compte du mécanisme du change et du rôle des métaux précieux. La compensation s'établit normalement par la délégation des créances, et les paiements s'effectuent entre créanciers et débiteurs appartenant au même pays. L'ajustement est assuré par l'action des métaux précieux : la sortie de la monnaie, agissant

sur les prix, modifie les conditions de l'échange et tend naturellement à rétablir l'équilibre rompu ⁽¹⁾.

I. — LE CHANGE.

Toute opération commerciale fait naître une créance qui donne lieu à la création d'un titre, la lettre de change. Les règlements internationaux s'opèrent d'ordinaire par la compensation de ces effets, sans transport de numéraire.

Supposons que des Anglais aient vendu pour un million de houille à des manufacturiers français, et que d'autre part des commerçants français aient vendu pour un million de vins à l'Angleterre ⁽²⁾. Ces dettes se régleront-elles par un double transport d'espèces? Non. — Les Anglais, vendeurs de houille, céderont simplement aux acheteurs de vins les lettres qu'ils ont tirées sur la France; ceux-ci les enverront à leurs créanciers français, qui obtiendront leur paiement des manufacturiers, acheteurs de charbon. Il s'établit une compensation de créances et de dettes, les paiements s'effectuent dans le même lieu, on n'envoie que le titre représentant la créance. L'avantage de cette opération est d'éviter les frais et risques du transport de numéraire.

Lorsque l'ensemble des sommes dues par chacun des deux pays à l'autre est égal, le change est au pair,

(1) Pour les théories fondamentales sur la valeur de la monnaie, dont on trouve ici une application, voyez les études de notre regretté maître M. Marcel Mongin : 1^o Du changement de la valeur de la monnaie, *Revue d'économie politique*, t. I (année 1887), p. 138 ; 2^o la monnaie et la mesure des valeurs, *ibid.*, t. XI (année 1897), p. 144.

(2) En 1897, la France a reçu d'Angleterre pour 81, 9 millions de houille crue, et a exporté à destination de ce pays pour 82, 2 millions de vins.

c'est-à-dire que pour une somme déterminée payée à Paris, on obtient une somme exactement équivalente payable à Londres. Si les dettes de la France sont supérieures à ses créances, le papier sur l'étranger sera en hausse puisqu'il aura plus d'acheteurs que de vendeurs. Ce change, au-dessus du pair, est dit défavorable parce que, pour régler toutes ses dettes, la France sera obligée d'envoyer une certaine quantité de numéraire au dehors. Enfin le change est dit favorable, lorsque les effets sur l'étranger perdent un peu de leur valeur, sont cotés au-dessous du pair, car c'est l'indice que l'ensemble de nos créances dépasse nos dettes, et que nous recevrons un solde en métaux précieux.

Ce n'est donc qu'en cas de rupture de l'équilibre entre les créances et les dettes qu'il y a lieu à transport de numéraire, et cette situation est indiquée par les variations du cours des changes. Au surplus, la sortie des espèces est vite enrayée : la balance des comptes tend à reprendre elle-même la position d'équilibre lorsqu'elle s'en est écartée.

Entre pays dont l'étalon monétaire est le même, les variations de change sont étroitement limitées, l'écart ne pouvant dépasser le prix du transport des espèces. Ces oscillations ont pour effet de provoquer dans certains cas des exportations, et par là de faciliter la liquidation des dettes contractées. Le change qui est avant tout l'indication d'une situation, peut néanmoins avoir une certaine influence sur le cours du commerce. Lorsque le change s'élève, les opérations d'importation deviennent plus onéreuses, et se restreignent, alors que les exportations sont favorisées.

Entre pays à étalons différents, les variations du changé sont parfois excessives : les engagements réci-

proques ne sont qu'un élément du prix du change, la plus grande part de l'écart tient à la dépréciation de la circulation monétaire ou fiduciaire. Peut-on dire que dans ce cas le change défavorable est comme une prime énorme à l'exportation ? C'est un argument accepté par les protectionnistes qui citent l'exemple de l'Inde : c'est grâce à la dépréciation de l'argent que ce pays a développé d'une façon si prodigieuse l'exportation de ses blés. Cette opinion soutenue par M. Méline, dans la discussion de la loi de douane de 1892, fut vivement combattue par MM. Aynard et Léon Say⁽¹⁾. Si l'exportation de l'Inde vers l'Europe a beaucoup augmenté, l'exportation de l'Europe vers l'Inde s'est accrue dans la même proportion, et ainsi l'avantage de ses exportations se trouve largement compensé par le désavantage du change du côté de ses achats.

Tel est sommairement indiqué le mécanisme du change. Le commerce extérieur apparaît ainsi dans la forme ce qu'il est au fond, l'échange entre produits ou services. Le troc primitif est l'image exacte du commerce comme il se réalise aujourd'hui, sous des procédés plus savants et plus compliqués, « avec cette seule différence qu'au lieu d'échanger les marchandises en nature, on échange les titres qui les représentent⁽²⁾ ».

II. — LES MÉTAUX PRÉCIEUX.

En établissant la compensation directe des créances et des dettes, le change ne tend-t-il pas à éliminer les métaux précieux des règlements internationaux ? Non.

(1) L. Say, Ch. des dép., 9 mai 1891, *J. off.*, *Débats*, p. 836 et 837.

(2) Ch. Gide. *Principes d'économie politique*, 6^e édition, p. 281.

Sans doute le numéraire n'intervient pas d'ordinaire dans le commerce extérieur comme équivalent des échanges, *tertium permutationis*, mais son rôle, comme mesure des valeurs, *tertium comparationis*, n'est que plus important. Tous ces effets, traites, billets de banque, etc. reposent en définitive sur la valeur de la monnaie métallique. Aussi les moindres mouvements de métaux précieux sont-ils suivis avec attention, car ils peuvent amener des variations dans les prix. Les crises monétaires ont une très grande répercussion sur le commerce extérieur.

La monnaie a un rôle régulateur, elle assure le maintien de l'équilibre de la balance des comptes. Non point que l'or et l'argent viennent effectivement combler, à tout instant, les écarts entre les créances et les dettes d'un pays : l'ajustement doit se produire entre les éléments mêmes du commerce extérieur. La fuite du numéraire ne peut être que partielle, limitée, temporaire. Sa fonction à l'intérieur du marché national l'y retient. Si sa quantité diminue, son pouvoir d'acquisition s'accroît, et entraîne la baisse des prix. C'est en agissant sur les prix que l'exportation des métaux précieux tendrait à modifier les conditions de l'échange international, pour le rétablissement de l'équilibre.

Or ces effets, qui seraient la conséquence de la sortie du numéraire, tendent à se produire avant même que cette exportation s'effectue, la simple prévision de grands engagements influence le cours des changes et agit sur les opérations ultérieures. Les mêmes causes qui rétabliraient l'équilibre de la balance des comptes, doivent, dans une certaine mesure, en prévenir la rupture.

Dans le commerce extérieur, l'or et l'argent ne remplissent qu'une partie de la fonction monétaire ; d'autre part, ils n'interviennent pas seulement pour le règlement des opérations internationales, mais aussi comme une marchandise qui des lieux producteurs, se distribue entre les pays qui l'emploient à des besoins tant monétaires qu'industriels.

Bien que la théorie monétaire ait été l'une des premières envisagées par l'économie politique, le rôle des métaux précieux dans le commerce extérieur a longtemps été mal défini. Le système de la balance du commerce s'est élevé sur une conception inexacte du rôle du numéraire et de l'avantage que procure sa possession. On a déjà vu par quelles étapes la conception primitive s'est modifiée.

C'est à l'acquisition des métaux précieux qu'on semblait autrefois réduire les avantages du commerce extérieur. Cette préoccupation n'aurait pas les mêmes raisons d'être aujourd'hui.

On estime qu'au ^{xv}^e siècle, il ne restait guère en Europe qu'un milliard en or et en argent. Aujourd'hui, le stock accumulé en est considérable. M. de Foville évalue à une centaine de milliards la valeur, au pair, de tout l'argent et tout l'or extrait depuis 400 ans : 45 milliards d'or et 55 d'argent. La production de l'or, seule, atteint annuellement plus d'un milliard : 1.500 millions en 1898, 1.625 millions en 1899, et 1.329 millions en 1900.

Cependant, on ne saurait nier que les métaux précieux jouent encore un rôle important dans l'économie moderne, si l'on considère les avantages qui résultent pour un pays d'un bon système monétaire : stabilité des prix, facilité des règlements internationaux.

Au contraire, les difficultés sont très grandes entre pays qui ne possèdent pas le même étalon monétaire ; les entreprises sont paralysées par l'instabilité des changes.

Aujourd'hui même, la question monétaire a une répercussion profonde sur le cours du commerce extérieur, spécialement dans les rapports des pays à circulation d'or avec les pays à circulation d'argent. La dépréciation de l'argent est un fait d'une portée économique considérable, et son action est comparable, en intensité, à celle que provoqua, au cours du *xv^e* siècle, l'exploitation des mines de l'Amérique. Les abus de crédit, d'autre part, ont gravement troublé la situation économique de certains pays.

On le voit, la question de la possession des métaux précieux n'a pas perdu de son importance, et il est intéressant de constater que les pays qui cherchent à établir chez eux la circulation monétaire or, agissent à la façon même des anciens gouvernements, en suivant les préceptes décriés de la balance du commerce.

Cherchons à fixer le rôle des métaux précieux soit dans leur distribution soit dans leur fonction monétaire.

1° — La production de l'or et de l'argent est spécialement destinée à faire l'objet du commerce international. Les pays producteurs n'en gardent qu'une faible partie, car les besoins auxquels satisfont directement ces métaux sont limités. Il faut à cette production le marché du monde pour se maintenir. Le plus souvent aussi, ces exploitations ont leur siège dans des pays neufs et ne s'établissent qu'avec le concours de capitaux étrangers ; par suite, les métaux précieux, aussitôt produits, sont exportés en paiement de l'outillage

coûteux qu'il est nécessaire de mettre en œuvre, en paiement des bénéfices de l'exploitation et des produits nécessaires au maintien des travailleurs.

Au Transvaal, l'or est le principal article d'exportation ; la progression rapide des importations de marchandises est en raison directe de la production de l'or. De 1886 à 1897, le total des importations passait de 12 à 339 millions de francs, pendant que la production de l'or s'élevait de 3 à 291 millions.

Où se portent les métaux précieux ? — L'Angleterre, comme autrefois l'Espagne et le Portugal, en est le marché. Elle reçoit l'or de ses possessions sud-africaines et de l'Australie, l'or et l'argent des Etats-Unis et du Mexique, et les distribue aux nations qui en ont besoin et peuvent les lui acheter. Elle en conserve peu, et cependant son commerce est prospère, car au delà de ce qui est strictement nécessaire aux besoins de la circulation, la monnaie est un capital onéreux. Il est vrai que l'Angleterre jouit d'une position privilégiée, car cette production qui se porte annuellement sur son marché, sans être destinée à augmenter son stock monétaire, facilite ses règlements commerciaux avec le reste du monde. La possession du marché de l'or, lui assure d'en être approvisionnée au besoin. Voici quelques données relatives à l'année 1897 : les importations se sont élevées à 48,800,000 livres ; les exportations ont un peu dépassé cette somme, atteignant 49,500,000 livres. La part de l'or est la suivante : 30,800,000 à l'entrée, le même chiffre à la sortie. Celle de l'argent : 18,000,000 à l'entrée, 18,700,000 à la sortie. — Les principaux pays de destination ont été : l'Allemagne (12,200,000), les Indes anglaises (7,600,000), la Russie (6,900,000), le Japon (5,300,000) et l'Autriche (4,200,000).

Notons que ces trois derniers pays poursuivent actuellement une réforme monétaire ; et suivons en Russie cette importation de métaux précieux. Son caractère se trouve bien défini dans ce passage du rapport de M. de Witte, sur le budget de 1897 : « Pour préparer le rétablissement de la circulation métallique... tous les efforts ont d'abord tendu à faire cesser les déficits budgétaires et à obtenir une balance aussi favorable que possible de notre commerce international... Ces deux résultats ont été pleinement atteints et notre balance de commerce se solde régulièrement en notre faveur ⁽¹⁾. » En effet, de 1893 à 1897, on constate un excédent total d'exportation s'élevant à 2,641 millions de francs, pour une importation de 1,574 millions de métaux précieux. Cet exemple actuel rend bien compte de l'application légitime qu'a pu avoir autrefois le système de la balance.

Le cas de l'Inde est différent ; ce pays a toujours attiré beaucoup de métaux précieux. Les auteurs mercantilistes ne savaient comment apprécier ce commerce si défavorable, au regard de la balance : le « gouffre de l'Orient » absorbait une bonne part des piastres rapportées du Nouveau-Monde. Mais, sans ce débouché, la découverte des mines de l'Amérique eût causé, aux siècles passés, des troubles monétaires beaucoup plus graves, et, de nos jours, la dépréciation de l'argent eût été plus précipitée.

La puissance d'absorption des métaux précieux est très variable suivant les pays. La France a été le pays de la grande importation de l'or, comme l'Inde a été celui de l'importation de l'argent. Cette accumulation

(1) *Bulletin de statistique*, t. XLI, p. 333.

est-elle toujours un avantage? Il est certain qu'aux Indes elle n'y préserve pas le peuple de la famine, les années de disette.

Les métaux précieux sont distribués dans chaque pays, sous l'action de leur valeur, dans une proportion nécessaire aux échanges. Mais la fonction monétaire est diversement remplie suivant les pays. L'or ou l'argent ne se portent pas là où ils rencontreraient un agent de la circulation déprécié, jouissant, à l'intérieur du moins, de la puissance libératoire. C'est le phénomène défini sous le nom de loi de Gresham : « la mauvaise monnaie chasse la bonne. » Son influence s'est particulièrement fait sentir dans les systèmes bimétallistes, où elle a provoqué tour à tour l'exportation du métal sous-apprécié, argent ou or, et l'importation du métal sur-apprécié. — Les altérations monétaires ne sont pas, tant s'en faut, un encouragement à l'importation des métaux précieux. La politique de la balance était-elle propre à les attirer? Nous avons déjà examiné ce point. La distribution des métaux précieux obéit à des lois naturelles, et n'est pas seulement le résultat des règlements internationaux.

2° — Il nous reste à envisager le rôle des métaux précieux dans leur fonction monétaire. On peut affirmer à cet égard, qu'ils ne constituent qu'un des facteurs des règlements internationaux, et qu'ils servent à régler des différences minimes.

Le mode normal de liquidation est, nous l'avons déjà vu, la compensation des créances et des dettes; le défaut d'équilibre tend à provoquer une certaine exportation de métaux précieux, mais amène en même temps un ajustement nouveau des facteurs de la production.

Lorsque le nombre des effets présentés à l'escompte dépasse une certaine proportion, les banques, dépositaires des réserves métalliques, élèvent le taux de l'escompte. Cette hausse de l'intérêt a pour effet d'attirer les capitaux étrangers, et de les engager dans le règlement de la dette. Il existe en effet « un capital cosmopolite qui accourt partout où l'on a besoin de lui et où le taux de l'intérêt l'attire ⁽¹⁾. » Ce n'est là qu'un palliatif temporaire, mais qui suffit lorsque la rupture d'équilibre n'est que passagère et tient à ce que les affaires à l'importation et à l'exportation ne se traitent pas avec la même activité, au même moment.

Si la rupture est plus profonde, la sortie du numéraire agit sur les prix et cette action, combinée avec celle du change, tend à la fois à limiter les importations de marchandises, et à développer les exportations. La difficulté croissante de faire des remises à l'étranger décourage les importateurs, alors que le bénéfice de l'exportateur s'accroît. Il devient avantageux de créer des effets sur l'étranger par l'exportation de produits. Et ainsi, le mouvement des marchandises lui-même agit pour le rétablissement de l'équilibre.

Nous avons signalé la part importante des capitaux dans les règlements internationaux. Le titre constitue un moyen de paiement excellent. Il est d'une ressource particulière aux pays obligés de faire face à de grands engagements. — Un pays détenteur de valeurs étrangères les remettra en paiement à ses créanciers. Ces valeurs auront une tendance à faiblir sur le marché du pays endetté, mais, comme elles ont un marché international, et que les mêmes causes n'agissent pas par-

(1) Bagehot, *Economic studies*, p. 89.

tout, ces valeurs seront achetées sur d'autres places. Le pays vendeur transforme ainsi en créance exigible, une créance permanente, et acquiert de cette façon le moyen de faire face à ses engagements sans avoir à se dessaisir de son numéraire. — Un pays fort engagé peut encore avoir la ressource, s'il ne possède pas ces épargnes, de consolider sa dette en émettant un emprunt. La dette exigible est éteinte, la dette permanente est accrue d'autant, mais il est plus facile de faire face au service des intérêts.

Nous arrivons à des cas extrêmes où la rupture d'équilibre est due à des circonstances anormales, telles que la guerre ou une mauvaise administration prolongée : même alors, la liquidation se fait sans le concours de beaucoup de numéraire. Ce n'est pas à dire qu'un tel pays soit assuré de conserver sa circulation monétaire, car une administration mauvaise peut le chasser complètement, en faisant appel à des moyens de paiement d'une dépréciation rapide.

Dans le cas de rupture passagère, l'équilibre tend à revenir de lui-même, par l'action de la monnaie sur les prix, et, dans le cas d'engagements excessifs, tout le numéraire possédé par une nation serait insuffisant.

Il peut être intéressant de chercher, dans la statistique, la confirmation de ces idées. L'exemple de l'Angleterre est tout désigné.

En 1897, le mouvement des métaux précieux a atteint 2,457 millions de francs, pour un commerce de produits qui s'élève à 18,635 millions, entrées et sorties réunies; il représente ainsi 13 p. cent d'un mouvement commercial considérable. Ce rapport serait de 16,5 p. cent dans le règlement des exportations, et de 10,9 p. cent dans celui des importations.

Mais ce chiffre de 18 milliards ne donne qu'une indication partielle de la masse de créances et de dettes à liquider. A ne considérer que le mouvement commercial purement anglais, il faudrait tenir compte des créances nombreuses qui ont une autre origine que l'échange de produits. D'autre part, les banques anglaises interviennent dans les règlements commerciaux de tous les pays ⁽¹⁾. Londres apparaît comme le *Clearing-house* du monde entier. Dès lors, le mouvement de métaux précieux constaté, correspond à des règlements internationaux énormes.

Dans le commerce de la France pour 1897, la part de l'or et de l'argent représente 10,4 p. cent du mouvement global de marchandises, 8,1 p. cent dans le règlement des importations, 12,8 p. cent dans celui des exportations.

Si tel est le rôle des métaux précieux, il n'est pas à craindre de les voir fuir, sans retour, par le jeu de la balance. Cependant, suivant l'idée vulgaire, un excédent prolongé des importations sur les exportations, en nous rendant débiteurs de l'étranger, entraînerait la fuite du numéraire. — L'or et l'argent ne sont point cet élément compensateur des balances réputées défavorables. Voyons quels rapports s'établissent entre les indications de la balance des marchandises et le mouvement constaté des métaux précieux. Il semble que

(1) Goschen en voit la cause première « dans cette exportation étonnante et toujours active de l'Angleterre, qui fait que toutes les contrées du monde, recevant incessamment des produits anglais, sont dans la nécessité de faire à l'Angleterre, pour s'acquitter, des remises soit en numéraire, soit en produits, soit en effets. Les autres pays peuvent donner un autre cours à leurs exportations, mais les effets tirés en remboursement finiront toujours par arriver en Angleterre ». *Théorie des changes étrangers*, p. 94.

nous combattions des idées chimériques. Ce n'est pas, en effet, sans étonnement qu'on voit encore reparaître ces craintes dans les discussions douanières.

L'examen des statistiques des principaux pays permet de former, à cet égard, les catégories suivantes :

Parmi les pays à excédent d'importation, les uns reçoivent en surplus des métaux précieux, les autres en exportent. La première situation est celle de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Suisse, et généralement de tous les pays européens qui reçoivent sous ces deux formes les intérêts de leurs placements, et les bénéfices de leur action commerciale à l'étranger. La deuxième situation ne peut appartenir d'une façon durable qu'à un pays producteur de métaux précieux : c'est l'exemple typique du Transvaal, dont la production d'or paie presque toutes les importations de marchandises.

Parmi les pays à excédent d'exportation, on retrouve la même distinction : les uns, comme les Etats-Unis, exportent des métaux précieux, en étant producteurs ; les autres, comme la Russie, l'Autriche, les Indes anglaises, sont importateurs d'or et d'argent, malgré leur situation de débiteurs : leurs excédents d'exportation sont destinés à la fois au service de leurs obligations et à l'achat de métaux précieux.

Mais voici des indications plus curieuses. En Angleterre, de 1854 à 1898, les excédents d'importation se sont élevés à 96 milliards de francs en marchandises, à 3 milliards en métaux précieux, au total, près de cent milliards d'excédents dans l'espace de quarante-quatre ans.

En France, de 1827 à 1896, les excédents d'importation se sont élevés à 26 milliards, dont 15 1/2 pour

les marchandises, et 10 1/2 pour les métaux précieux. Tandis que les excédents d'importation de marchandises ne s'établissent d'une façon définitive qu'à partir de 1876, l'importation des métaux précieux est au contraire constante. — La période des excédents d'exportation est signalée par une entrée considérable de métaux précieux : de 1848 à 1871, le monnayage de l'or atteint 6 milliards 640 millions de francs, soit 44 p. cent de la monnaie d'or frappée dans les quatre grands pays où la circulation monétaire était fondée sur l'or. — La période des excédents d'importation voit réduire les entrées de métaux précieux. De 1867 à 1876, l'excédent total d'importation s'élève à 4 milliards 483 millions, et sur ce chiffre la part des métaux précieux atteint 3,472 millions; or, dans la période décennale suivante, les excédents d'importation de marchandises sont dix fois plus considérables (11,132 millions), mais l'importation du numéraire s'abaisse à 1,021 millions.

Les Etats-Unis offrent un exemple de la situation inverse. En même temps que grands débiteurs de l'Europe, ils sont producteurs de métaux précieux, aussi leur commerce extérieur se solde-t-il à la fois par des excédents d'exportation de marchandises et de métaux précieux. De 1888 à 1897, l'excédent total s'est élevé, au commerce général, à 7,412 millions de francs : 5,012 millions pour les marchandises, 2,400 millions pour le numéraire.

Ces exemples typiques rendent compte des idées énoncées sur le rôle des métaux précieux. Serait-ce suffisant pour conclure que les excédents d'exportation entraînent la fuite du numéraire, et sont l'indice d'une situation défavorable ? — Mais l'idée mercantile

est assez réfutée, et il faut se défendre d'une réaction outrée.

Pour beaucoup de gouvernements, la question de la prospérité nationale est liée, dans l'état d'engagement où ils se trouvent vis-à-vis de l'étranger, à la prospérité de leur commerce extérieur et au rétablissement d'une situation monétaire compromise. La question des changes étrangers, qui peut passer inaperçue dans une situation normale et prospère, devient une question dominante dans les circonstances difficiles. La question monétaire conserve toute son importance dans le problème des échanges internationaux.

CONCLUSIONS

La théorie de la balance est présentée dans toutes ses parties. C'est une généralisation des phénomènes économiques, envisagés dans les rapports internationaux. Trop souvent l'observation s'arrête à l'échange de produits, au mouvement de marchandises entrées et sorties ; mais ce n'est là qu'un aspect du commerce extérieur, et l'on trouve dans l'économie mondiale la même complexité de relations que dans les diverses économies nationales.

I. — PRÉCISION DE LA NOTION D'ÉQUILIBRE.

L'idée sur laquelle repose cette synthèse est, une notion d'équilibre dont nous pouvons maintenant fixer les aspects divers.

D'une façon générale, cet équilibre est le résultat des différentes forces nationales, qui constituent les conditions durables du commerce extérieur. Le transfert des facteurs de la production, travail et capital, ont une action lointaine et prolongée. Il peut y avoir une pénétration économique plus ou moins complète entre nations. Il est des filiations économiques, comme il est des filiations politiques, qui sont l'œuvre de l'émigration des forces vives d'une nation. C'est la relation qui existe souvent entre les pays d'ancienne civilisation, riches de leur population, de leur capital, de leur industrie, et les pays neufs ou arriérés. L'équilibre ne s'effectue qu'à la longue entre pays débiteurs et pays créanciers.

Cet équilibre se réalise pour une colonie, par exemple, lorsqu'elle peut suffire, par ses propres moyens, à sa vie économique, qu'elle parvient à rembourser à sa métropole les capitaux prêtés, qu'elle assimile les éléments étrangers. Elle acquiert alors nécessairement l'indépendance politique, par degrés, si elle n'y atteint pas d'un seul coup.

Il est une notion d'équilibre plus précise, c'est l'équation qui s'établit chaque jour entre les créances et les dettes exigibles d'une nation. L'équilibre lointain, que nous avons d'abord défini, trouve, à chaque instant, un aspect actuel. Les dettes permanentes qui résultent d'un transfert de capitaux, par exemple, n'entrent en jeu, dans l'établissement de cette équation, que pour la part correspondant aux intérêts ou profits. C'est l'équilibre de la balance des comptes, dont le change traduit les oscillations journalières.

Enfin, cet équilibre trouve une expression particulière dans le mouvement de marchandises. Le rapport entre les importations et les exportations est la résultante des divers éléments du commerce extérieur, dans leur phase actuelle ; et l'examen d'une série d'exercices fournit des indications sur l'établissement de l'équilibre général. Dans l'état comparé des entrées et des sorties de produits, on peut suivre le développement économique d'un pays.

II. — SIGNIFICATION DES EXCÉDENTS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION DE PRODUITS.

L'écart constaté entre les importations et les exportations ne tient pas seulement aux procédés d'établissement des tableaux officiels. Le coefficient d'erreur des

statistiques est à peu près fixe. Or il se produit des mouvements remarquables par leur régularité : les excédents d'importation augmentent ou diminuent, et laissent place parfois à des excédents d'exportation. C'est l'indice de modifications, toujours lentes et graduelles, dans le jeu des forces économiques qui concourent au commerce extérieur. L'action des transferts de capitaux se fait spécialement sentir, parce qu'elle correspond à des périodes bien caractérisées dans le développement d'une nation. Rappelons ces étapes et cherchons à les retrouver dans le mouvement de produits.

Le pays prêteur doit augmenter temporairement ses exportations, car c'est sous forme de produits qu'il transfère réellement le capital ; plus tard, le paiement d'intérêts et le remboursement viendront grossir le montant des importations.

Tant que dure la période de placement, le pays emprunteur voit augmenter ses entrées, qui dépassent rapidement ses sorties. Puis, dans une série prolongée d'exercices, l'excédent des importations décroît graduellement, pour laisser place, à un moment donné, à des excédents d'exportation. Le mouvement d'importation de capitaux s'est ralenti, le paiement des intérêts procure cet excédent des sorties. Le remboursement graduel du capital, en même temps qu'il tend à accroître l'excédent des exportations, diminue les obligations permanentes du pays neuf. On conçoit même que ce pays atteigne un développement économique assez grand pour jouer, à son tour, ce même rôle de civilisateur vis-à-vis de peuples plus arriérés. L'excédent des exportations peut décroître graduellement, et laisser place de nouveau, à un excédent d'importation, d'un caractère différent du premier.

Les Etats-Unis, qui ont déjà franchi la plupart de ces étapes, ne sont peut-être pas éloignés de la dernière ⁽¹⁾.

Ces mouvements devraient, semble-t-il, se traduire par des excédents successifs d'importation et d'exportation. Mais il faut tenir compte de la complexité du milieu dans lequel ils se produisent.

La pratique prolongée de placements à l'étranger a mis les vieux pays civilisés dans une situation particulière : les transferts actuels s'effectuent, en grande partie, sur la masse d'intérêts qui provient des anciens transferts ; et, s'ils ne provoquent pas des excédents d'exportation, du moins tendent-ils à réduire cet excédent d'importation constaté au profit des nations créancières.

Si l'Angleterre n'employait une grande partie de ses retours en de nouveaux placements extérieurs, l'augmentation des excédents d'importation serait plus accentuée qu'elle n'est. En France, la période des excédents d'exportation s'est surtout produite de 1848 à 1866 ; et l'on peut attribuer la diminution constatée depuis 1887 dans les excédents d'importation, à un mouvement plus actif des capitaux français vers l'étranger.

Dans le commerce simple des pays neufs, l'action des transferts de capitaux sera, en général, facile à distinguer ; on en peut saisir le début et les développements successifs. Cette action sera plus ou moins persistante suivant l'état économique du pays emprunteur : on conçoit que des pays tels que l'Autriche et la Russie soient en état de se libérer plus rapidement de leurs obligations que la République Argentine ou l'Australie.

(1) *L'Economiste français*, 12 janvier 1901, p. 37. Pierre Leroy-Beaulieu : L'expansion politique et économique des Etats-Unis.

Considérons le mouvement commercial des principaux pays endettés, dans la période décennale de 1888 à 1897. Tous les pays qui ont eu des excédents habituels d'exportation rentrent dans cette classe : Etats-Unis, Indes anglaises, Russie, Autriche-Hongrie, Australie, Chili, Egypte, Uruguay. On peut les classer de la façon suivante :

Première étape : Importation de capitaux. — La Chine et le Japon sont actuellement dans cette phase. Pour cette période décennale, la Chine a un excédent d'importation constant qui s'élève 1,977 millions de francs, ce qui, rapproché du total de son commerce extérieur, 14,737 millions, accuse un rapport de 13,4 p. cent.

Les statistiques du Japon marquent un excédent d'importation de 535 millions, ou 4,8 p. cent d'un commerce total de 11,028 millions. Au sein de la période, la balance est variable, mais s'accroît en faveur des importations dans les dernières années.

Deuxième étape : Importation décroissante laissant place à un excédent d'exportation naissant. — Le Canada conserve, pour l'ensemble de ces dix années, un excédent d'importation de 678 millions pour un commerce total de 10,898 millions, soit de 6,2 p. cent. Mais, au cours de la période, les excédents d'importation diminuent peu à peu, et laissent place, à la fin, à un excédent d'exportation. Les termes de cette progression sont remarquables par leur régularité : l'excédent des importations, de 11 p. cent, en 1888, passe ensuite à 14, 12, 12, 8, 6, 4, 1, 0,3 p. cent ; on constate alors, pour 1897, un excédent d'exportation de 5 p. cent, qui se maintient l'année suivante.

L'Australie a précédé le Canada dans cette évolution :

c'est en 1891 que commence la série croissante des excédents d'exportation, qui, pour l'ensemble de la période, représentent 3 p. cent du commerce total.

Troisième étape : Excédents d'exportation croissants. — A cette troisième phase se trouvent les Etats-Unis, les Indes anglaises, l'Egypte.

Les excédents d'exportation se sont établis aux Etats-Unis depuis 1874; jusque là, les importations dépassaient, à titre ordinaire, les exportations. De 1888 à 1897, l'excédent moyen est de 5 p. cent; mais cette moyenne est faite d'écarts singuliers. En 1888, 1889 et 1893, on relève un excédent d'importation de marchandises, alors qu'en 1892, 1894 et 1897, l'excédent des exportations dépasse un milliard. En 1898, il s'élève à 3,227 millions pour un commerce total de 9,311 millions. Cette irrégularité doit être attribuée avant tout aux différences dans l'état des récoltes, et aux variations des prix qui en sont la conséquence. Remarquons, en outre, qu'aux Etats-Unis, les exportations de métaux précieux accentuent les indications qui résultent de la balance des marchandises.

Aux Indes anglaises l'excédent moyen des exportations est de 11 p. cent, et de 17 p. cent en Egypte.

Quatrième étape : Excédents d'exportation décroissants. — En Russie, la moyenne des excédents d'exportation atteint encore 18 p. cent, mais ce rapport est en voie de décroissance marquée : de 33,4 p. cent, en 1888, il s'abaisse à 12,9 p. cent, en 1897. Comme ce changement est dû à l'augmentation des importations, il doit tenir, sans doute, à ce que la Russie reçoit encore d'importants capitaux étrangers.

Dans cette dernière décade, les excédents d'exportation se sont élevés, en Autriche-Hongrie, à 2,804 mil-

lions, pour un commerce total de 35 milliards, ce qui donne une proportion de 8 p. cent, mais on constate, au sein de la période, une décroissance régulière et continue allant de 13 à 0,7 p. cent. En 1898, on note même un premier excédent d'importation de 1,3 p. cent.

Voilà l'histoire et l'explication des excédents d'importation et d'exportation, la signification de la balance du commerce.

III. — POSSIBILITÉ DE MODIFIER CE RAPPORT.

Si ce rapport, variable en fait, est déterminé par des causes qui tiennent à l'organisation économique des pays échangistes, on ne saurait le modifier arbitrairement. Que penser, dès lors, des essais tentés pour faire cesser les excédents d'importation, et rendre la balance favorable ? Quels ont été les résultats de cette politique ?

En France, lors de la discussion de chaque loi de douane, les champions de la protection nationale s'élèvent pour dénoncer le péril qui résulte de l'excédent croissant des importations. Il s'agit d'arrêter le flot montant des importations, de soutenir les exportations défailantes, de ramener au moins à l'état d'équilibre ces deux termes du commerce extérieur.

Les changements de régime douanier ont, tout d'abord, sur l'échange de produits, une action temporaire accentuée : ils provoquent une perturbation considérable dans les exercices qui précèdent et suivent immédiatement une réforme. Craint-on un relèvement de droits, aussitôt l'importation s'élève au-delà des besoins ordinaires, pour bénéficier de l'ancien tarif. Cet

approvisionnement pèse naturellement sur l'exercice qui suit la mise en vigueur du nouveau régime. Aussi ne faudrait-il pas juger des effets d'un régime par la comparaison de ces deux années. Toutes les réformes douanières sont marquées, dans la statistique du commerce extérieur, par des écarts très brusques. En 1860, on constate un excédent d'exportation de 380 millions ; en 1861, on se trouve en présence d'un excédent d'importation qui atteint 516 millions. En 1891, l'excédent des importations s'élève à 1,198 millions ; il descend à 727 millions l'année suivante.

Mais voici les résultats durables. Le premier effet d'une restriction de tarifs est de ralentir sensiblement le développement du commerce extérieur considéré en bloc, sinon même de le diminuer. En second lieu, les exportations, qu'on entend favoriser sont aussi sûrement frappées que les importations. Aussi, le rapport, réputé déficitaire, entre les importations et les exportations, reste-t-il intact à travers les changements de régime plus ou moins destinés à le redresser.

Toutefois, il est certain que ces restrictions affectent, à la longue, les conditions durables de l'échange international. La production s'adapte à un marché plus ou moins étendu. Un régime protecteur peut aider, à une certaine phase de la vie d'un peuple, à une transformation économique plus rapide, mais ne saurait, en aucun cas, renverser brusquement le cours du commerce extérieur. Pour modifier la balance du commerce, pour la rendre favorable, il faut, comme le pensait Mun, fomentier la production intérieure dans toutes ses branches ; il ne suffit pas de décréter la restriction des importations. La balance du commerce est l'indice d'une situation : c'est la situation même qu'il

faut réformer. Il n'est possible d'agir sur la balance, que dans la mesure où la politique économique peut diriger l'évolution des forces naturelles.

Mais, sans tendre à renverser le rapport ordinaire des importations et des exportations, il peut être d'une utilité particulière de surveiller l'échange de produits, car c'est un élément qui concourt efficacement à la liquidation des dettes internationales, et au maintien de l'équilibre de la balance des comptes.

La politique de la balance a eu autrefois sa raison d'être, lors de la constitution économique des états européens. Il n'est pas étonnant que ce soit encore aujourd'hui la politique de pays d'organisation récente, soucieux de faire face à leurs obligations. Enfin, si ce n'est pas une préoccupation ordinaire dans des pays comme la France ou l'Angleterre, du moins, la question de la balance retrouve-t-elle toute son importance dans les circonstances graves provoquées par des crises, des guerres, etc. Alors, on est attentif à tous les mouvements de la balance des marchandises, aux entrées et sorties de numéraire, aux moindres oscillations du change.

IV. — DE L'ESPRIT ÉCONOMIQUE.

La théorie de la balance des comptes, que nous avons essayé d'établir, repose d'une part sur l'étude des anciens économistes, d'autre part sur l'observation des faits actuels.

L'enquête historique explique par l'évocation du milieu où elles se sont produites, des théories trop souvent mal comprises. Mais elle n'a pas seulement un intérêt rétrospectif. La politique restrictive de la

balance du commerce survit dans la législation douanière des divers pays ; les vieilles formules elles-mêmes ont subsisté. D'une façon courante, on invoque encore aujourd'hui les dangers d'une balance défavorable. Les erreurs ne meurent pas, soit parce qu'elles sont au service de certains intérêts, soit parce qu'elles sont la manifestation de l'ignorance, qui sans cesse renaît. Enfin les théories actuelles découlent des anciennes. Il n'y a pas d'hostilité entre elles ; ce sont les étapes nécessaires dans la recherche de la vérité. Les théories modernes ne sont pas vraies d'une façon absolue, vraies pour le passé, vraies pour l'avenir ; elles sont dans un rapport étroit avec le développement économique, et celui-ci varie. Le caractère de généralité de la science lui vient du grand nombre de faits observés dans leurs milieux propres.

Au point de vue subjectif, l'histoire de la formation d'une théorie est propre à nous éclairer dans l'étude des questions économiques. Notre esprit, naturellement ignorant, n'arrive à la connaissance de la vérité que par des étapes analogues : subissant les conditions du milieu, il est sollicité par des questions d'ordre pratique, et ne s'élève que par degrés à la conscience des phénomènes. Enfin l'enseignement du passé sert à éclaircir les difficultés du présent.

L'observation des faits actuels est la seconde source de cette étude. L'observation directe est difficile, à raison de la variété des milieux à étudier. Il faut embrasser le monde, examiner l'économie des divers pays, dont le développement est plus ou moins avancé : ici l'on voit survivre le passé, et là naître l'avenir. Dans le même temps, différentes économies nationales, à des degrés divers de développement, repro-

duisent les phases successives de l'évolution historique dans un lieu donné.

Pour acquérir l'esprit économique, il est donc nécessaire d'avoir un certain contact avec la vie économique. Ce serait, sans cela, aller à l'abstraction. Mais cette expérience est longue à acquérir, et le plus souvent, on ne peut travailler que sur des données recueillies par d'autres : d'où la nécessité de faire la critique des procédés d'observation.

C'est avec ce sentiment des difficultés à vaincre, que nous avons essayé de faire une synthèse du commerce extérieur, dans ce cadre de la balance qui a servi aux premiers économistes pour arriver à une première généralisation des phénomènes économiques.

Vu :

H. TRUCHY.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 22 juin 1901.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPAUX PAYS, de 1888 à 1897 ⁽¹⁾

(Valeurs en millions de francs.)

PAYS	TOTAL	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	EXCÉDENTS		
				d'Importation	d'Exportation	p. cent. du Total
Royaume-Uni..... Commerce général.	181.278,7	106 367,8	74.910,9	31.456,9	»	17,3
Allemagne..... Commerce spécial.	90.080,0	50.120,8	39.959,2	10 161,6	»	11,2
Etats-Unis..... Commerce spécial.	83.878,9	39.660,7	44.218,2	»	4.557,5	5,4
France..... Commerce spécial.	75.416,7	40.995,1	34.421,6	6.573,5	»	8,7
Pays-Bas..... Commerce spécial. *	53.967,5	29.394,9	24 572,6	4.822,3	»	8,9
Indes Anglaises..... Commerce général. *	49.010,0	21.797,6	27.212,4	»	5.414,8	11,0
Russie..... Commerce spécial.	45.568,0	18.671,2	26.896,8	»	8.225,6	18,0
Autriche-Hongrie..... Commerce spécial.	35 030,6	16.113,2	18.917,4	»	2.804,2	8,0
Australie..... Commerce général. *	32.052,2	15.535,6	16.516,6	»	981,0	3,0
Belgique..... Commerce spécial.	30.632,9	16.524,0	14.108,9	2.415,1	»	7,8
Italie..... Commerce spécial.	21.768,9	12 023,3	9.745,6	2.277,7	»	10,4
Espagne..... Commerce général. *	17 201,0	8.625,9	8.575,1	50,8	»	0,2
Suisse..... Commerce spécial.	15.726,1	9.034,1	6.692,0	2.342,1	»	14,8
Chine..... Commerce spécial.	14.737,4	8.357,5	6.379,9	1 977,6	»	13,4
Japon..... Commerce spécial.	11.028,6	5.781,8	5.246,8	535,0	»	4,8
Canada..... Commerce spécial. *	10.898,8	5.788,6	5.110,2	678,4	»	6,2
République Argentine..... Commerce spécial. *	10.813,5	5.442,5	5.371,0	71,5	»	0,6
Suède..... Commerce général. *	9.419,3	5.005,5	4.413,8	591,7	»	6,2
Danemark..... Commerce général.	8.155,6	4.675,4	3.480,2	1.195,2	»	14,6
Chili..... Commerce spécial.	6.803,1	3 334,5	3.468,6	»	134,1	1,9
Egypte..... Commerce spécial.	5 445,1	2.252,2	3.192,9	»	940,7	17,2
Norvège..... Commerce général.	4.805,0	2.925,0	1.880,0	1 045,0	»	21,7
Portugal..... Commerce spécial.	3.528,8	2.174,2	1.354,6	819,6	»	23,2
Uruguay..... Commerce spécial.	2 697,5	1.250,0	1.447,5	»	197,5	7,3
Grèce..... Commerce spécial.	2.041,3	1.164,5	876,8	287,7	»	14,0
TOTAUX.....	821.985,5	433.015,9	388.969,6	67.301,7	23.255,4	

(1) Tableau dressé sur les chiffres publiés annuellement dans les *Annales du Commerce extérieur*. — 1898, 10^e fasc., p. 62 et 63. — 1899, 9^e fasc., p. 60 et 61.

* Y compris les monnaies et métaux précieux.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE

Evolution de la théorie de la balance du commerce.

CHAPITRE PREMIER

La politique mercantile.

I. — Avant le xvr ^e siècle	13
II. — Le système de la balance	16

CHAPITRE II

La théorie.

I. — Le mercantilisme primitif.	24
II. — La théorie de la balance.	26
III. — Evolution ultérieure.	37

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE de la statistique du commerce extérieur.

CHAPITRE PREMIER

Historique de la statistique. 49

CHAPITRE II

Etablissement de la statistique.

I. — Cadre des constatations à recueillir	52
II. — Déclaration de l'expéditeur	55
III. — Contrôle du service douanier	60
IV. — Procédés d'évaluation.	62
V. — Statistique des métaux précieux	67

CHAPITRE III

Critique touchant l'usage des statistiques.

I. — Tableaux annuels.	69
II. — Comparaison de périodes	71
III. — Comparaison entre les statistiques de divers pays . . .	73

TROISIÈME PARTIE

LA BALANCE DES COMPTES

Eléments divers du commerce extérieur. — Règlement.

CHAPITRE PREMIER

Echange de produits.

I. — Généralités	82
II. — Action sur la balance	84

CHÂPITRE II

Commerce direct. — Navigation.

I. — Généralités.	87
II. — Commerce direct.	90
III. — Navigation.	92

CHAPITRE III

Transfert de capitaux.

I. — Généralités.	99
II. — Historique.	103
III. — Importance et rôle actuel.	105

CHAPITRE IV

Déplacement de personnes. — Emigration.

I. — Généralités.	113
II. — Action sur la balance.	115

CHAPITRE V

Règlement de la balance des comptes.

I. — Le change.	122
II. — Les métaux précieux.	124

CONCLUSIONS

I. — Précision de la notion d'équilibre.	137
II. — Signification des excédents d'importation et d'exportation de produits.	138
III. — Possibilité de modifier ce rapport.	143
IV. — De l'esprit économique.	145

Tableau du commerce extérieur des principaux pays, de 1888 à 1897.	149
--	-----

